

Vue d'ensemble *du système agricole et* agroalimentaire canadien

Mai 2004



Agriculture and
Agri-Food Canada

Agriculture et
Agroalimentaire Canada

Canada

VUE D'ENSEMBLE DU SYSTÈME AGRICOLE ET AGROALIMENTAIRE CANADIEN

Chef de projet :

Eileen Krakar

Mai 2004

Recherches stratégiques
Équipe de Politiques et planification
Agriculture et Agroalimentaire Canada

Tout point de vue exprimé, qu'il soit énoncé clairement, sous-entendu ou interprété à partir du contenu de la présente publication, ne reflète pas nécessairement la politique d'Agriculture et Agroalimentaire Canada.

AAC ne contrôle pas l'accessibilité des sites Internet mentionnés dans le présent rapport. C'est pourquoi il ne peut être tenu responsable des hyperliens défectueux ou sans suite. Les liens vers les sites Web sont fournis aux utilisateurs uniquement pour des raisons de commodité. AAC ne cautionne pas ces sites et n'est pas responsable de l'exactitude, de l'actualité ni de la fiabilité du contenu. Les utilisateurs doivent savoir que les informations accessibles sur les sites qui ne relèvent pas du gouvernement du Canada ne sont pas assujetties à la *Loi sur les langues officielles*.

Cette publication contient les plus récentes données disponibles au mois de mai 2004.

Vous pouvez obtenir une version électronique des publications de la Direction de la recherche et de l'analyse sur Internet, à l'adresse suivante : <http://www.agr.gc.ca/spb/rad-dra>.

Publication 2243-F
ISSN 1708-4164
ISBN 0-662-75843-9
Catalogue A22-338/2004F-PDF
Projet 03-196-rp

Also available in English under the title:
AN OVERVIEW OF THE CANADIAN AGRICULTURE AND AGRI-FOOD SYSTEM

Table des matières

Avant-propos	v
Points saillants	vii
A. Le système agricole et agroalimentaire dans l'économie canadienne	1
A1. PIB et emploi	5
A2. Commerce international	9
A3. Rentabilité, productivité et concentration	17
A4. Travail, capital et investissement	21
A5. Innovation	27
B. Les composantes du système agricole et agroalimentaire	33
B1. Consommateurs	35
B2. Distribution alimentaire (vente au détail/en gros et service alimentaire)	39
B3. Transformation alimentaire (aliments seulement, boissons et tabac)	45
B4. Agriculture primaire	53
B5. Fournisseurs d'intrants et de services agricoles	75
C. Le gouvernement et le système agricole et agroalimentaire	83
Sources des données	91
Glossaire	
Les composantes du système	98
Emplois	101
Définitions du commerce	103
Catégories de soutien gouvernemental	104
Termes de nature économique et statistique	106
Définitions diverses	108
Notes	110
Bibliographie	112

Avant-propos

Le présent rapport donne un aperçu économique du système agricole et agroalimentaire canadien. Il examine d'abord la contribution du système à l'économie dans son ensemble, avant de passer aux autres segments de la chaîne agro-alimentaire : le consommateur, la distribution alimentaire, la transformation alimentaire, l'agriculture primaire et, enfin, l'offre d'intrants. Des graphiques, des schémas et des tableaux accompagnés d'explications succinctes résument l'information et fournissent des indicateurs de base du rendement.

Ce rapport a été conçu comme un document de référence polyvalent qui :

- constitue une introduction au système agricole et agroalimentaire;
- fournit un instantané des transformations structurelles qui se produisent dans le système en réaction à différents facteurs;
- renferme des données et des informations générales afin d'éclairer les discussions publiques sur les questions qui concernent l'agriculture canadienne.

Ce rapport révèle que le système agricole et agroalimentaire canadien est une chaîne de valeur très complexe, intégrée et concurrentielle sur le plan international, dont l'importance au sein de l'économie canadienne est croissante. C'est un système souple, en perpétuelle mutation, qui doit relever d'importants défis pour s'adapter à l'évolution des exigences des consommateurs, aux progrès technologiques, à l'intégration nord-américaine et à la mondialisation.

Points saillants

- **Le système agricole et agroalimentaire joue un rôle important dans l'économie canadienne et dans celle des provinces**, puisqu'il fournissait un emploi sur huit et représentait 8,2 % du produit intérieur brut (PIB) en 2002.
- **L'agriculture primaire est au cœur du système agricole et agroalimentaire, mais ce système ne se limite pas à la production agricole.** Il englobe également les activités de transformation et de distribution. La transformation alimentaire (qui comprend la transformation des boissons et du tabac) arrive au deuxième rang des secteurs qui contribuent le plus au PIB manufacturier au Canada, et elle est le plus grand employeur du secteur manufacturier. La vente au détail d'aliments se classe deuxième sur la liste des dépenses en biens de consommation, et les services alimentaires constituent la troisième catégorie de dépenses en services de consommation.
- **L'évolution des exigences des consommateurs, au Canada et à l'étranger, exerce une influence sur l'ensemble du système agricole et agroalimentaire.** Les consommateurs exigent plus de variété, plus de commodité et un plus grand choix d'aliments-santé, de même que des garanties pertinentes concernant la qualité et la salubrité des produits. Pourtant, les prix de l'alimentation au Canada sont parmi les plus bas du monde, puisque l'alimentation ne représente que 10 % des dépenses d'un ménage.
- **La concentration et l'accroissement des activités se manifestent à chaque échelon du système.** Les cinq premiers détaillants en alimentation au Canada réalisent environ 60 % des ventes alimentaires nationales, contre 50 % il y a dix ans. Les grands établissements de transformation alimentaire représentent seulement 5 % des établissements, mais génèrent près de la moitié de la valeur des ventes de produits transformés. Un tiers seulement des fermes de recensement réalisent des ventes supérieures à 100 000 \$, mais elles représentent près de 90 % de la production agricole totale.
- **On observe d'importants gains de productivité à chaque échelon du système.** C'est la production agricole primaire qui présente la plus forte hausse de la productivité du travail dans l'économie; entre 1997 et 2002, le taux de croissance moyen s'est établi à 5,8 %. Le rythme de croissance de la productivité multifactorielle a été d'environ 2 %. Cela est dû à l'amélioration des pratiques de gestion, à la restructuration de l'industrie et aux progrès génétiques et technologiques. Dans le secteur de la transformation alimentaire, la croissance de la productivité multifactorielle s'est établie aussi à 2 % pendant cette période. À titre de comparaison, signalons que le taux de croissance de l'économie générale a été de 1,5 %. Selon les recherches, l'un des principaux facteurs de cette croissance de la productivité dans le secteur de la transformation alimentaire concerne les investissements dans l'infrastructure publique.
- **En ce qui concerne les investissements et les échanges commerciaux, le système est de plus en plus axé sur les marchés internationaux.** Depuis 1990, l'investissement étranger direct (IED) accumulé dans le système a plus que doublé; il s'établissait en 2002 à 36,5 milliards de dollars. En même temps, les entreprises canadiennes de transformation alimentaire et de vente au détail ont étendu leurs activités à l'étranger et elles se classent maintenant parmi les plus importantes du monde.

Points saillants

- **Les débouchés à l'exportation sont indispensables à la croissance de la plupart des industries agricoles.** Avec des exportations évaluées à 25,9 milliards de dollars, le Canada a été en 2002 le quatrième exportateur de produits agricoles et agroalimentaires du monde, après les États-Unis, les 15 pays membres de l'Union européenne et le Brésil. Il a aussi été le cinquième importateur de produits agricoles et agroalimentaires du monde, avec des importations chiffrées à 20,7 milliards de dollars.
- **Quoi qu'il en soit, 2003 a été une année difficile pour les exportations canadiennes.** Pendant les sept premiers mois de l'année, les exportations de céréales ont diminué du tiers par rapport à l'année précédente en raison de la baisse de l'approvisionnement dû à la sécheresse qui a sévi dans les Prairies. À partir du mois de mai, les exportations de ruminants vivants et des produits de viande de ruminants ont tout à fait cessé, puisque les États-Unis et d'autres pays ont fermé leurs frontières en réaction au signalement d'un cas unique d'ESB. En septembre, les États-Unis ont rouvert partiellement leur frontière à certaines coupes de viande désossées, ce qui a apporté un certain soulagement. Les exportations de bétail et de bœuf ont atteint en 2003 le tiers et les deux tiers, respectivement, de leur valeur en 2002. Les exportations de produits laitiers ont chuté de 8 % après la décision de l'OMC concernant l'exportation de produits laitiers. En plus de tous ces événements hors du commun, la hausse du dollar a nui à l'ensemble des exportations agricoles et agroalimentaires.
- **En raison des grandes différences entre les producteurs agricoles au chapitre du type de produits, de l'envergure des activités, des motivations et des résultats financiers, on observera aussi cette année des résultats différents au chapitre du revenu.** Généralement, les exploitants qui réussissent le mieux contrôlent aussi mieux leurs coûts; avec l'aide du financement des programmes gouvernementaux, ils arrivent ainsi à surmonter les problèmes d'ordre financier.
- **En général, les producteurs canadiens du secteur de l'agriculture primaire sont moins dépendants du soutien public que leurs homologues européens et américains, selon l'indice ESP (Estimation du soutien aux producteurs).** Quoi qu'il en soit, en 2002, l'ESP pour le Canada atteignait 20 % de la valeur moyenne de la production; c'est un peu plus qu'aux États-Unis (18 %), mais encore bien en dessous de l'UE (36 %).

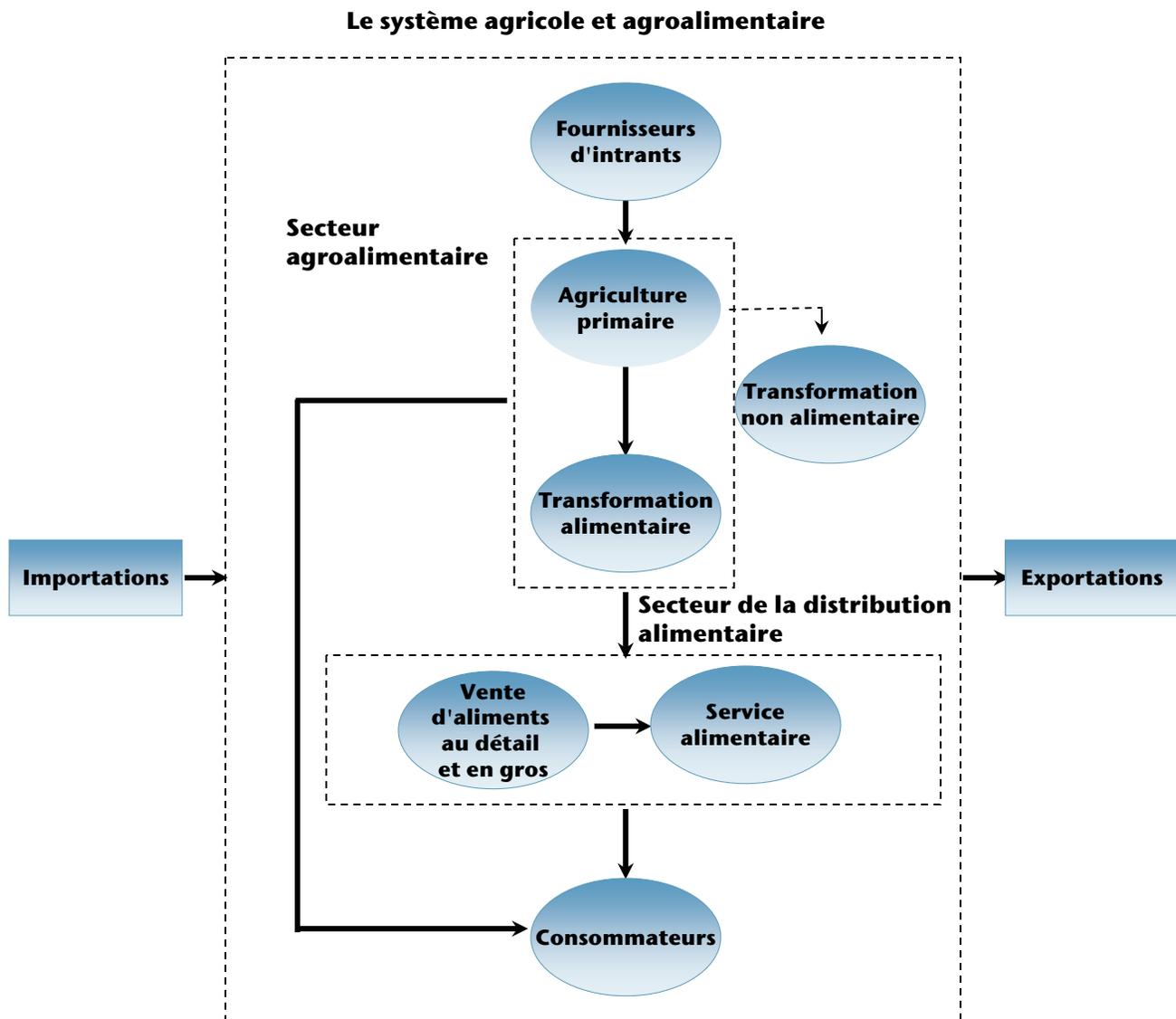
***Le système agricole
et agroalimentaire
dans l'économie
canadienne***



Le système agricole et agroalimentaire est une chaîne intégrée complexe...

- **Le système agricole et agroalimentaire canadien est une chaîne de production et de distribution complexe et intégrée réunissant des industries qui fournissent des produits alimentaires (ainsi que des boissons et du tabac) aux consommateurs canadiens et internationaux. Il fait partie intégrante de l'économie mondiale, et chaque maillon de la chaîne participe aux échanges commerciaux.**

Ses différentes composantes englobent les fournisseurs de services et d'intrants agricoles, l'agriculture primaire, les entreprises de transformation alimentaire ainsi que les distributeurs/grossistes alimentaires et les établissements de service alimentaire¹, qui forment le secteur de la distribution alimentaire.



...en constante évolution

- **Le système agricole et agroalimentaire continue d'évoluer. Parmi les facteurs qui génèrent des transformations structurelles au sein du système, citons l'évolution des exigences des consommateurs, les technologies à forte concentration de savoir, l'intégration nord-américaine et la mondialisation.**

Les lignes de séparation entre les différentes composantes du système sont floues. Par exemple, les compagnies céréalières peuvent jouer simultanément les rôles d'entreprises de transformation d'aliments, d'entreprises de production d'aliments pour le bétail, de grossistes d'ingrédients entrant dans la fabrication d'aliments pour le bétail, de grossistes de produits agricoles et d'exportateurs de céréales.

On constate une tendance générale vers un accroissement de la taille des exploitations dans le système. La concentration et l'intégration se manifestent à tous les niveaux. En même temps, la coordination des chaînes d'approvisionnement du système est de plus en plus étroitement verticale.

Projets visant la chaîne d'approvisionnement

Divers projets visant la chaîne d'approvisionnement sont mis en oeuvre dans le système agricole et agroalimentaire dans le but de répondre aux besoins changeants des consommateurs, d'augmenter l'efficacité de la chaîne d'approvisionnement et de réduire les coûts de production et d'opération. Ces projets sont de deux types : ceux qui assurent une coordination verticale plus étroite des différents maillons de la chaîne d'approvisionnement, et ceux qui supposent une coordination horizontale.

Projets qui assurent une coordination verticale plus étroite

L'intégration verticale des entreprises passe par des investissements visant d'autres maillons de la chaîne d'approvisionnement. Aliments Maple Leaf, par exemple, possède des avoirs s'échelonnant tout au long de la chaîne d'approvisionnement. Entre autres entreprises, mentionnons la fabrication de provendes (Landmark Feeds et Shur-Gain), la production porcine (Elite Swine), l'emballage de produits du porc (Maple Leaf Pork Co.), la seconde transformation de produits du porc (Maple Leaf Consumer Foods Co.) et l'équarissage (Rothsay Co.)².

Puisque les entreprises de différents échelons de la chaîne d'approvisionnement collaborent à la réalisation d'objectifs bien précis visant le marché, les chaînes de valeur se solidifient. Les produits biologiques offrent un exemple de chaîne de valeur. Les entreprises de chaque échelon de la chaîne d'approvisionnement doivent garantir que la production se fait intégralement en l'absence de substances chimiques.

Les entreprises prennent des dispositions contractuelles afin d'exercer un plus grand contrôle sur la qualité de leurs intrants et de leurs produits. Wendy's, par exemple, exige que ses fournisseurs respectent ses règles concernant le traitement sans cruauté des animaux et effectue des vérifications pour garantir le respect de ces normes³. La boulangerie Warburtons, en Grande-Bretagne, a conclu un contrat avec des producteurs des Prairies pour garantir qu'ils respectent certaines normes de qualité visant une variété particulière de blé, le blé roux de printemps de l'Ouest canadien.

Projets qui supposent une coordination horizontale

Les entreprises représentant chaque maillon de la chaîne d'approvisionnement collaborent aussi pour réaliser des objectifs bien précis visant le marché. La plupart des associations de producteurs, de transformateurs, de grossistes ou de fournisseurs de services alimentaires poursuivent les objectifs suivants : promotion du marché, échange d'information, création d'une présence sur la scène politique. Récemment, les projets horizontaux se sont attachés à l'amélioration de la qualité des produits. À l'échelle des producteurs, par exemple, 19 associations de producteurs ont lancé, ou sont sur le point de le faire, des projets nationaux visant la qualité et la salubrité des aliments à la ferme, dans le cadre du Programme canadien de salubrité des aliments à la ferme (PCSAF).

PIB et emploi

A1

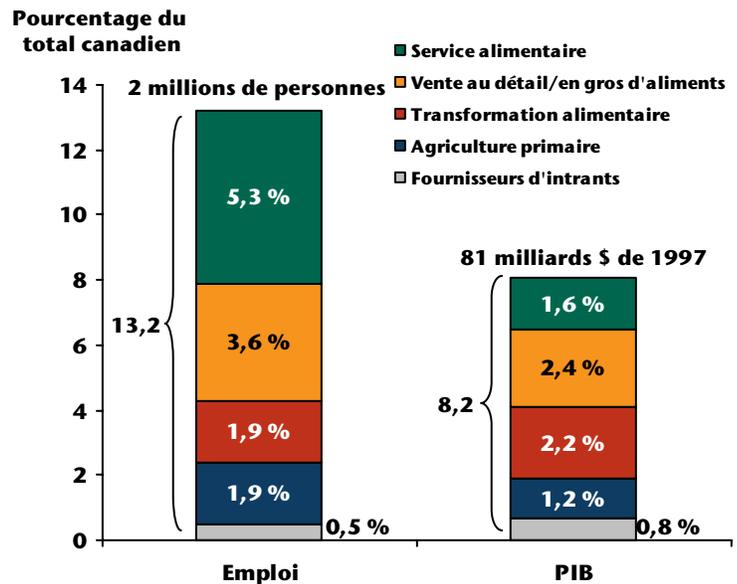


Le système agricole et agroalimentaire joue un rôle important dans l'économie canadienne

- **Le système agricole et agroalimentaire canadien fournit un emploi sur huit.** En outre, il génère indirectement des emplois dans le secteur du transport et d'autres secteurs économiques.

En 2002, il représentait 8,2 % du produit intérieur brut (PIB) du Canada.

Graphique A1.1
Contribution du système agricole et agroalimentaire au PIB et à l'emploi, 2002

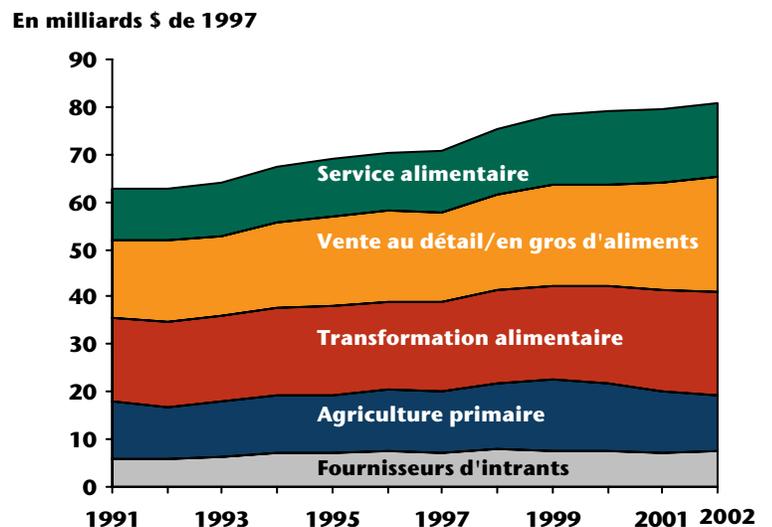


Source : Statistique Canada et AAC.

- **La production à valeur ajoutée est le moteur de l'expansion du système.** La vente au détail est le poste qui connaît l'essor le plus rapide, avec une croissance moyenne annuelle d'environ 3,0 %, suivie des fournisseurs d'intrants avec une croissance moyenne annuelle de 2,4 %.

La taille du système dans son ensemble augmente d'environ 2 % par année, ce qui est légèrement inférieur au taux de croissance général de l'économie.

Graphique A1.2
Contribution du système agricole et agroalimentaire au PIB, 1991-2002



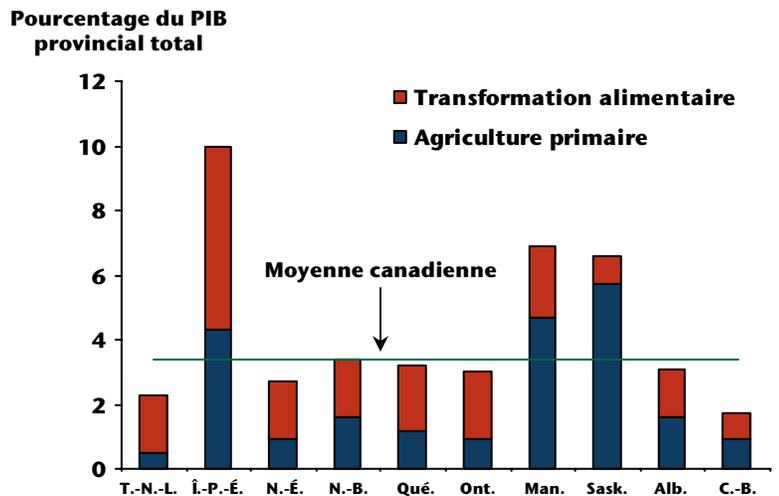
Source : Statistique Canada et AAC.

Il est également important pour les économies provinciales

- **L'importance du secteur agroalimentaire varie d'une région à l'autre du Canada;** celui-ci représentait 10 % du PIB de l'Île-du-Prince-Édouard et 7 % de celui de la Saskatchewan et du Manitoba en 2002.

Le ratio entre agriculture primaire et transformation varie également. Les activités de transformation alimentaire dans l'est du Manitoba représentent la majorité de la part du PIB provincial générée par le secteur agroalimentaire. Dans les Prairies, l'agriculture primaire joue un rôle prépondérant.

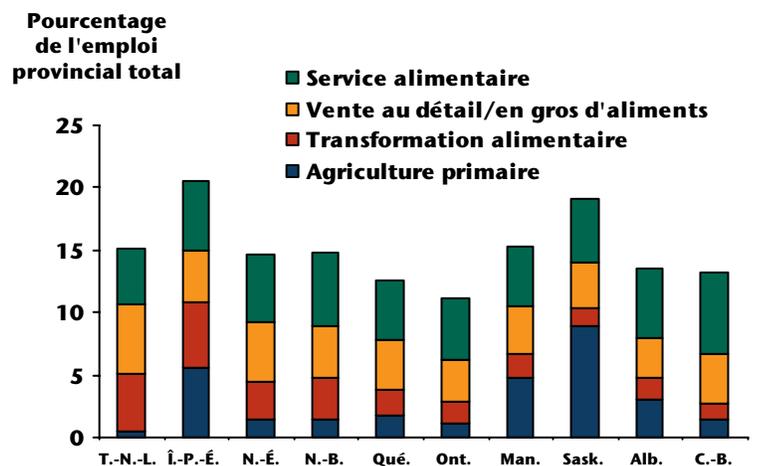
Graphique A1.3
Contribution du secteur agroalimentaire au PIB provincial, 2002



Source : Conference Board du Canada et Statistique Canada.

- En termes absolus, l'Ontario et le Québec comptent le plus grand nombre de personnes employées par le système pris globalement. Toutefois, les pourcentages d'emploi provincial les plus élevés sont enregistrés sur l'Île-du-Prince-Édouard et en Saskatchewan (autour de 20 %).

Graphique A1.4
Contribution du système agricole et agroalimentaire à l'emploi provincial, 2002



Source : Statistique Canada et AAC.

Nota : Les fournisseurs d'intrants provinciaux sont exclus du fait des doutes en matière de fiabilité et de confidentialité des données de nombreux secteurs qui les composent.

Commerce international

A2



Le Canada est un acteur important sur les marchés agroalimentaires mondiaux

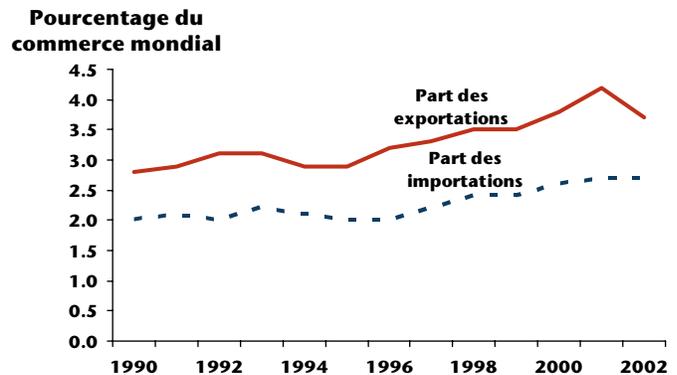
- Depuis dix ans, on observe une croissance de la part du Canada sur les marchés internationaux d'exportation et d'importation agricole et agroalimentaire. Toutefois, en 2002 et 2003, la part des exportations canadiennes a subi les contrecoups de plusieurs facteurs, dont il sera question plus loin.

En 2002, les exportations de produits agricoles et agroalimentaires du Canada se sont élevées à 25,9 milliards de dollars; ses importations, à 20,7 milliards de dollars.

- Le Canada arrive au quatrième rang des plus importants exportateurs agricoles et agroalimentaires, après les États-Unis, l'UE 15 et le Brésil; il se place devant l'Australie, la Chine et l'Argentine.

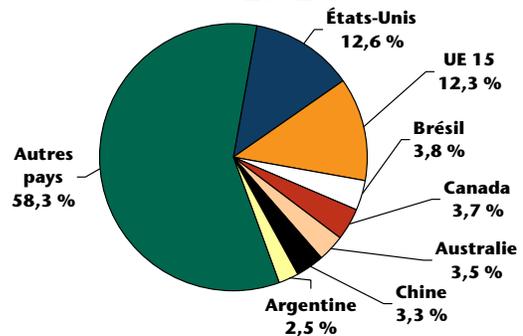
- Le Canada est au cinquième rang des plus importants importateurs agricoles et agroalimentaires, après l'UE 15, les États-Unis, le Japon et la Chine.

Graphique A2.1
Part du Canada du commerce agricole et agroalimentaire mondial, 1990 à 2002



Source : FAO.

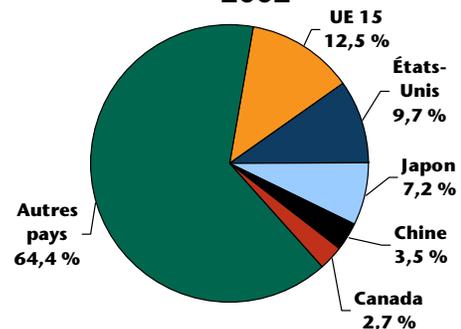
Graphique A2.2
Part des exportations agricoles et agroalimentaires mondiales par pays d'origine, 2002



Source : FAO.

Nota : Il n'est pas tenu compte du commerce interne dans l'UE 15.

Graphique A2.3
Part des importations agricoles et agroalimentaires mondiales par pays d'origine, 2002



Source : FAO.

Nota : Il n'est pas tenu compte du commerce interne dans l'UE 15.

Les produits à valeur ajoutée sont le moteur de la croissance du commerce

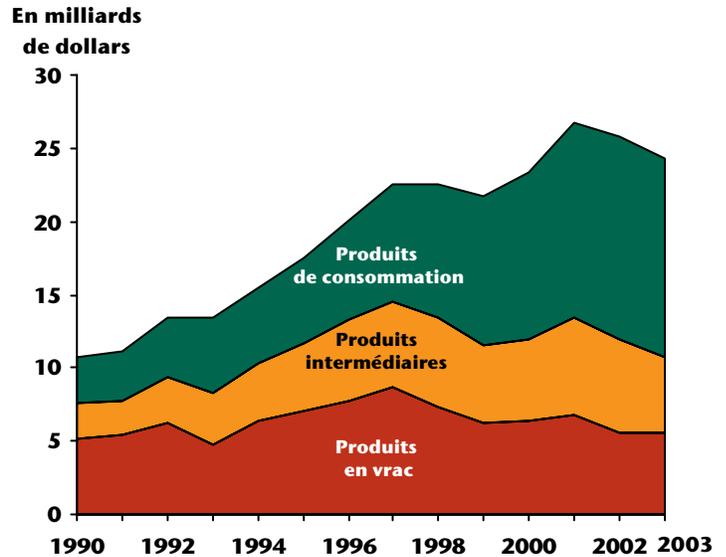
- **La valeur des exportations de produits de consommation a plus que quadruplé depuis 1990;** la valeur des exportations intermédiaires a, pendant ce temps, doublé. La valeur des exportations en vrac est revenue à peu près au même niveau qu'en 1990. En dollars absolus, cela représente une chute de la valeur des exportations en vrac.

Les produits de consommation représentent maintenant la moitié des exportations agricoles et agroalimentaires du Canada.

Ces deux dernières années, on a observé une chute nette des exportations agricoles et agroalimentaires. Plusieurs facteurs expliquent cette situation, y compris les restrictions au commerce qui ont suivi la découverte d'un cas d'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB), des conditions défavorables aux récoltes (la sécheresse dans les Prairies, les infestations de sauterelles) qui ont réduit la capacité d'approvisionnement pour l'exportation, et la hausse du dollar canadien.

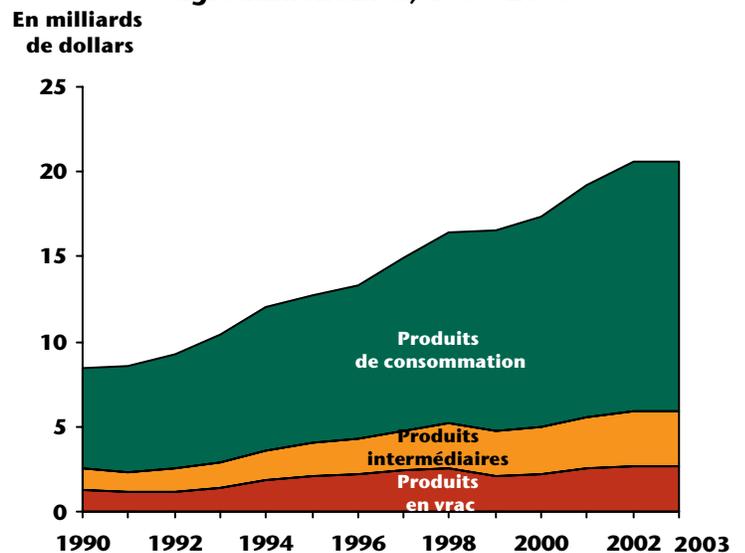
- **Les produits de consommation constituent en outre la plus grande partie des importations agricoles et agroalimentaires du Canada;** ils représentent environ 70 % des importations. Les produits de consommation ont conservé cette part de 70 % au cours des dix dernières années.

Graphique A2.4
Ventes à l'exportation agricoles et agroalimentaires, 1990-2003



Source : Statistique Canada et AAC.

Graphique A2.5
Achats d'importations agricoles et agroalimentaires, 1990-2003



Source : Statistique Canada et AAC.

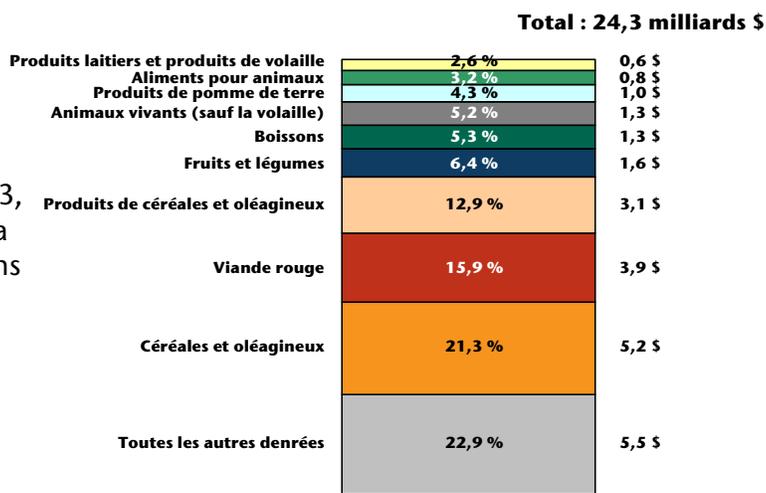
Les produits destinés à l'exportation ne sont pas les mêmes que les produits importés

- **Les produits destinés à l'exportation sont variés.** En général, les céréales et les oléagineux et leurs produits représentent le tiers de la valeur totale des exportations agricoles et agroalimentaires.

En général, les animaux vivants et la viande rouge représentent 25 % de ce total. En 2003, toutefois, la part des animaux vivants et de la viande rouge a chuté à 20 %. Les exportations de porc et de viandes porcines ont de leur côté augmenté de 8 %, ce qui a en partie pallié les baisses de ventes dues à l'ESB.

Les produits laitiers et les produits de la volaille représentent moins de 3 % de la valeur totale des exportations agricoles et agroalimentaires.

Graphique A2.6
Produits destinés à l'exportation, 2003



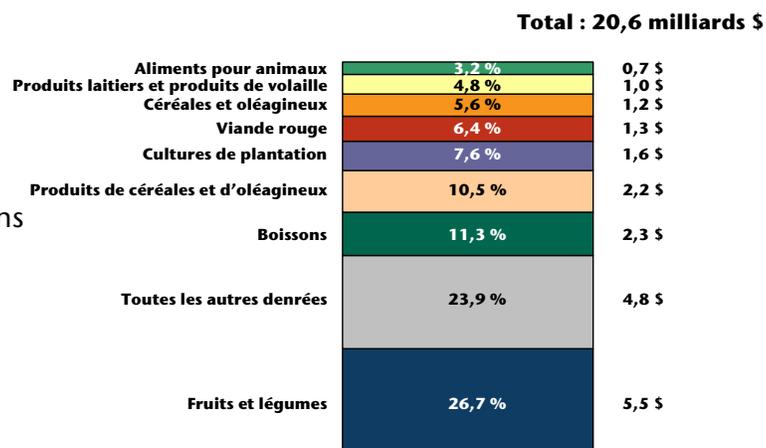
Source : Statistique Canada et AAC.

- **De façon générale, les importations de denrées crues diffèrent des exportations.** Prenons par exemple les céréales. Les exportations se composent principalement de blé, d'orge et d'avoine, tandis que les importations se composent surtout de riz et de maïs.

Par contre, les importations et les exportations visent les mêmes types de produits prêts à servir (p. ex., aliments cuits, soupes, mets préparés).

En 2003, les fruits et les légumes ont représenté la plus importante catégorie de produits importés (27 % de la valeur); les boissons et les produits de céréales et d'oléagineux formaient les catégories suivantes et détenaient chacune environ 11 % de la valeur.

Graphique A2.7
Produits importés, 2003



Source : Statistique Canada et AAC.

Les exportations de bœuf vivant et de viande de bœuf ont subi les contrecoups de l'ESB, mais la reprise est commencée

- **Beaucoup de pays, principalement les États-Unis, ont fermé leurs frontières à l'importation de ruminants vivants et de produits carnés en provenance du Canada; cette décision a eu des répercussions sur toute la chaîne d'approvisionnement nationale.**

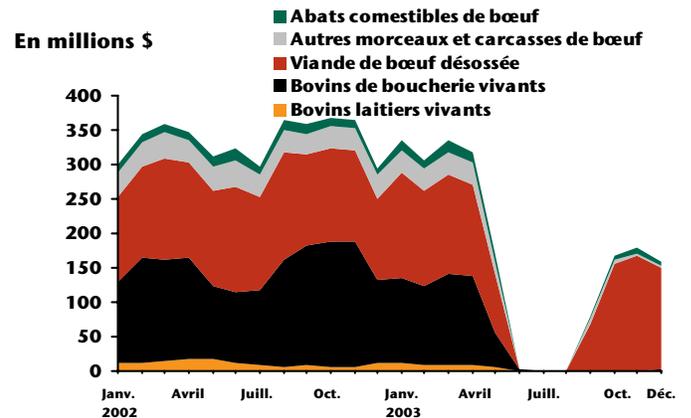
L'annonce d'un deuxième cas d'ESB en Amérique du Nord a eu les mêmes répercussions sur les exportations de ruminants vivants en 2004. Les responsables des trois pays poursuivent l'harmonisation des politiques et des règlements visant à accélérer la reprise du commerce*.

La réouverture partielle des frontières américaines, en septembre 2003, a signifié, jusqu'à un certain point, la reprise des ventes de viande rouge (viande désossée de bétail de moins de 30 mois et de moutons et de chèvres de moins de 12 mois).

Les discussions visant la réouverture complète des frontières avec les États-Unis se poursuivent, de même que les négociations visant l'accès aux autres marchés étrangers.

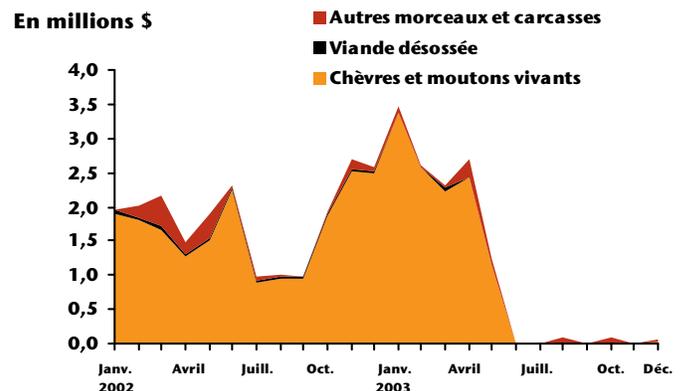
Le maintien des restrictions sur le commerce entre le Canada et les États-Unis, qui visent les animaux plus âgés, a entraîné une chute des prix. En outre, les marchés asiatiques ont offert à l'industrie du bétail un débouché important, celui des abats, comme la langue de bœuf, qui n'ont que peu de valeur sur les marchés intérieurs, et ont acheté ces produits à prix fort.

Graphique A2.8
Exportations de bœuf et de viande de bœuf vers tous les pays, janvier 2002 à décembre 2003



Source : Statistique Canada et AAC.

Graphique A2.9
Exportations de chèvres et de moutons vivants et de produits de leur viande vers tous les pays, janvier 2002 à décembre 2003



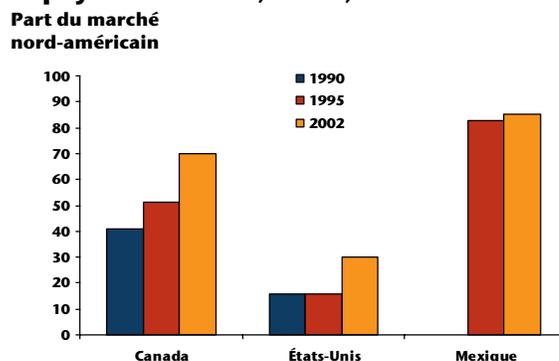
Source : Statistique Canada et AAC.

*** Au moment de l'impression (mai 2004), les États-Unis avaient ouvert leurs frontières à bon nombre de produits de bœuf canadien, et le Mexique avait ouvert ses frontières aux animaux vivants en provenance du Canada. Le gouvernement américain atteignait la fin de son processus de réglementation en vue de la reprise du commerce de bovins vivants avec le Canada.**

Le commerce se concentre de plus en plus sur les marchés nord-américains

- Le marché nord-américain est de mieux en mieux intégré; le commerce agroalimentaire Canada-États-Unis-Mexique est plus intense.

Graphique A2.10
Part des exportations d'un pays de l'ALENA à un autre pays de l'ALENA, 1990, 1995 et 2002

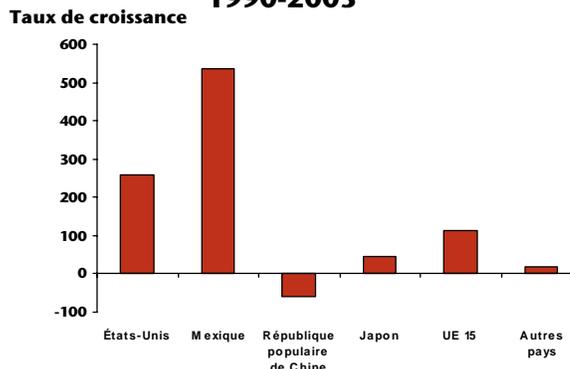


Source : Statistique Canada, Industrie Canada, Global Trade Atlas et AAC.

Note : Les données de 1990 qui concernent le Mexique ne sont pas disponibles.

- Les exportations agricoles et agroalimentaires vers les États-Unis ont triplé depuis 1990; les exportations vers le Mexique sont cinq fois plus importantes.

Graphique A2.11
Croissance des exportations agricoles et agroalimentaires canadiennes par destination, 1990-2003

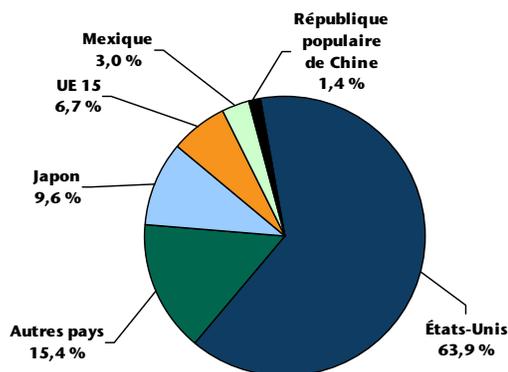


Source : Statistique Canada et AAC.

- En 2003, les exportations agricoles et agroalimentaires vers les États-Unis ont représenté 64 % du total canadien. À titre de comparaison, cette proportion était de 67 % en 2002 et de 40 % en 1990. Le fléchissement observé par rapport à 2002 tient à la fermeture des frontières américaines en raison de l'ESB.

Le marché américain est particulièrement important en ce qui concerne les produits de consommations et les produits intermédiaires; 84 % des exportations totales de ces produits vont aux États-Unis.

Graphique A2.12
Destination des exportations agricoles et agroalimentaires canadiennes, 2003



Source : Statistique Canada et AAC.

Le commerce avec les autres pays demeure stable

- **Les exportations agricoles et agroalimentaires vers les autres pays augmentent elles aussi.** La valeur totale des exportations vers ces autres pays s'est établie à environ 9 milliards de dollars en 2001; ces deux dernières années, elle est retombée à environ 8 milliards de dollars.

Après les États-Unis, c'est le Japon qui est le plus important acheteur de produits agricoles et agroalimentaires canadiens; sa part était de 10 % en 2003. Les pays de l'UE 15 arrivent au troisième rang, leur part s'établissant à 7 % (voir le graphique A2.12).

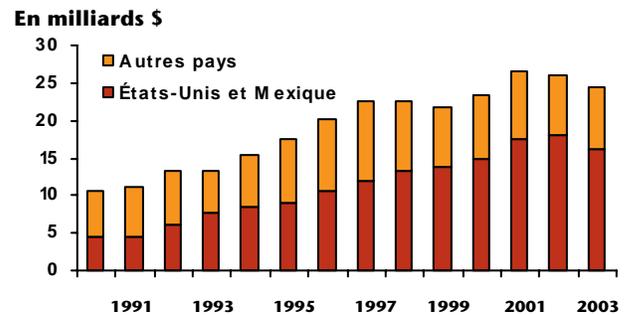
- **Les importations en provenance d'autres pays que les États-Unis ont doublé depuis 1990.**

Après les États-Unis, ce sont les pays de l'UE 15 qui fournissent la plus grande partie des importations agricoles et agroalimentaires du Canada.

- **La croissance des importations agricoles et agroalimentaires est moins forte que celle des exportations; le solde commercial est donc positif.** Toutefois, l'excédent commercial, tous pays confondus, a chuté pour s'établir à 3,7 milliards de dollars en 2003.

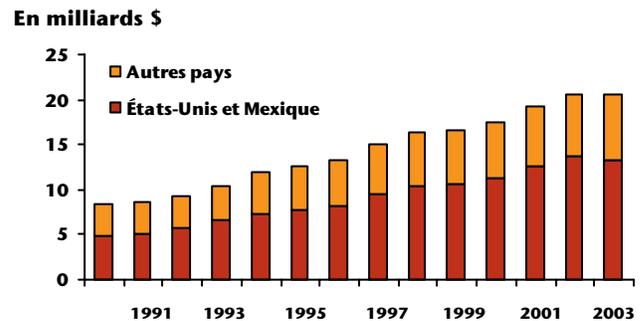
Même si le solde commercial pour ce qui est des pays de l'Amérique du Nord a augmenté de façon constante depuis le début des années 1990, exception faite des deux dernières années, le solde commercial visant tous les autres pays varie grandement d'une année à l'autre.

Graphique A2.13
Exportations agricoles et agroalimentaires vers l'Amérique du Nord et les autres pays, 1990-2003



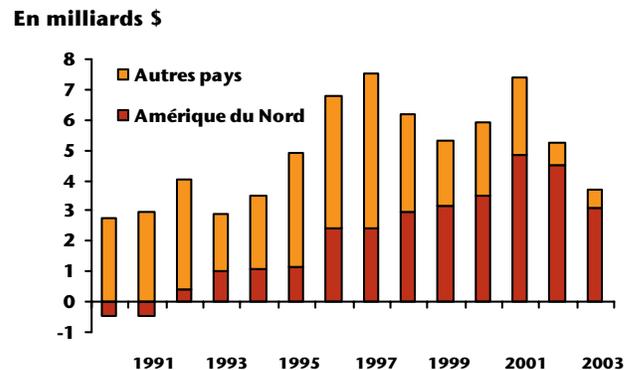
Source : Statistique Canada et AAC.

Graphique A2.14
Importations agricoles et agroalimentaires en provenance de l'Amérique du Nord et des autres pays, 1990-2003



Source : Statistique Canada et AAC.

Graphique A2.15
Solde commercial, secteur agricole et agroalimentaire, 1990-2003



Source : Statistique Canada et AAC.

Rentabilité, productivité et concentration

A3



Tous les maillons de la chaîne de valeur sont rentables

- **Les détaillants en alimentation et les entreprises de transformation d'aliments du Canada se classent parmi les meilleures entreprises du monde dans ce secteur.** Par exemple, sur la liste des principales entreprises de vente au détail en Amérique du Nord, Loblaws et Sobeys arrivent respectivement aux 11^e et au 19^e rangs.

Ces deux entreprises font aussi partie de la liste des 100 meilleures entreprises de vente au détail du monde établie par Price Waterhouse Cooper, tous produits confondus. Elles figurent aux 58^e et au 80^e rangs respectivement⁴.

On trouvera à la section A4 la liste des principales entreprises de transformation du Canada.

- **Les entreprises de transformation d'aliments et les détaillants en alimentation obtiennent, en moyenne, un meilleur taux de rendement du capital à long terme que leurs homologues du secteur non alimentaire⁵.**

On trouvera à la section B3 d'autres mesures de la rentabilité du secteur de la transformation alimentaire.

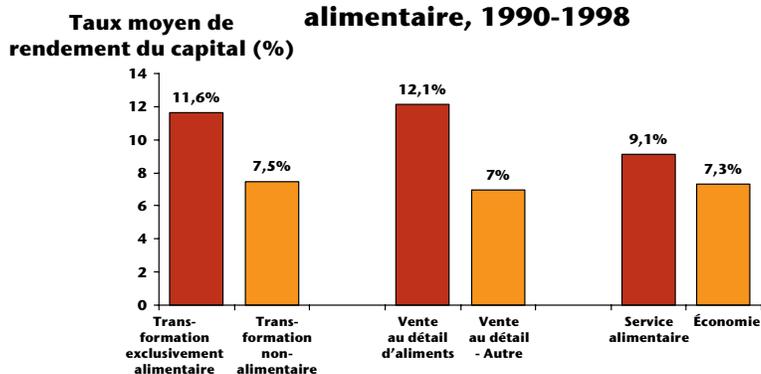
- **Dans les secteurs de la transformation et de la vente au détail d'aliments, les grandes entreprises sont en général plus rentables que les PME.** Dans les secteurs de la transformation et de la vente au détail non alimentaires, on observe la tendance contraire, les PME étant en général plus rentables que les grandes entreprises⁶.

Graphique A3.1
Détaillants canadiens en alimentation qui figurent sur la liste des 75 principales entreprises du secteur en Amérique du Nord, 2002

Rang, Amérique du Nord	Nom du détaillant en alimentation	Ventes (en milliards \$US)
11	Loblaws Companies Ltd.	15,2
19	Sobeys	6,7
31	Metro	3,3
47	Overwaitea Food Group	1,8
64	Federated Cooperatives	0,9

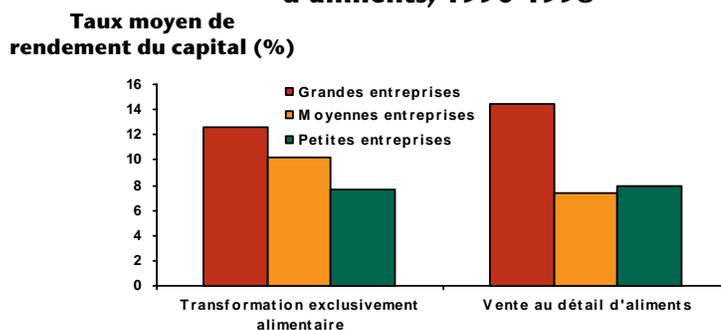
Source : Supermarket News, SN's Top 75.

Graphique A3.2
Taux moyens de rendement des entreprises du secteur alimentaire et du secteur non alimentaire, 1990-1998



Source : Harper et Burroughs (2003), Smith et Trant (2003) et Harper et Smith (2001).

Graphique A3.3
Taux moyens de rendement des grandes, moyennes et petites entreprises de transformation et de vente au détail d'aliments, 1990-1998



Source : Harper et Burroughs (2003), Smith et Trant (2003) et Harper et Smith (2001).

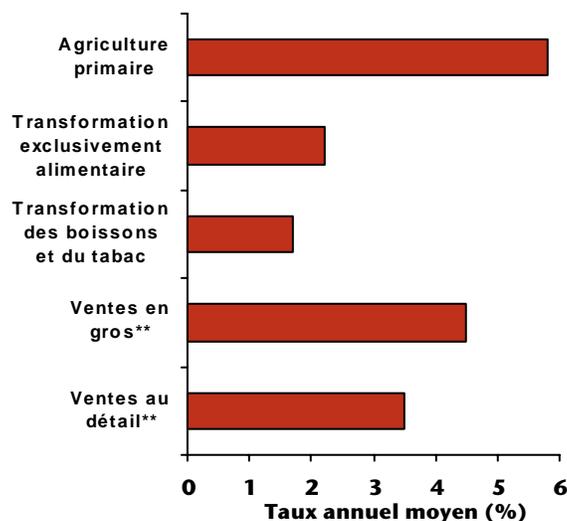
Nota : Les grandes entreprises de transformation et de vente au détail génèrent des ventes de 100 millions de dollars ou plus; les entreprises de taille moyenne génèrent des ventes de 10 millions de dollars à 99,9 millions de dollars; les petites entreprises génèrent des ventes de moins de 10 millions de dollars.

L'agriculture primaire figure parmi les secteurs économiques où la productivité croît le plus rapidement

- Depuis 1997, dans le secteur de l'agriculture primaire, la productivité du travail* croît à un taux annuel moyen de 5,8 %; c'est le taux le plus élevé de l'économie⁷. Cette forte croissance de l'agriculture primaire est attribuable en partie à l'adoption de technologies à fort coefficient de capitaux et à la restructuration (c'est-à-dire au regroupement et à la hausse des activités).
La croissance de la productivité du travail est à peu près équivalente pour le secteur de la transformation alimentaire et l'économie dans son ensemble : elle s'établit à 2,3 %. Le taux de croissance dans le domaine de la transformation du tabac et des boissons est légèrement inférieur.

- La croissance de la productivité multifactorielle* est d'environ 2 % par année pour l'agriculture primaire et pour la transformation alimentaire. Ce taux dépasse le taux de croissance annuel de l'économie, qui s'établit à 1,5 %, mais il est semblable à celui du secteur manufacturier dans son ensemble, qui s'établit à 2,3 %.

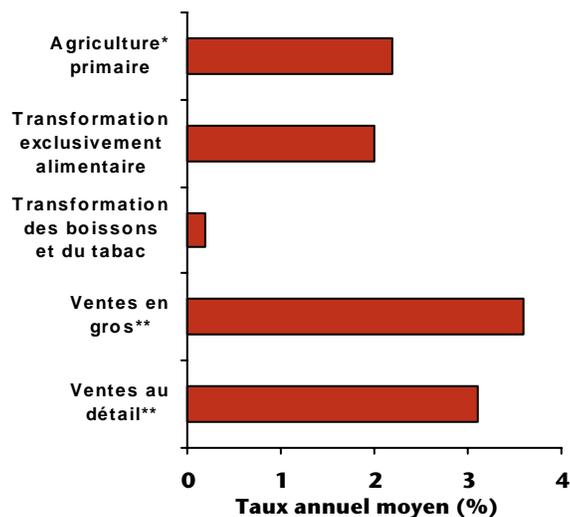
Graphique A3.4
Croissance de la productivité du travail dans le système agricole et agroalimentaire, 1997-2002



Source : Statistique Canada.

Nota : **En intégrant la vente au détail et en gros des produits alimentaires et non alimentaires.

Graphique A3.5
Croissance de la productivité multifactorielle dans le système agricole et agroalimentaire, 1997-2002



Source : Statistique Canada.

Nota : *Y compris les secteurs de la foresterie, de la pêche et de la chasse.

**En intégrant la vente au détail et en gros des produits alimentaires et non alimentaires.

* La productivité du travail est une mesure des extrants de l'industrie par heure de travail. La productivité multifactorielle est une mesure plus utile de la productivité que la productivité du travail, puisqu'elle mesure l'efficacité de l'utilisation de tous les intrants. La croissance de la productivité multifactorielle est calculée comme le taux de croissance des extrants, moins le taux de croissance de tous les intrants.

La concentration est variable dans la chaîne agroalimentaire

- **On constate des degrés de concentration fort variables d'un niveau à l'autre du système.**

Même si 98 % des exploitations agricoles appartiennent à une famille, qui les dirige, de grandes sociétés participent à l'agriculture primaire. Au milieu des années 1990, les quatre plus grandes entreprises agricoles généraient près de 5 % des ventes totales du secteur.

La transformation exclusivement alimentaire prise dans son ensemble enregistre un CR4 relativement faible de 13 %. Toutefois, nombre de ses sous-secteurs industriels affichent des CR4 supérieurs à 90 %.

Les ratios de concentration perdent de l'utilité à titre de mesures de la puissance d'un marché en raison de la mondialisation de l'économie. En intensifiant la concurrence intérieure visant les importations, la mondialisation peut réduire la capacité des entreprises nationales d'exercer une emprise sur les marchés. Si on examine le marché canadien de façon isolée, on constate que ces ratios ne tiennent pas compte du fait que de nombreuses entreprises doivent entrer en concurrence dans un cadre économique nord-américain intégré et beaucoup plus important.

Graphique A3.6
Concentration dans le système agricole et agroalimentaire, 1993-1998

Industrie	Ventes des quatre premières entreprises en pourcentage des ventes totales de l'industrie, 1993-1998
Fournisseurs d'intrants	
Machines, équipement agricole et vente en gros	30,9
Fournitures agricoles, vente en gros	28,2
Services associés à l'agriculture	12,9
Agriculture primaire	4,5
Transformation exclusivement alimentaire	13,3
Transformation des boissons	59,4
Grossistes en alimentation	
Élevateurs à grains	91,9
Produits agricoles	46,4
Vente en gros d'aliments	26,7

Source : Beaulieu (2002).

Travail, capital et investissement

A4



La main-d'œuvre du système agricole et agroalimentaire est diversifiée

- **L'agriculteur type est un homme âgé en moyenne de 51 ans.** Par contre, l'effectif des exploitations agricoles est, de façon générale, composé de personnes des deux sexes qui arrivent à la fin de la trentaine.

Graphique A4.1
Caractéristiques des travailleurs de l'agriculture primaire, par type d'emploi, 2000

	Nbre total d'employés	Âge moyen	Revenu moyen (\$)	Sexe (% d'hommes)	Scolarité (% d'employés détenant un diplôme d'études postsecondaires)
Exploitants agricoles et gestionnaires d'une exploitation agricole	227 875	51	27 590	74	32
Superviseurs d'exploitation agricole et spécialistes et ouvriers de l'élevage	8 735	38	25 091	63	35
Ouvriers agricoles	104 855	36	17 628	65	20
Moissonneurs	8 185	37	15 220	55	13
Opérateurs et gestionnaires de pépinière et de serre	6 185	44	31 398	56	47
Manœuvres de pépinière et de serre	21 850	35	15 412	44	23

Source : Statistique Canada.

Nota : Voir le glossaire des emplois.

- Dans le secteur de la transformation alimentaire, l'employé type est un homme ou une femme à la fin de la trentaine. Les superviseurs sont en général des hommes, et un peu moins de la moitié d'entre eux détiennent un diplôme d'études postsecondaires. Les opérateurs de machines et les manœuvres sont moins scolarisés; il y a autant de femmes que d'hommes dans leurs rangs.

Graphique A4.2
Caractéristiques des travailleurs du secteur de la transformation alimentaire, par type d'emploi, 2000

	Nbre total d'employés	Âge moyen	Revenu moyen (\$)	Sexe (% d'hommes)	Scolarité (% d'employés détenant un diplôme d'études postsecondaires)
Superviseurs, transformation des aliments, des boissons et du tabac	12 330	40	41 587	75	40
Opérateurs de machine et autres travailleurs, transformation des aliments, des boissons et du tabac	56 000	39	27 869	65	24
Manœuvres, transformation des aliments, des boissons et du tabac	71 800	37	22 056	48	19

Source : Statistique Canada.

Nota : Voir le glossaire des emplois.

Dans le secteur agroalimentaire, les hommes sont plus nombreux que les femmes; dans le secteur de la distribution alimentaire, c'est le contraire

- **La composition de l'effectif est semblable dans le secteur alimentaire et le secteur non alimentaire en ce qui concerne la vente au détail et en gros.** Chez les superviseurs et les travailleurs spécialisés, par exemple, les boulangers et les bouchers, on rencontre autant d'hommes que de femmes; dans les postes de niveau inférieur, par exemple, chez les commis à la caisse, on rencontre surtout des femmes.

Graphique A4.3
Caractéristiques de l'effectif de la vente au détail et en gros du secteur alimentaire, par type d'emploi, 2000

	Nbre total d'employés	Âge moyen	Revenu moyen (\$)	Sexe (% d'hommes)	Scolarité (% d'employés détenant un diplôme d'études post-secondaires)
Opérateurs d'élevateur à grains	1 080	41	44 763	92	29
Boulangers et bouchers	62 950	37	21 919	57	29
Superviseurs, vente au détail*	s.o.	36	28 425	45	34
Commis à la caisse*	s.o.	29	12 343	14	22

Source : Statistique Canada.

Nota : Voir le glossaire des emplois.

* Les statistiques tiennent aussi compte du nombre de travailleurs des secteurs non alimentaires.

- Tout comme c'est le cas dans le secteur de la vente au détail et en gros, le secteur du service alimentaire est composé d'autant d'hommes que de femmes au niveau des postes de supervision et des postes spécialisés, et les femmes y sont plus nombreuses dans les postes de niveau inférieur.

Graphique A4.4
Caractéristiques de l'effectif du secteur du service alimentaire, par type d'emploi, 2000

	Nbre total d'emplo-yés	Âge moyen	Revenu moyen (\$)	Sexe (% d'hommes)	Scolarité (% d'employés détenant un diplôme d'études post-secondaires)
Directeurs, restauration et services d'alimentation*	s.o.	41	30 022	53	42
Superviseurs, services d'alimentation	29 440	31	20 207	34	31
Chefs et cuisiniers	198 260	35	18 044	57	30
Personnel du service des aliments et boissons	253 880	29	13 724	23	27
Commis aux comptoirs alimentaires, aides cuisiniers et emplois connexes	265 775	28	11 107	35	15

Source : Statistique Canada.

Nota : Voir le glossaire des emplois.

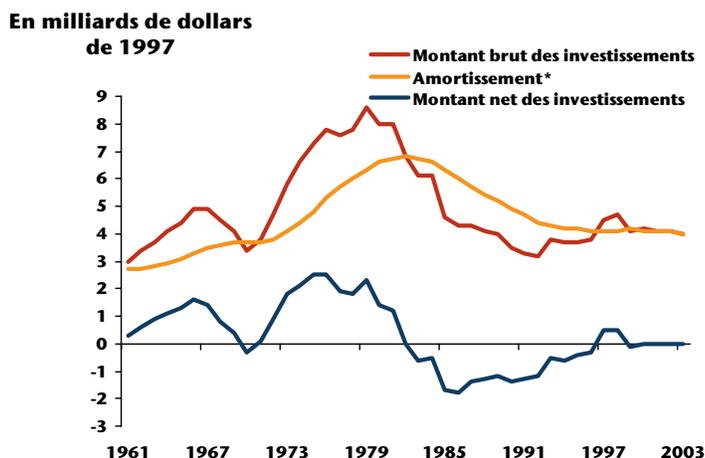
*Les statistiques tiennent aussi compte des directeurs des services d'hébergement.

Dans le secteur de l'agriculture primaire, le capital social diminue depuis les années 1980, malgré l'augmentation de la productivité

- Dans les années 1980, l'agriculture primaire est entrée dans une ère de rationalisation qui succédait à la croissance rapide des investissements observée dans les années 1970.

La diminution des investissements est due à plusieurs facteurs. Le plus important est lié à la chute marquée du prix des denrées qui s'ajoutait à l'augmentation des taux d'intérêt et à la restructuration des modes de production agricole. Les exploitations agricoles se sont regroupées, ce qui a permis une utilisation plus efficace des machines et de l'équipement et, en conséquence, des gains importants au chapitre de la productivité.

Graphique A4.5
Investissements visant l'agriculture primaire, 1961-2003



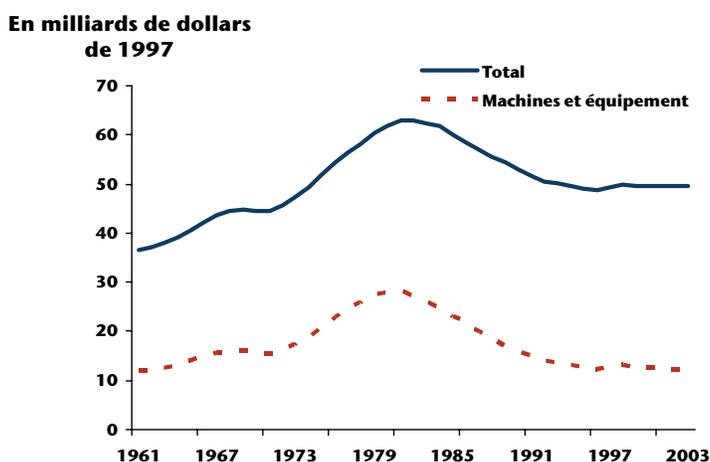
Source : Statistique Canada.

* Amortissement géométrique (infini).

- La diminution du capital social dans le secteur de l'agriculture primaire a surtout visé les machines et l'équipement agricoles. Depuis le milieu des années 1990, la valeur totale du capital social s'est maintenue à environ 50 milliards de dollars (en dollars de 1997), et celle des machines et de l'équipement, à environ 12 milliards de dollars (en dollars de 1997).

En ce qui concerne le capital social du secteur de l'agriculture primaire, le cycle des investissements aux États-Unis se compare à celui du Canada.

Graphique A4.6
Capital social de l'agriculture primaire, 1961-2003



Source : Statistique Canada.

Les investissements directs bilatéraux sont en croissance

- **Les investissements étrangers directs (IED) représentent une source de capitaux essentielle à la croissance du système agricole et agroalimentaire.** Les IED profitent à la fois aux entreprises qui investissent et aux pays visés par les investissements. Ils donnent à l'entreprise qui investit un accès aux marchés et la possibilité de réaliser des économies d'échelle. Le pays hôte profite du transfert de technologies qui peut se traduire par une baisse des prix des aliments pour les consommateurs.

Par exemple, des détaillants en alimentation et des entreprises de transformation de produits alimentaires d'envergure internationale qui investissent au Canada utiliseront leurs propres systèmes d'approvisionnement, de distribution et de mise en marché et auront accès au marché nord-américain.

- **L'investissement étranger direct des États-Unis accumulé au Canada dans le secteur de la transformation alimentaire a presque doublé depuis 1990; il représente maintenant environ 70 % de l'IED dans ce secteur.** Ces données masquent l'importance réelle de l'IED des États-Unis. Les statistiques officielles sur les IED ne tiennent pas compte du réinvestissement des bénéficiaires dans les installations de production canadiennes.

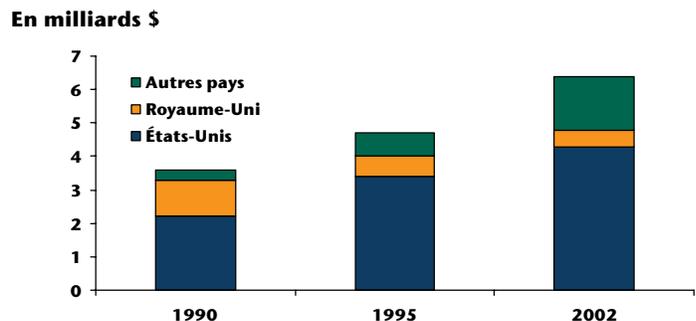
- La forte augmentation de l'IED accumulé des autres pays outre les États-Unis dans le domaine de la transformation des boissons, observée entre 1995 et 2002, est due en partie à l'achat de Seagram par Vivendi SA et de Labatt par Interbrew de Belgique.

Graphique A4.7
Principaux détaillants en alimentation internationaux possédant des installations au Canada

Rang mondial	Entreprise	Ventes mondiales (en milliards \$US)
1	Magasins Wal-Mart, États-Unis	244,5
7	Costco, États-Unis	38,0
13	Ito-Yokado, Japon	27,2
17	Aeon, Japon	24,6
18	Tengelmann, Allemagne	24,4

Source : Supermarket News, SN Global Top 25.

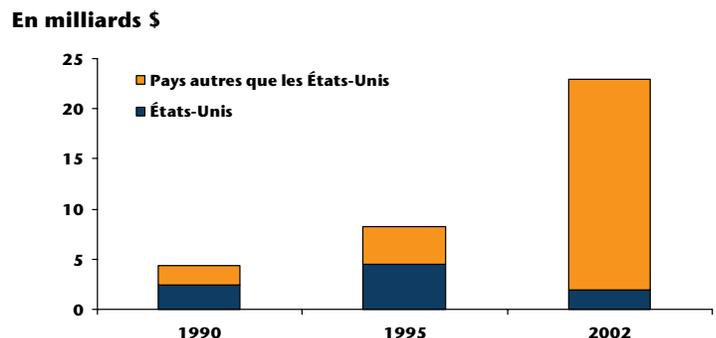
Graphique A4.8
IED accumulé dans le secteur de la transformation alimentaire au Canada, par pays investisseur, 1990, 1995 et 2002



Source : Statistique Canada et AAC.

Nota : Système de classification CTI-C.

Graphique A4.9
IED accumulé au Canada visant la transformation des boissons, par pays investisseur, 1990, 1995 et 2002



Source : Statistique Canada et AAC.

Nota : Système de classification CTI-C.

Les investissements à l'étranger soutiennent les objectifs internationaux du système

- **Des entreprises canadiennes s'étendent aussi à l'étranger en y apportant leur technologie et leurs modes de gestion.** Ces investissements sont souvent essentiels à l'accroissement des débouchés sur les marchés internationaux.

Par exemple, McCain Foods possède environ 55 installations de production, sur six continents⁸.

Graphique A4.10
Situation géographique des installations internationales

Entreprise	Situation géographique des installations internationales
McCain Foods	Argentine Australie Belgique France Mexique Pays-Bas Nouvelle-Zélande Pologne Afrique du Sud Royaume-Uni États-Unis

- **L'investissement à l'étranger se concentre de plus en plus sur le marché américain.** L'investissement direct vers les États-Unis, accumulé dans le secteur de la transformation alimentaire, a augmenté de 1,4 milliard de dollars depuis 1990.

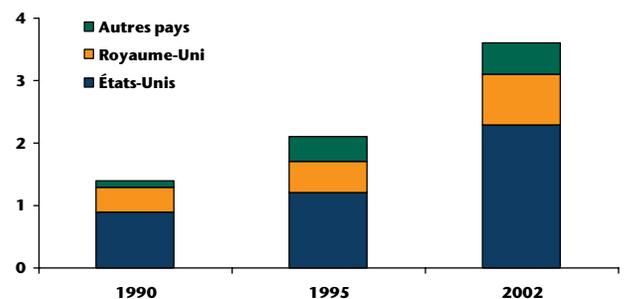
Les activités du Canada dans le domaine de la transformation alimentaire s'étendent rapidement au-delà du marché nord-américain; l'investissement étranger accumulé à destination du Royaume-Uni a doublé depuis 1990, et l'investissement dans les autres pays a quintuplé.

- **Le secteur de la transformation des boissons s'est aussi étendu au-delà du marché nord-américain.** L'investissement étranger accumulé visant ces autres pays a augmenté de 50 % depuis 1990; cette augmentation est due en partie à l'achat des brasseries Kaiser et Bavaria du Brésil par Molson.

L'investissement étranger accumulé à destination des États-Unis dans le domaine de la transformation des boissons a chuté brusquement depuis 1995, en partie en raison de la vente de Seagram et de ses installations situées aux États-Unis.

Graphique A4.11
Investissement étranger accumulé dans le domaine de la transformation alimentaire, par pays de destination, 1990, 1995 et 2002

En milliards \$

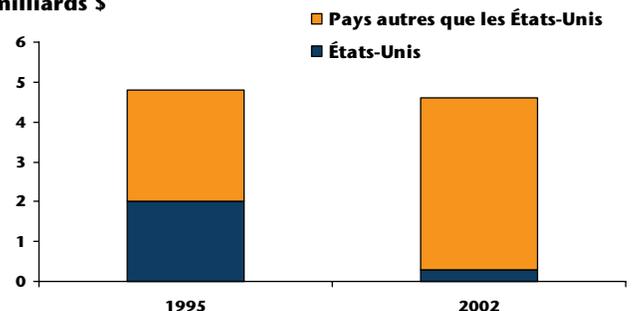


Source : Statistique Canada et AAC.

Nota : Système de classification CTI-C.

Graphique A4.12
Investissement étranger accumulé dans le domaine de la transformation des boissons, par pays de destination, 1995 et 2002

En milliards \$



Source : Statistique Canada et AAC.

Nota : Système de classification CTI-C.

Innovation

A5



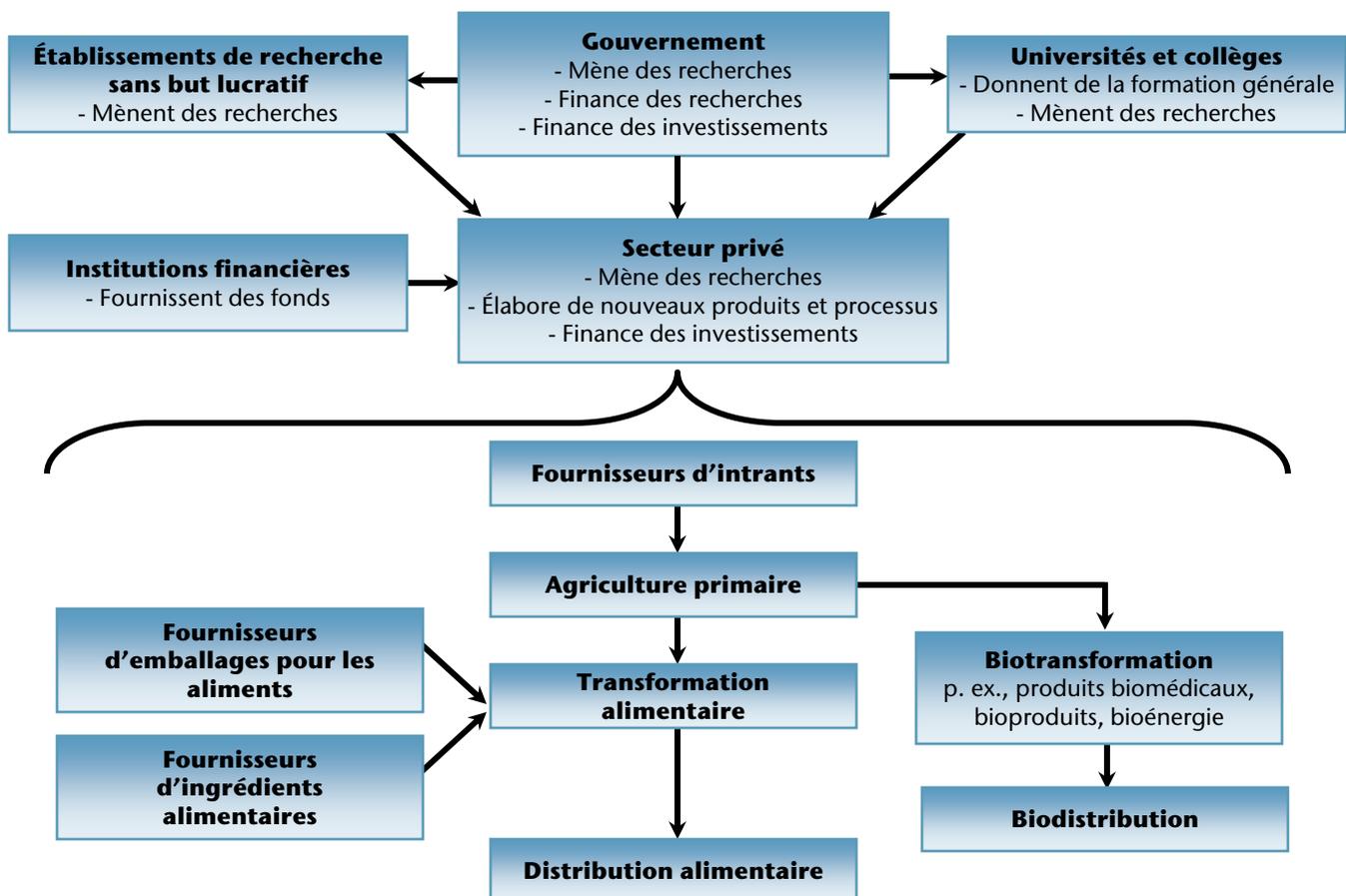
L'innovation a contribué à rendre le système agricole et agroalimentaire très productif

- **L'innovation est une stratégie concurrentielle clé du secteur agricole et agroalimentaire.** Elle comporte l'introduction d'éléments nouveaux qui créent de la valeur. Il peut s'agir d'un nouveau produit, d'un nouveau processus ou même d'une nouvelle manière d'organiser, de financer ou de gérer une entreprise.

L'innovation, dans le système agricole et agroalimentaire, ne se limite pas à la chaîne d'approvisionnement traditionnelle; elle touche aussi d'autres intervenants de l'industrie, comme les fournisseurs d'ingrédients et d'emballages pour les aliments et les industries de biotransformation.

Les institutions financières, les investisseurs providentiels, les investisseurs en capital risque, les universités et les collèges ainsi que les gouvernements fédéral et provinciaux ont aussi un rôle clé à jouer dans le système d'innovation.

Graphique A5.1
Le système d'innovation du secteur agricole et agroalimentaire

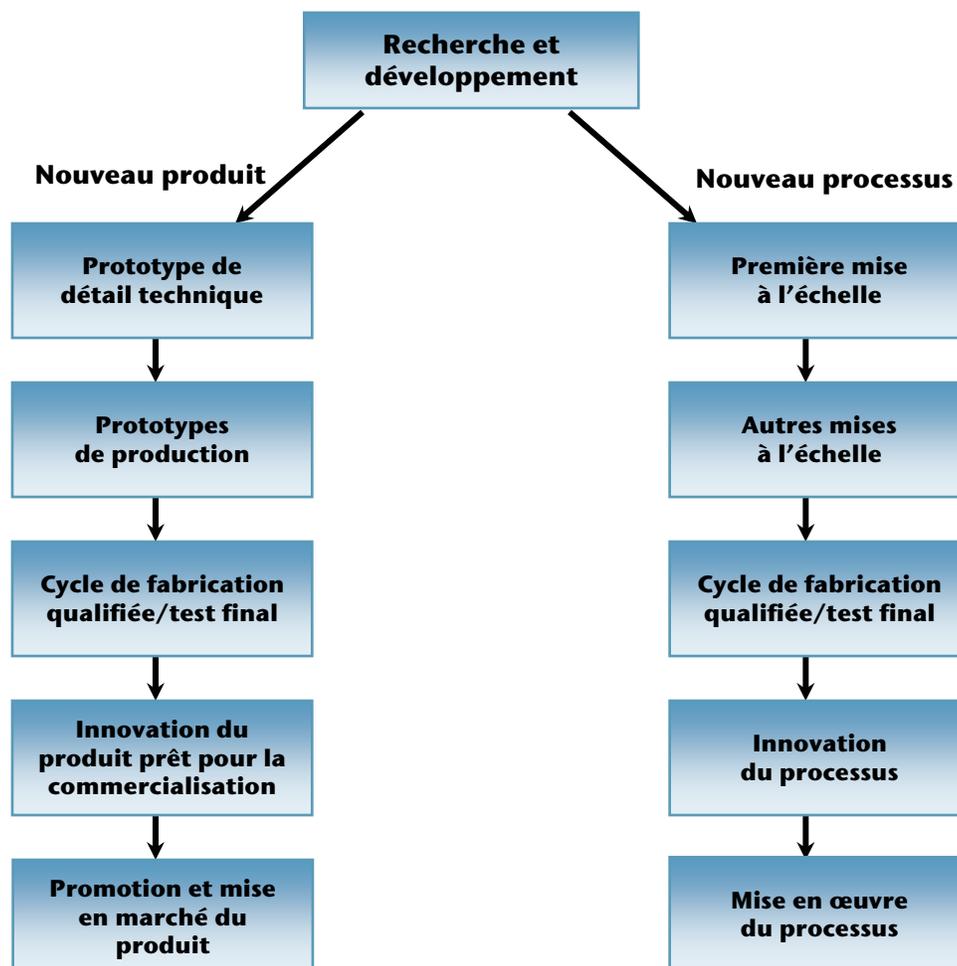


L'innovation ne se limite pas à la recherche et au développement (R-D)

- **La R-D n'est que le début d'un processus d'innovation complexe et souvent très risqué** qui, à partir des résultats de laboratoire, consiste à créer des maquettes de produits/technologies et à les soumettre à des tests de production.

Lorsque des investissements de l'extérieur sont nécessaires, il faut habituellement attendre l'étape des prototypes de production ou les autres mises à l'échelle.

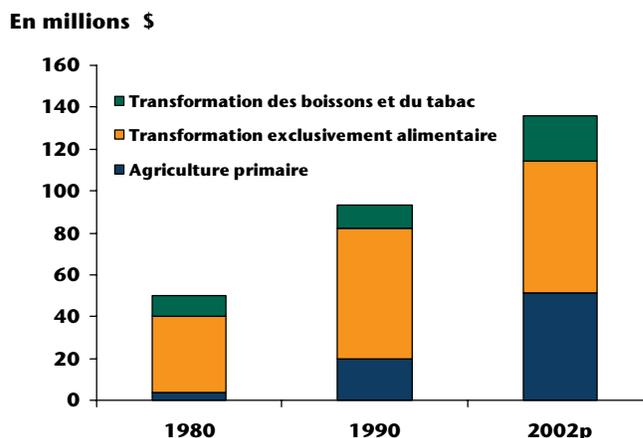
Graphique A5.2
Étapes de l'innovation dans le secteur agricole et agroalimentaire



Les dépenses en R-D augmentent, mais restent plus faibles que dans le secteur de la fabrication générale

- Au fil du temps, les dépenses en R-D du secteur agroalimentaire ont augmenté.

Graphique A5.3
Dépenses en R-D du secteur privé dans le secteur agroalimentaire, 1980, 1990 et 2002

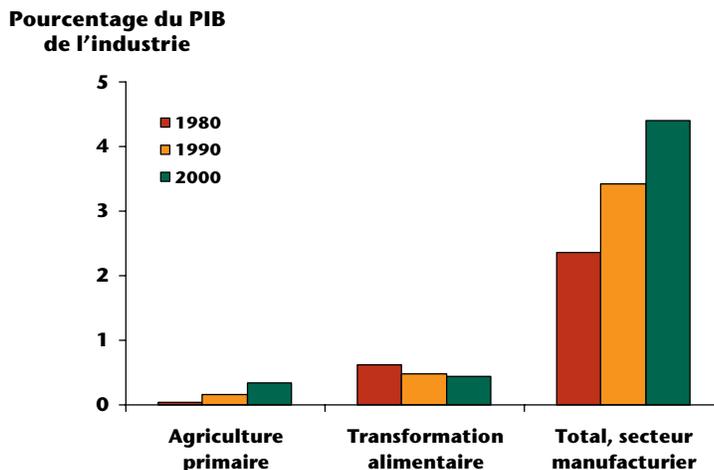


Source : Statistique Canada.

- Nota :
- 1) Les données de 2002 sont préliminaires.
 - 2) Comprend toutes les dépenses en R-D du secteur privé, quelle que soit la source des fonds (autofinancement, subventions ou contrats du gouvernement ou d'autres entreprises).

- La valeur des dépenses en R-D du secteur agroalimentaire est beaucoup plus faible que celle du secteur de la fabrication générale.

Graphique A5.4
Dépenses en R-D du secteur privé par rapport au PIB, 1980, 1990 et 2000



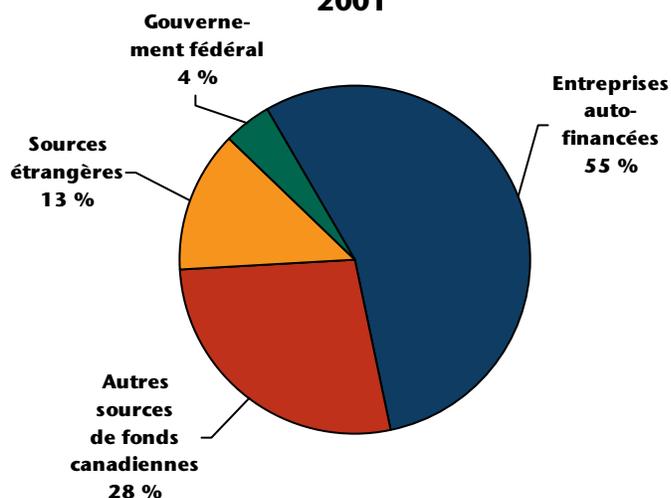
Source : Statistique Canada.

- Nota :
- Comprend toutes les dépenses en R-D du secteur privé, quelle que soit la source des fonds (autofinancement, subventions ou contrats du gouvernement ou d'autres entreprises).

Les gouvernements assument une bonne partie des dépenses des entreprises privées visant l'innovation

- **Les gouvernements fédéral et provinciaux canadiens accordent des subventions et des contributions au secteur privé.** Ils mènent eux-mêmes des recherches et soutiennent les activités de R-D d'universités et d'établissements de recherche à but non lucratif. On trouvera à la section C une analyse plus poussée du financement en R-D des gouvernements.

Graphique A5.5
Sources du financement des dépenses en R-D des industries privées visant l'agriculture primaire, 2001



Source : Statistique Canada.

Nota : 1) Ces données visent aussi la foresterie, la pêche et la chasse.

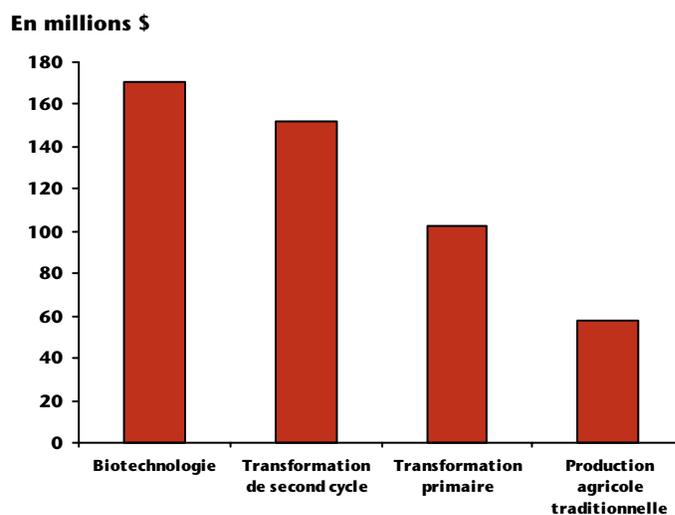
2) Les autres sources canadiennes comprennent les autres entreprises et les gouvernements provinciaux.

- **Le capital de risque visant spécifiquement le secteur agroalimentaire provient généralement beaucoup plus du gouvernement que de l'industrie privée.** Une bonne partie du financement gouvernemental vise à favoriser le développement économique⁹.

Depuis 1996, le secteur agroalimentaire a reçu près de 500 millions de dollars en capital de risque, dont 40 millions de dollars dans les trois premiers trimestres de 2003.

Le financement privé vise surtout les activités biotechnologiques, par exemple, le développement de biopesticides, les organismes génétiquement modifiés (OGM), les nutraceutiques et les produits pharmaceutiques pour les humains et les animaux.

Graphique A5.6
Investissement de capital de risque visant les entreprises liées à l'agriculture, par secteur, janvier 1996- septembre 2003



Source : MacDonald and Associates, 2002.

Section B

Les composantes du système agricole et agroalimentaire



Consommateurs

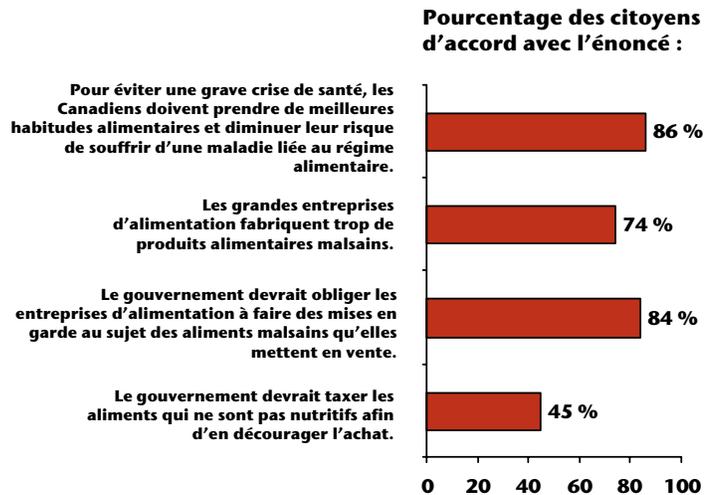
B1



Les consommateurs veulent obtenir plus de renseignements à propos des aliments qu'ils mangent

- **Les consommateurs sont de plus en plus sensibilisés aux liens qui existent entre le style de vie, l'alimentation et la santé.** Un sondage réalisé par Ipsos Reid révèle que les deux tiers des Canadiens ont modifié leur alimentation et qu'ils le font surtout pour conserver leur santé¹¹. L'obésité, en particulier chez les enfants, devient un problème grave. Les consommateurs veulent un plus grand choix d'aliments santé dans les épiceries, les restaurants et les écoles.

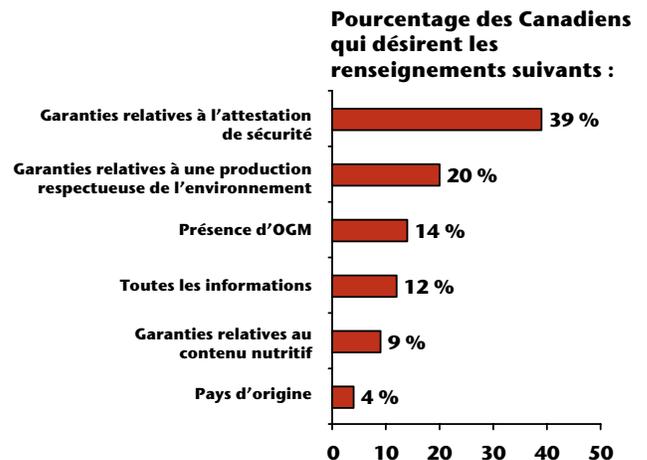
Graphique B1.1
Attitudes des Canadiens à propos des questions d'alimentation



Source : GlobeScan Inc., « Food Issues Monitor Canada Tables 2002 », pages 307 à 343.

- **Les goûts et les préférences des consommateurs évoluent. Ils exigent plus de renseignements au sujet des aliments qu'ils consomment, y compris des garanties relatives à la qualité et à la salubrité de ces aliments.**

Graphique B1.2
Préférences des Canadiens en matière d'étiquetage des aliments



Source : GlobeScan Inc., « Food Issues Monitor Canada Tables 2002 », page 295.

La sécurité alimentaire est un sujet d'inquiétude pour les consommateurs

- Les consommateurs se préoccupent de la sécurité alimentaire.** Leurs préoccupations sont aiguës par les incidents fortement médiatisés survenus dans d'autres pays. Un sondage réalisé par GlobeScan auprès de citoyens de 11 pays révèle que la moitié environ des citoyens des pays industrialisés considèrent que la sécurité alimentaire est un problème au moins aussi important que la nutrition et le prix des aliments¹². Les Canadiens et les Américains sont beaucoup moins portés à s'inquiéter à ce sujet que les citoyens des autres pays.

Un sondage réalisé par Ipsos Reid révèle que les Canadiens ont une grande confiance envers le système canadien de réglementation des aliments et sa capacité de les protéger contre les maladies d'origine alimentaire¹³. On en trouve une preuve dans le fait que la demande en bœuf est restée forte chez les Canadiens, même après la découverte d'un cas d'ESB en mai 2003.

La grande confiance des consommateurs canadiens offre un contraste frappant avec l'attitude des Européens et des Sud-Américains. Une forte proportion des consommateurs de ces pays ne croient pas que leur système de réglementation national garantit efficacement la sécurité des aliments.

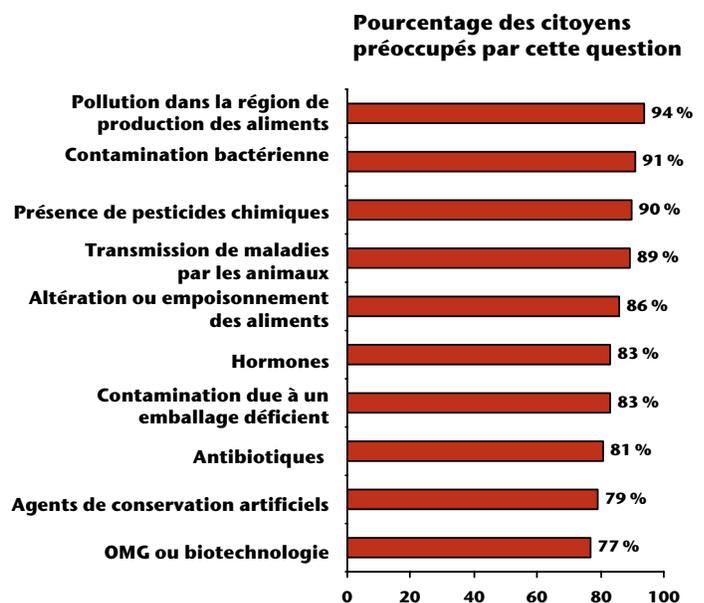
- En matière de sécurité alimentaire, les préoccupations des consommateurs sont diverses :** de la pollution des régions où l'on produit des aliments à la présence de pesticides résiduels, en passant par les maladies transmises par les animaux et les OGM.

Graphique B1.3
Principales préoccupations concernant les aliments, 2000 et 2002

Pourcentage des citoyens qui jugent que la question alimentaire la plus préoccupante est :						
Pays	La sécurité alimentaire		Le prix des aliments		La valeur nutritive	
	2000	2002	2000	2002	2000	2002
Canada	42	44	13	11	28	32
Allemagne	69	67	6	13	7	6
Grande-Bretagne	50	47	12	12	21	26
Japon	63	71	7	8	5	5
États-Unis	43	42	13	15	24	29

Source : GlobeScan Inc., « Food Issues Monitor, 2001 », page 57.
GlobeScan Inc., « Food Issues Monitor Tables 2002 », page 4.

Graphique B1.4
Préoccupations des consommateurs canadiens concernant les aliments, 2002

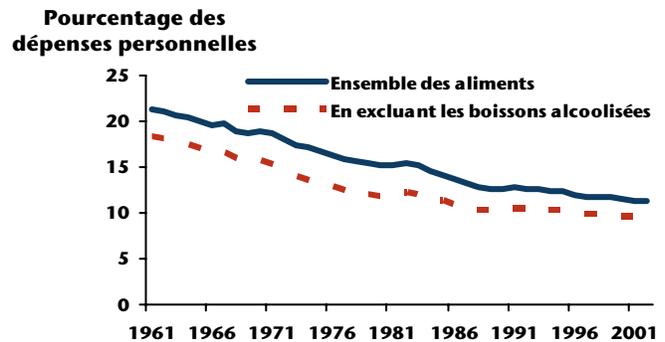


Source : GlobeScan Inc., « Food Issues Monitor Canada Tables 2002 », pages 7 à 49.

Pour le Canadien moyen, les aliments sont de plus en plus abordables

- Au Canada, la part des dépenses personnelles consacrées à l'alimentation (y compris les boissons) diminue depuis 40 ans, avec l'augmentation du revenu réel.

Graphique B1.5
Dépenses personnelles consacrées à l'alimentation au Canada, 1961-2002

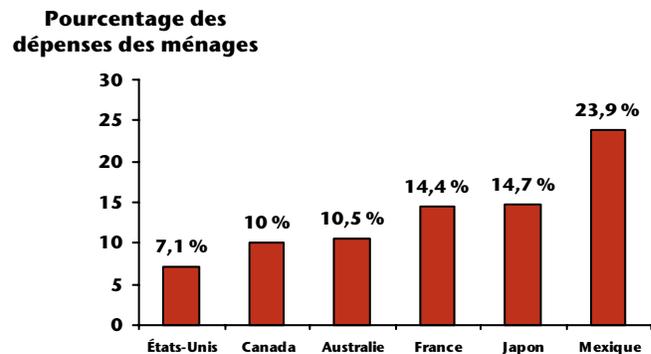


Source : Statistique Canada et AAC.

Nota : Ne comprend pas les dépenses consacrées au service alimentaire et au tabac.

- En 2001, les ménages consacraient 10 % de leurs dépenses à l'alimentation. À titre de comparaison, les ménages du Japon y consacrent près de 15 % de leur revenu, et les ménages des États-Unis, 7 %.

Graphique B1.6
Dépenses consacrées par les ménages à l'alimentation dans les pays de l'OCDE, 2001



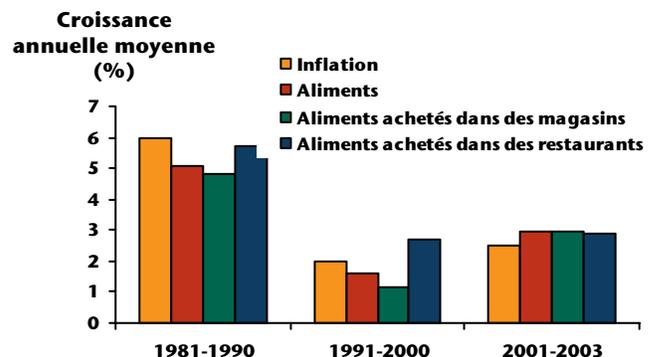
Source : OCDE.

Nota : 1) En excluant l'alcool et le tabac.

2) Les données concernant l'Australie et le Mexique visent l'année 2000.

- L'augmentation du prix de détail des aliments est restée inférieure à l'inflation, de façon générale, au cours des 20 dernières années; au cours des trois dernières années, cependant, elle a été supérieure à l'inflation.

Graphique B1.7
Indice des prix à la consommation pour les aliments et l'ensemble des biens et services, 1981-2003



Source : Statistique Canada et AAC.

Distribution alimentaire (vente au détail/en gros et service alimentaire)

B2

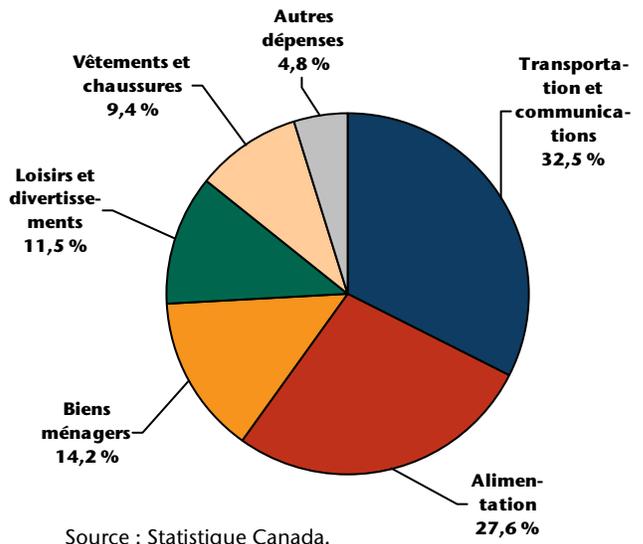


La distribution alimentaire est une composante majeure du secteur canadien des biens et services de consommation

- **Les dépenses consacrées à l'alimentation constituent le deuxième poste de dépenses en biens de consommation.**

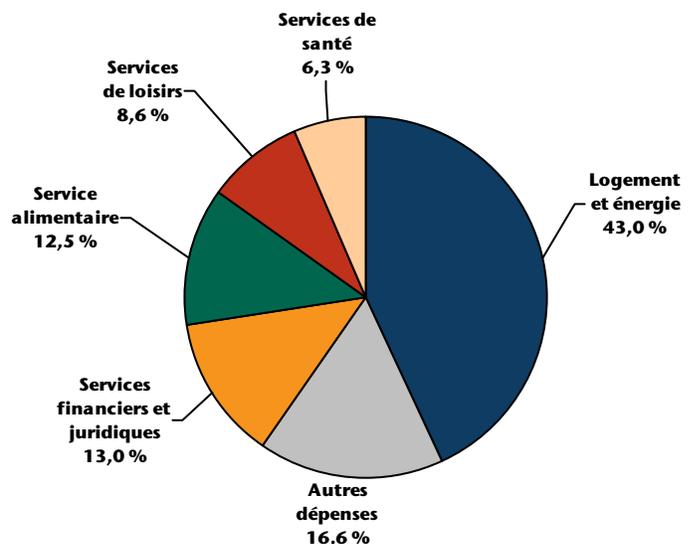
En 2002, les Canadiens ont consacré 130 milliards de dollars aux produits alimentaires achetés dans des magasins et dans les services d'alimentation (si l'on exclut les produits du tabac, ces dépenses représentent 118 milliards de dollars).

Graphique B2.1
Dépenses personnelles consacrées aux biens, 2002



- **Les dépenses consacrées au service d'alimentation sont arrivées au troisième rang en importance en 2002.** Elles ont représenté environ 12 % des dépenses personnelles consacrées aux services, et 6 % des dépenses personnelles totales.

Graphique B2.2
Dépenses personnelles consacrées aux services, 2002



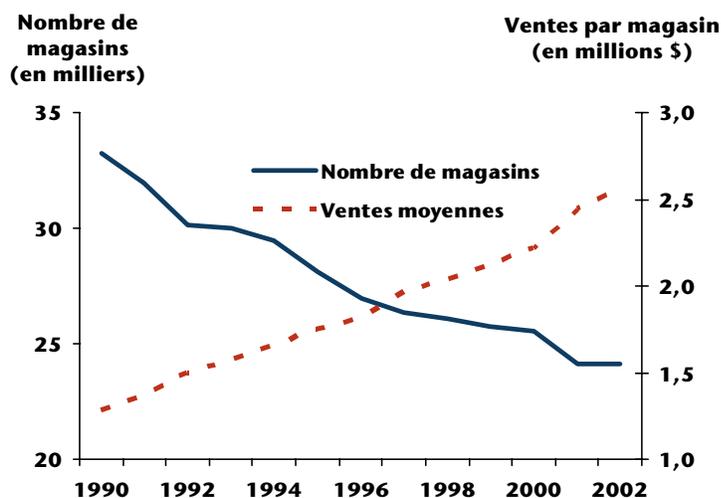
Dans le domaine de l'alimentation, les activités de vente au détail s'internationalisent, se regroupent et prennent de l'importance

- Au cours de la dernière décennie, les commerces se sont organisés de façon beaucoup plus rationnelle; leur taille a augmenté.

Bien que le nombre absolu des commerces d'alimentation diminue, les chaînes multiplient le nombre de leurs succursales et de leurs franchisés, au Canada et à l'étranger.

En 2002, Loblaws possédait environ 1 030 succursales ou magasins franchisés, et Sobeys en possédait environ 1 320. Les magasins indépendants génèrent maintenant 42 % des ventes des épicerie, par rapport à 48 %, il y a dix ans.

Graphique B2.3
Nombre de magasins d'alimentation au Canada et ventes moyennes, 1990-2002



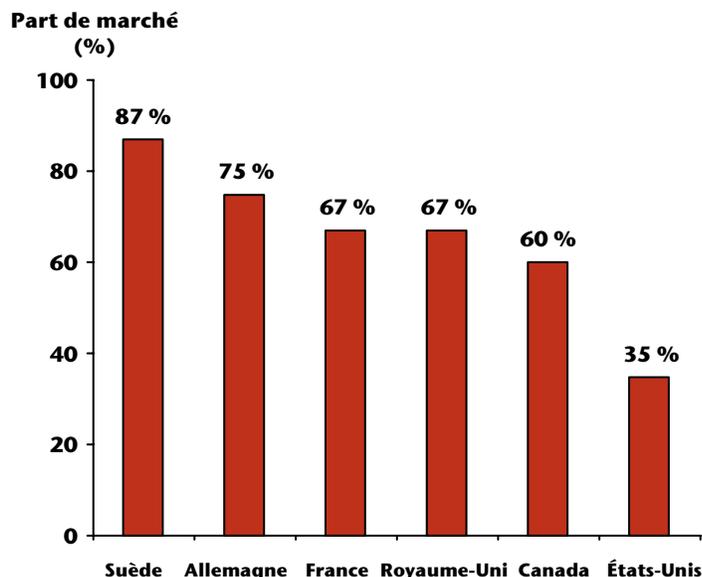
Source : *Canadian Grocer*, Statistique Canada et AAC.

Nota : Les données pour 2002 sont estimatives.

- Les cinq plus grands détaillants en alimentation au Canada génèrent environ 60 % des ventes alimentaires nationales, contre 50 % il y a dix ans.

Certains pays d'Europe présentent un niveau de concentration plus élevé que le Canada; aux États-Unis, ce niveau est plus faible. Cependant, dans certaines régions des États-Unis, la concentration des activités de vente au détail du secteur de l'alimentation est souvent élevée.

Graphique B2.4
Part de marché des cinq plus importants détaillants en alimentation de certains pays, 1997-1999



Source : Calculs d'AAC basés sur des données de Dobson Consulting (1999) et de l'USDA.

Les lignes de démarcation entre la vente au détail alimentaire et non alimentaire, la vente en gros et la transformation alimentaire se brouillent

- **La distinction entre les détaillants alimentaires et non alimentaires est de moins en moins nette.** Les grands magasins, les pharmacies et les stations-service vendent de plus en plus d'articles alimentaires, tandis que les détaillants et les grossistes en alimentation traditionnels étoffent leur assortiment non alimentaire.

Graphique B2.5
Part des différents canaux de vente au détail alimentaire, 2002

	%
Supermarchés (magasins d'alimentation)	80,1
Magasins de marchandises diverses	9,7
Magasin d'alimentation spécialisée	7,3
Pharmacies	1,4
Stations-service	1,0
Autres commerces	0,3

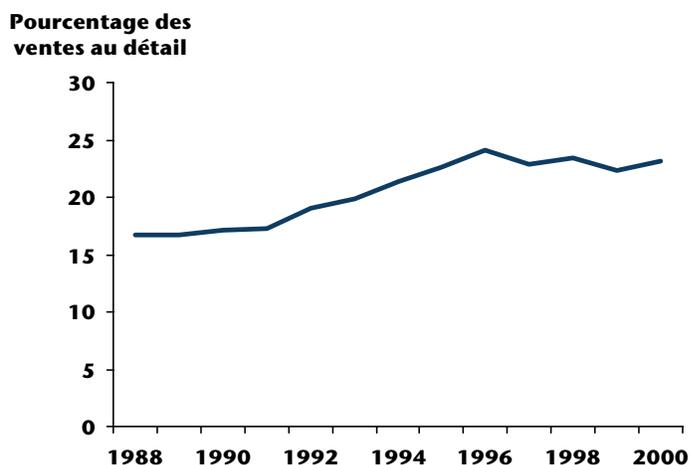
Source : Statistique Canada, l'Observateur économique canadien, décembre 2003.

- **Il est aussi de plus en plus difficile de séparer clairement les différents maillons de la chaîne alimentaire.**

Les activités de vente au détail et en gros d'aliments sont largement intégrées, et les grands détaillants exercent également des activités de grossiste.

De plus en plus de détaillants en alimentation utilisent des marques maison afin de mieux répondre aux préoccupations des consommateurs relativement au coût ou à la qualité et pour mieux différencier leurs produits.

Graphique B2.6
Pénétration des marques maison, 1988-2000



Source : Rapport de Canadian Grocer, 2002 et Globe and Mail, 1998.

Malgré la croissance des services d'alimentation, la plupart des repas sont encore pris à la maison

- Environ 10 % des repas pris au Canada provenaient du secteur des services alimentaires commerciaux.

Graphique B2.7
Endroits où les Canadiens prennent leurs repas, 2001

	% des repas
Repas pris à la maison, achetés chez un détaillant	70
Repas pris au restaurant	8
Repas préparés à la maison et pris ailleurs	7
Repas sautés	7
Tous les autres repas pris ailleurs qu'à la maison	6
Repas pris à la maison, achetés au restaurant	2

Source : Association canadienne des restaurateurs et des services alimentaires. (tiré du rapport sur les habitudes alimentaires au Canada publié en 2002 par NPD Group Canada Inc.).

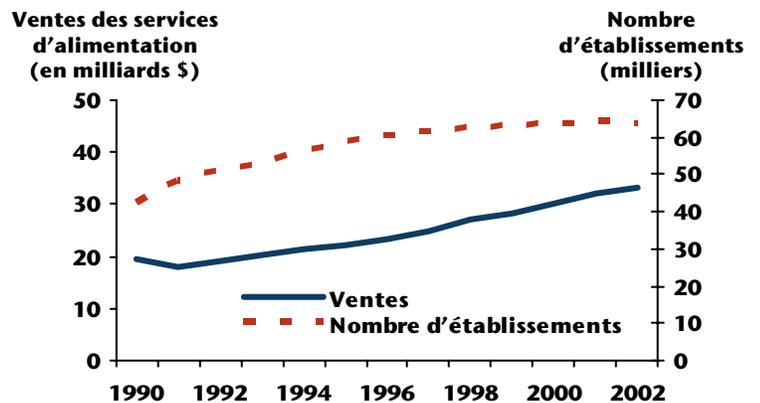
- Les ventes des services d'alimentation commerciaux ont augmenté de plus de 70 % depuis 1990.

En 2002, on comptait environ 63 000 établissements de ce type, c'est-à-dire environ 500 de moins que l'année précédente.

On s'attend à ce que les ventes des services d'alimentation diminuent en 2003. Cette diminution pourrait être due au déclin de l'activité touristique dans le sillage du SRAS, à la guerre en Irak et à la force du dollar canadien¹⁴.

Graphique B2.8

Ventes des services d'alimentation et nombre d'établissements commerciaux, 1990-2002

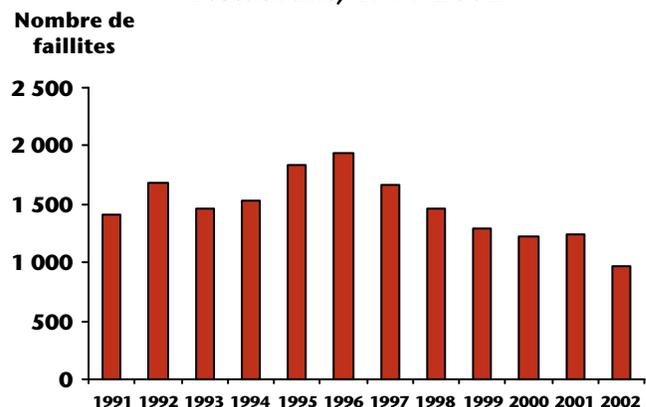


Source : Association canadienne des restaurateurs et des services alimentaires, Industrie Canada et Statistique Canada.

- En 2002, le nombre total de faillites a été de 20 % inférieur à celui de 2001.

Graphique B2.9

Nombre de faillites des commerces de restaurant, 1991-2002



Source : Association canadienne des restaurateurs et des services alimentaires, Industrie Canada et Statistique Canada.

Les services d'alimentation sont de plus en plus concentrés, mais une bonne proportion de commerces sont restés indépendants

- **Lorsque les Canadiens mangent à l'extérieur, ils préfèrent les restaurants à service complet plutôt que ceux à service restreint.** Près de la moitié des dépenses consacrées aux services d'alimentation commerciaux se font dans les restaurants à service complet; le tiers visent les restaurants à service restreint, comme les comptoirs de restauration rapide et les cafétérias.

Les autres établissements et les services de restauration non commerciale génèrent environ 22 % des ventes totales des services d'alimentation.

Les autres services d'alimentation comprennent les services exploités par les grands magasins, les dépanneurs, les salles de cinéma et de théâtre, par exemple, ou les machines distributrices. Les services de restauration non commerciale comprennent les repas pris dans un établissement, comme un hôpital, une prison ou un établissement militaire.

- **Le secteur des services alimentaires commerciaux reste passablement fragmenté : 64 % des établissements appartiennent à un propriétaire indépendant plutôt qu'à une chaîne.** La concentration est toutefois de plus en plus forte, parce que les chaînes de restauration poursuivent leur expansion.

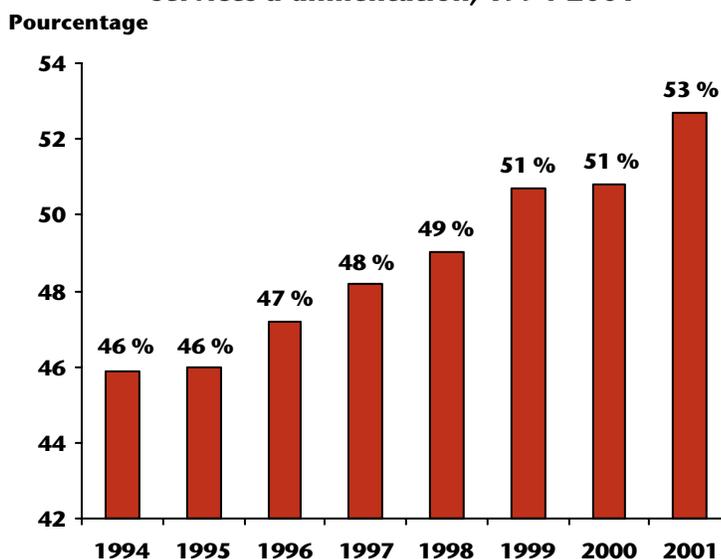
En 2001, les 50 principales entreprises de services d'alimentation détenaient 53 % des ventes du secteur commercial; c'est une augmentation de sept points de pourcentage par rapport à 1994.

Graphique B2.10
Part de marché des services d'alimentation, 2002

	%
Services d'alimentation commerciaux	78
Restaurants à service complet	39
Restaurants à service restreint	28
Traiteurs sociaux et contractuels	7
Brasseries et boîtes de nuit	5
Autres services d'alimentation et services non commerciaux	22
Services d'alimentation des établissements d'hébergement	10
Restauration collective	6
Services d'alimentation au détail	2
Autres services d'alimentation	4

Source : Association canadienne des restaurateurs et des services alimentaires.

Graphique B2.11
Part des ventes des services d'alimentation commerciaux des 50 principales entreprises de services d'alimentation, 1994-2001



Source : Association canadienne des restaurateurs et des services alimentaires.

Transformation alimentaire (aliments seulement, boissons et tabac)

B3

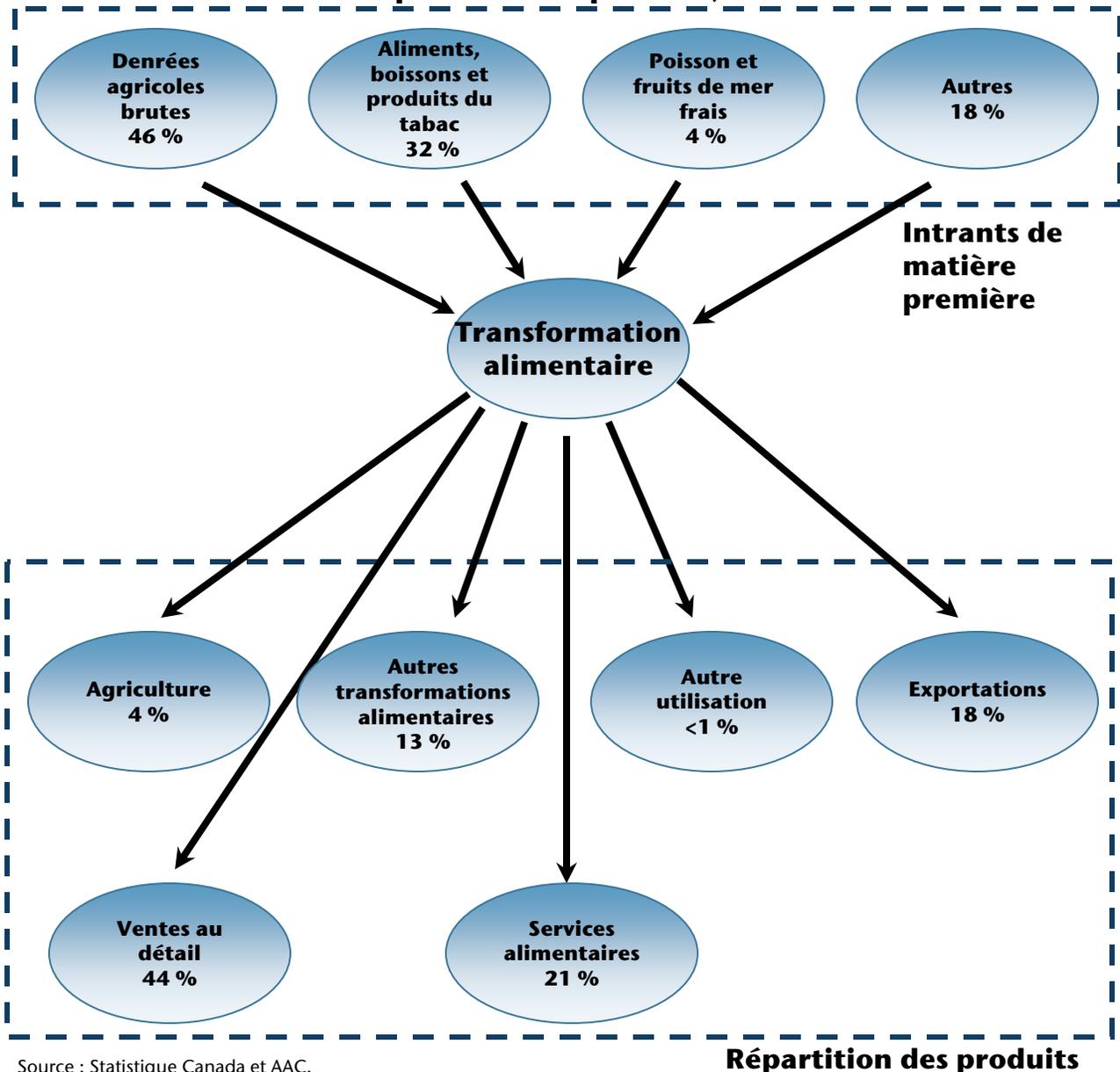


La transformation alimentaire est une chaîne d'industries

- **La transformation alimentaire est une chaîne d'industries qui va des entreprises de transformation primaire, comme les minoteries et les abattoirs, aux entreprises de transformation de second cycle, comme les boulangeries et les usines de mise en conserve de viande.**

Les denrées agricoles brutes, le poisson frais et les fruits de mer frais représentent 50 % (17 milliards de dollars) de la valeur totale des intrants de la transformation alimentaire. Les aliments, boissons et produits du tabac qui passeront par un second cycle de transformation représentent 32 % (ou 11 milliards de dollars) de cette valeur. L'autre partie des intrants (18 %) vise principalement les matériaux d'emballage. On verse aussi dans cette catégorie les coûts liés à l'énergie, aux agents chimiques et à l'équipement.

Graphique B3.1
Composition des intrants pour la transformation alimentaire
et répartition des produits, 1999



Source : Statistique Canada et AAC.

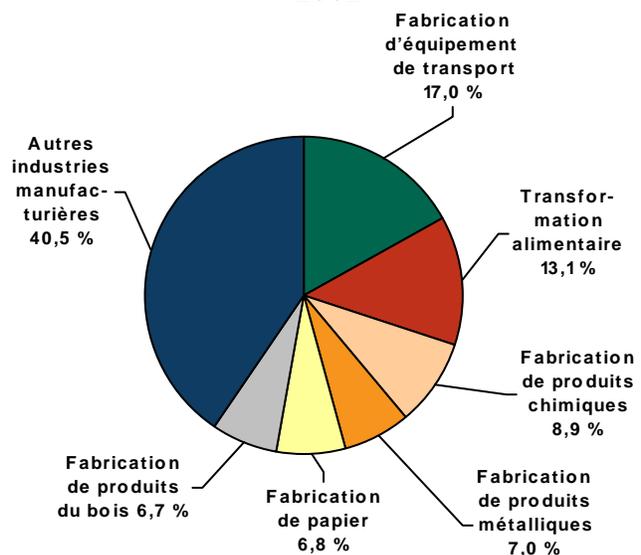
La transformation alimentaire est un volet important du secteur manufacturier

- **La transformation alimentaire vient en deuxième position pour la contribution au PIB manufacturier total au Canada**, juste après le secteur de la fabrication d'équipement de transport.

En 2002, la part du PIB manufacturier générée par la transformation alimentaire a été de 13 % (10 % pour les aliments, 3 % pour les boissons et le tabac).

La transformation alimentaire est la principale industrie manufacturière dans six provinces. Elle arrive au deuxième rang en Ontario et au Québec, et au troisième rang en Colombie-Britannique et au Nouveau-Brunswick.

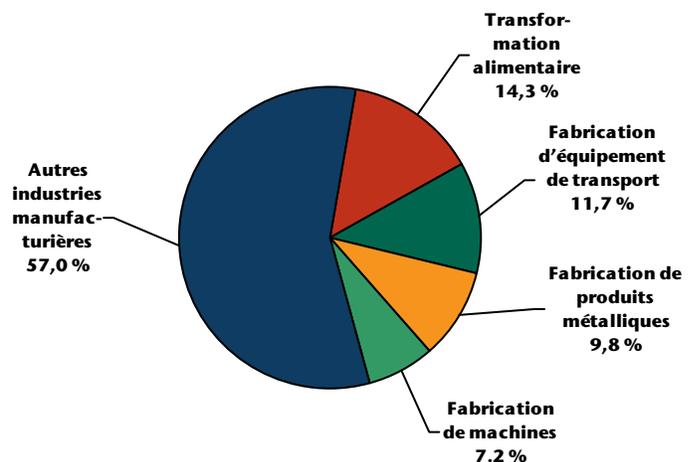
Graphique B3.2
Répartition du PIB manufacturier total, par secteur, 2002



Source : Statistique Canada.

- **Le secteur de la transformation alimentaire est le principal employeur manufacturier**; il emploie 14 % de la main-d'œuvre.

Graphique B3.3
Répartition des emplois dans l'industrie manufacturière, par secteur, 2002



Source : Statistique Canada.

La production est toujours en croissance

- **La valeur totale des ventes du secteur de la transformation alimentaire a été de 77,6 milliards de dollars en 2003;** c'est plus d'un milliard de dollars de plus qu'en 2002. Dans l'ensemble, les expéditions du secteur de la transformation alimentaire ont augmenté de 30 milliards de dollars depuis le début des années 1990.

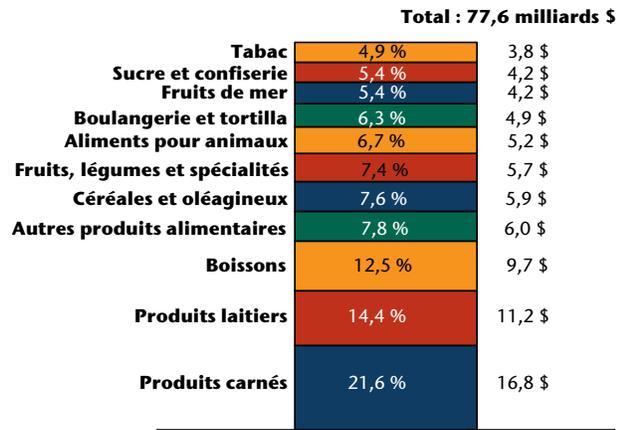
La principale industrie de transformation alimentaire est celle des produits de la viande; les produits laitiers et les boissons arrivent aux deuxième et troisième rangs. En 2003, l'industrie des produits de la viande a généré près du cinquième de l'ensemble des expéditions, soit environ 17 milliards de dollars de ventes. C'est à peu près 1 milliard de dollars de moins qu'en 2002.

- **La plupart des industries de la transformation alimentaire ont connu un ralentissement de la croissance annuelle moyenne par rapport à la fin des années 1990.**

Il convient de signaler que le secteur des autres industries de transformation alimentaire fait exception à la règle, puisque son taux de croissance a augmenté de 4,5 points de pourcentage.

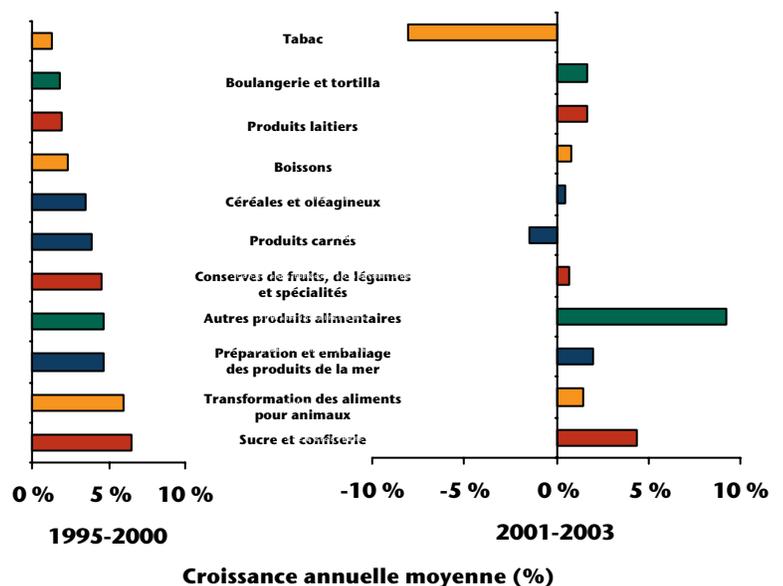
Le secteur de la transformation alimentaire comprend d'autres industries qui fabriquent des grignotines, du café et du thé, des sauces pour salade et des condiments ainsi que des concentrés de boisson gazeuse.

Graphique B3.4
Valeur des ventes de la transformation alimentaire, 2003



Source : Statistique Canada.

Graphique B3.5
Croissance de la valeur des ventes, en dollars réels, par industrie de la transformation alimentaire, 1995-2003



Source : Statistique Canada et AAC.

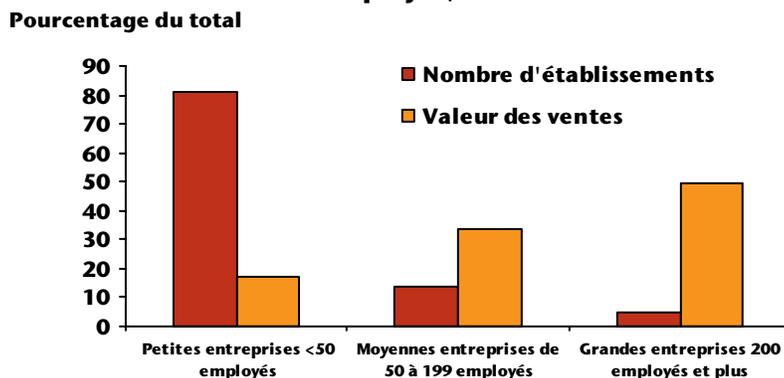
Les grandes entreprises et les entreprises internationales génèrent la moitié de la production

- **En 2001, il existait 6 000 entreprises de transformation alimentaire au Canada.** Chacune de ces entreprises générait au moins 30 000 \$ de ventes.

Les grands établissements génèrent la plus grande partie de la production. En 2001, ces grands établissements ne représentaient que 5 % du nombre total d'établissements, mais ils généraient 49 % de la valeur des ventes.

Les petits établissements, au contraire, formaient plus de 80 % du nombre total d'établissements, mais ils généraient seulement 17 % de la valeur des ventes.

Graphique B3.6
Répartition des ventes du secteur de la transformation alimentaire et nombre d'établissements en fonction du nombre d'employés, 2001



Source : Statistique Canada.

- **La plupart des grands établissements appartiennent à des entreprises actives à l'échelle internationale.**

Des entreprises canadiennes font partie de ce groupe de fabricants internationaux.

Les trois quarts environ des ventes totales du secteur de la transformation alimentaire visent les consommateurs canadiens; l'autre quart vise le marché d'exportation. En 2002, des produits transformés au Canada ont été vendus dans 170 pays; trois grands marchés se sont partagés une part de 87 % de ces produits : les États-Unis (76 %), le Japon (9 %) et le Mexique (2 %).

Graphique B3.7
Principaux producteurs alimentaires mondiaux, 2003

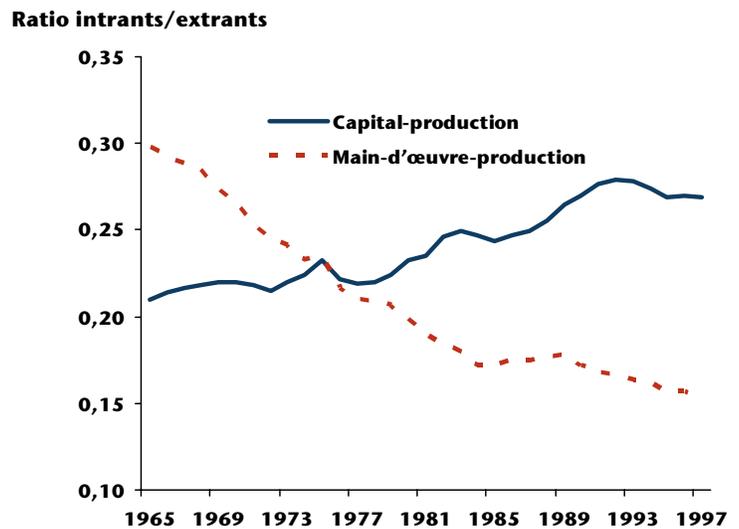
Classement	Entreprise	Siège social	Ventes internationales (en milliards de \$US)
1	Nestlé	Suisse	54,2
2	Kraft Foods	États-Unis	29,7
3	Unilever	Angleterre/Pays-Bas	25,7
4	PepsiCo	États-Unis	25,1
5	Archer Daniel Midland	États-Unis	23,5
46	McCain Food Ltd.	Canada	4,6
68	Aliments Maple Leaf	Canada	3,2
72	George Weston Ltd.	Canada	3,0
93	Saputo	Canada	2,2

Source : Food Engineering, novembre 2003.

La transformation alimentaire est devenue au fil du temps un secteur plus capitalistique

- Depuis les années 1960, la technologie de la transformation alimentaire est caractérisée par l'augmentation du capital et la diminution de la main-d'œuvre.

Graphique B3.8
Capital-production et main-d'œuvre-production, transformation alimentaire, 1965-1997



Source : Bernstein et Cahill, à paraître en 2004.

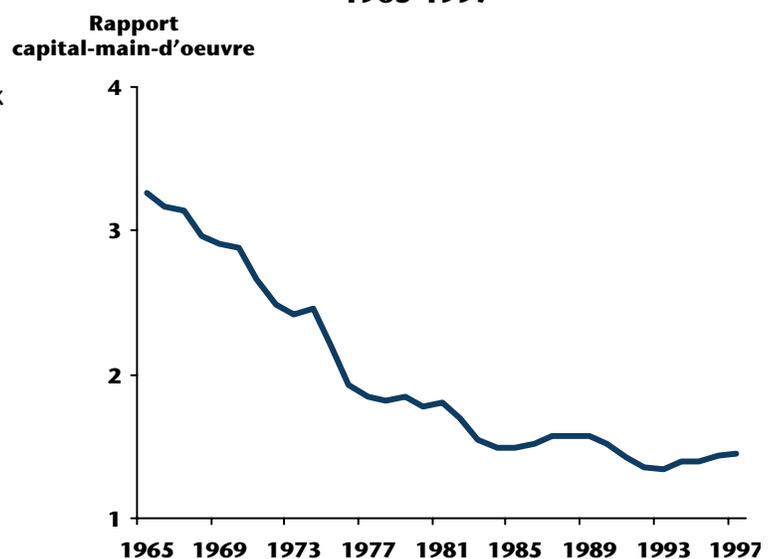
- On peut expliquer en partie cette tendance par la chute du coût d'achat du capital par rapport au coût de la main-d'œuvre.

Par rapport au prix de la main-d'œuvre, le prix du capital a pour ainsi dire diminué de façon constante jusqu'au milieu des années 1980. Depuis, le rapport capital-main-d'œuvre est resté à peu près stable.

Le rapport capital-main-d'œuvre est établi en fonction de divers facteurs, comme le taux de l'impôt sur les sociétés (indiqué au graphique C1.8), les déductions pour amortissement et les impôts locaux.

De plus, les recherches montrent que les investissements dans l'infrastructure publique contribuent à l'augmentation du recours au capital dans le secteur de la transformation alimentaire¹⁵.

Graphique B3.9
Prix relatif du capital par rapport à celui de la main-d'œuvre, transformation alimentaire, 1965-1997



Source : Bernstein et Cahill, à paraître en 2004.

Les entreprises de transformation alimentaire sont plus rentables que les autres industries manufacturières en général

- **Au fil du temps, le ratio de marge bénéficiaire du secteur de la transformation des boissons et du tabac est arrivé à dépasser de façon nette celui des autres industries manufacturières;** le secteur de la transformation exclusivement alimentaire présente un ratio de marge bénéficiaire légèrement inférieur.

Le ratio de marge bénéficiaire est un reflet de la capacité de la direction de générer des revenus à partir des activités commerciales principales d'une entreprise.

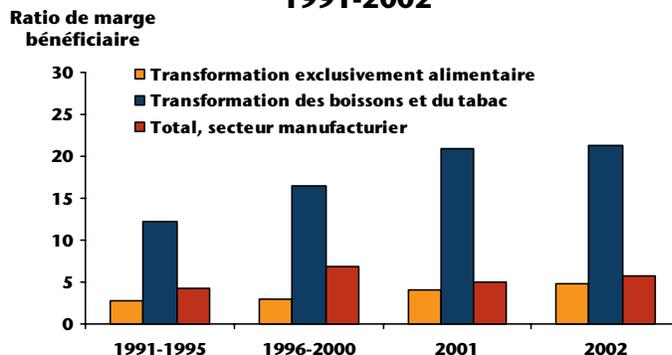
- **Depuis 1999, le rendement des capitaux propres est plus élevé dans le secteur de la transformation alimentaire que dans le secteur de la transformation des boissons et le secteur des industries manufacturières dans son ensemble.**

Le rendement des capitaux propres est une mesure des profits qui seront versés aux propriétaires ou aux investisseurs; il est un indicateur de la rentabilité.

- **Le secteur de la transformation alimentaire a tendance à contracter beaucoup plus de dettes que le secteur des industries manufacturières en général, si l'on se fonde sur le ratio d'endettement.**

Ce ratio compare la taille relative de la dette et les ressources investies par les propriétaires. Il indique dans quelle mesure une entreprise s'appuie sur des fonds empruntés pour financer ses activités.

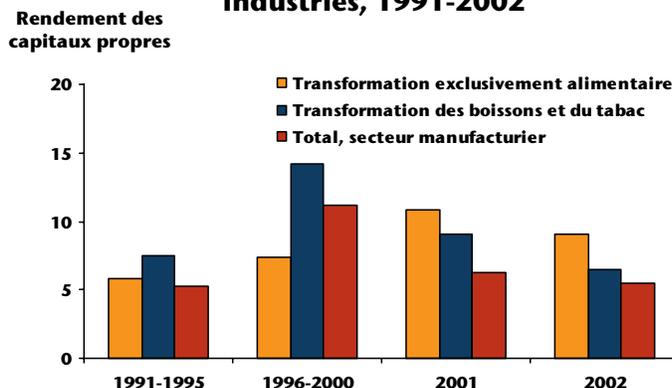
Graphique B3.10
Ratio de marge bénéficiaire de certaines industries, 1991-2002



Source : Statistique Canada.

Nota : On trouvera une définition du ratio de marge bénéficiaire dans le glossaire.

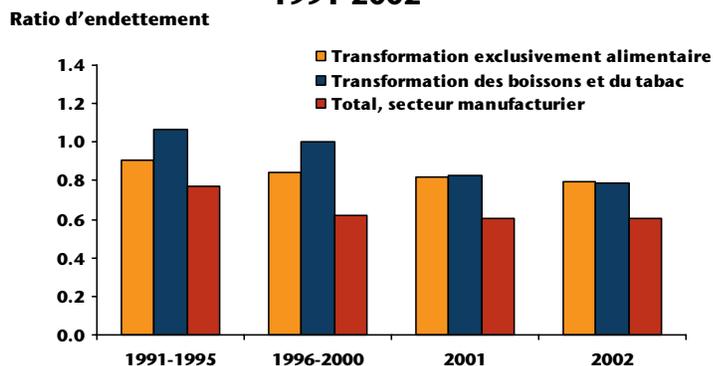
Graphique B3.11
Rendement des capitaux propres de certaines industries, 1991-2002



Source : Statistique Canada.

Nota : On trouvera une définition du rendement des capitaux propres dans le glossaire.

Graphique B3.12
Ratio d'endettement de certaines industries, 1991-2002



Source : Statistique Canada.

Nota : On trouvera une définition du ratio d'endettement dans le glossaire.

Agriculture primaire

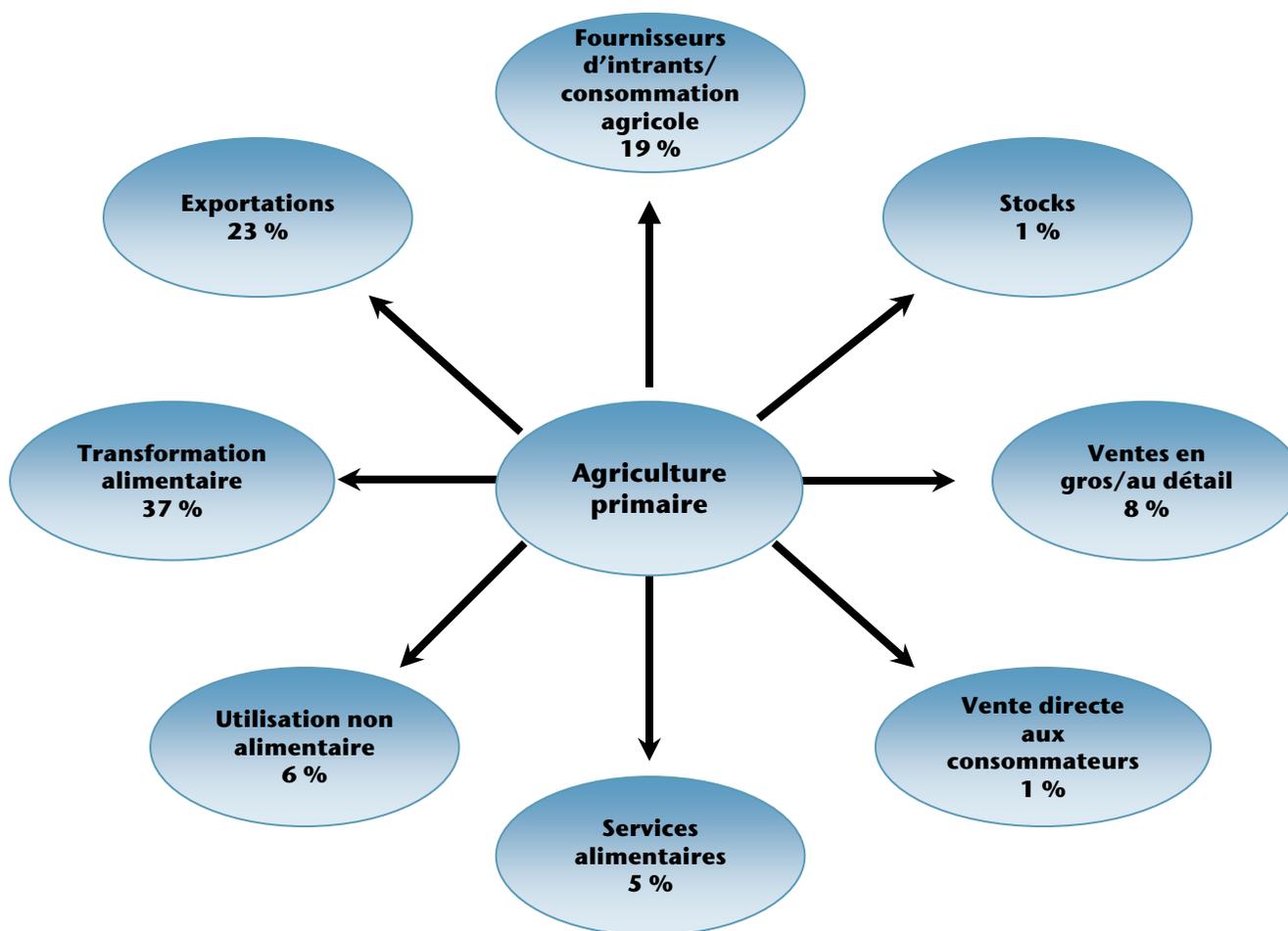
B4



Les producteurs agricoles ont des liens directs avec tous les maillons de la chaîne de valeur

- Les producteurs agricoles ont le choix pour vendre leurs produits. En 1999, une part de 23 % de la production agricole était exportée directement, une part de 37 % était destinée à la transformation alimentaire (dont une partie était aussi exportée), et une autre de 13 %, à la distribution; enfin, une tranche de 19 % était consommée par le secteur agricole primaire. Un pour cent seulement des produits agricoles étaient vendus directement aux consommateurs.

Graphique B4.1 Répartition de la valeur de la production agricole, 1999

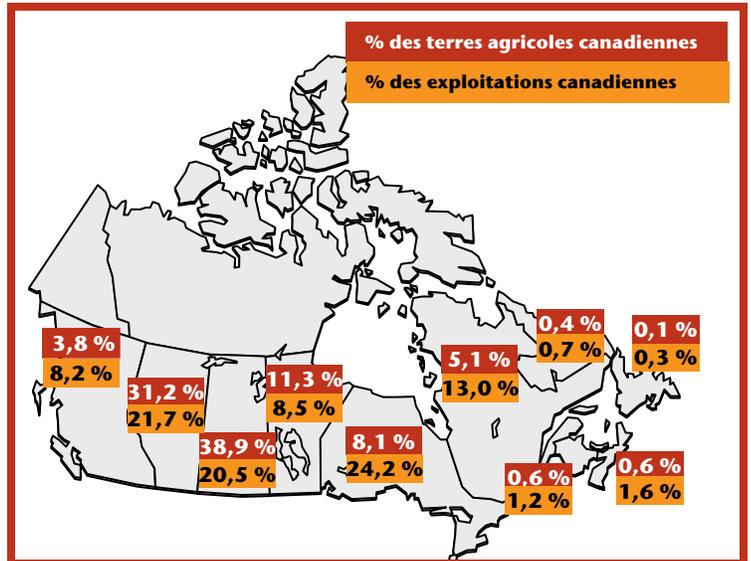


Source : Statistique Canada et AAC.

La production se répartit dans tout le Canada et elle varie grandement d'une région à l'autre

- **En 2001, le Canada comptait 167 millions d'acres de terres cultivées.** Les provinces des Prairies totalisent 137 millions d'acres, soit à peu près 81 % des terres agricoles totales. La Colombie-Britannique, l'Ontario et le Québec comptent 29 millions d'acres, soit 17 %. Les 2 % restants se trouvent dans la région du Canada atlantique.

Graphique B4.2
Part des terres agricoles et des exploitations agricoles de chaque province, 2001



Source : Statistique Canada.

- **La taille des exploitations agricoles varie selon les régions du Canada, et elle dépend en grande partie du type de produits et du classement typologique de l'exploitation.**

La taille moyenne des exploitations en Ontario, où l'agriculture est plus intensive, est d'environ 230 acres. La taille moyenne des exploitations de la Saskatchewan, où l'agriculture est plus extensive, est près de six fois supérieure et se situe à 1 300 acres.

Il y a plus d'exploitants que d'exploitations, du fait des partenariats et d'autres accords de copropriété.

Graphique B4.3
Nombre et taille des exploitations agricoles, 2001

	Terres agricoles (milliers d'acres)	Nombre d'exploitations	Taille moyenne des exploitations (acres)	Nombre d'exploitants	Nombre d'employés agricoles
Canada	166 802	246 923	676	346 195	293 000
T.-N.-L.	100	643	156	780	600
Î.-P.É.	646	1 845	350	2 455	3 700
N.-É.	1 006	3 923	256	5 080	6 500
N.-B.	959	3 034	316	3 895	5 700
Qué.	8 444	32 139	263	47 385	58 000
Ont.	13 507	59 728	226	85 015	75 400
Man.	18 784	21 071	892	28 795	25 500
Sask.	64 904	50 598	1 283	66 275	44 000
Alb.	52 059	53 652	970	76 195	49 900
C.-B.	6 393	20 290	315	30 320	23 500

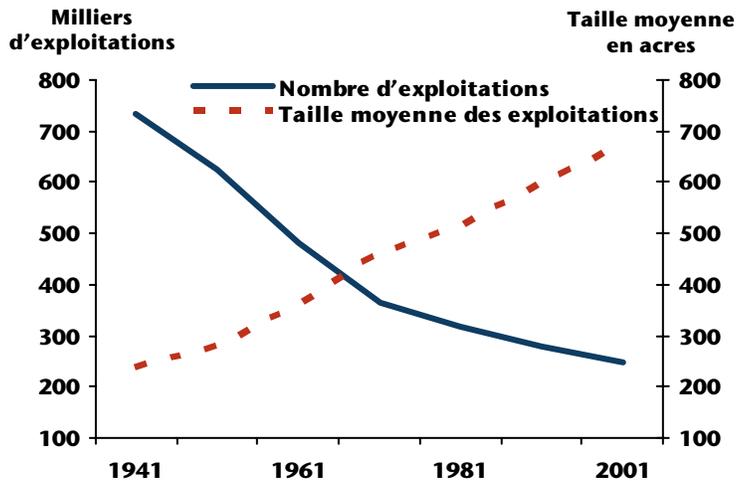
Source : Statistique Canada.

Nota : Les exploitants sont les personnes qui assurent le fonctionnement quotidien de l'exploitation. L'emploi agricole est mesuré par grandes catégories d'activité. Si un exploitant agricole tire une grande partie de son revenu de travaux non agricoles, il n'est pas considéré comme exerçant un emploi agricole.

On observe une tendance générale à l'augmentation de l'envergure des activités et de la concentration

- **Au cours des 60 dernières années, la taille des exploitations a constamment augmenté;** une exploitation moyenne s'étend maintenant sur 676 acres. Cette augmentation de la taille est due en partie aux économies d'échelle liées à l'adoption de technologies à fort coefficient de capital.

Graphique B4.4
Nombre et taille des exploitations agricoles au Canada, 1941-2001

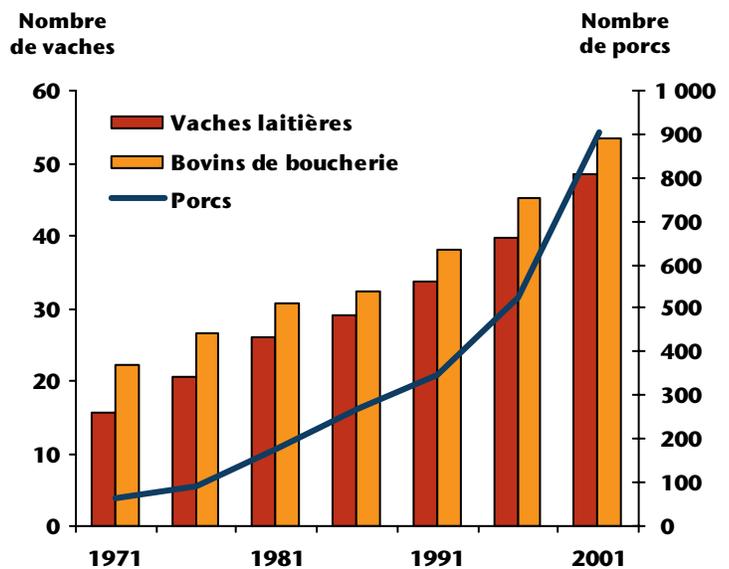


Source : Statistique Canada.

- **La taille des exploitations augmente aussi sur le plan de la taille des troupeaux.**

Le nombre moyen de vaches laitières par exploitation a plus que triplé au cours des 30 dernières années, tandis que le nombre moyen de porcs par exploitation a été multiplié par plus de dix.

Graphique B4.5
Taille moyenne des troupeaux, 1971-2001



Source : Statistique Canada et AAC.

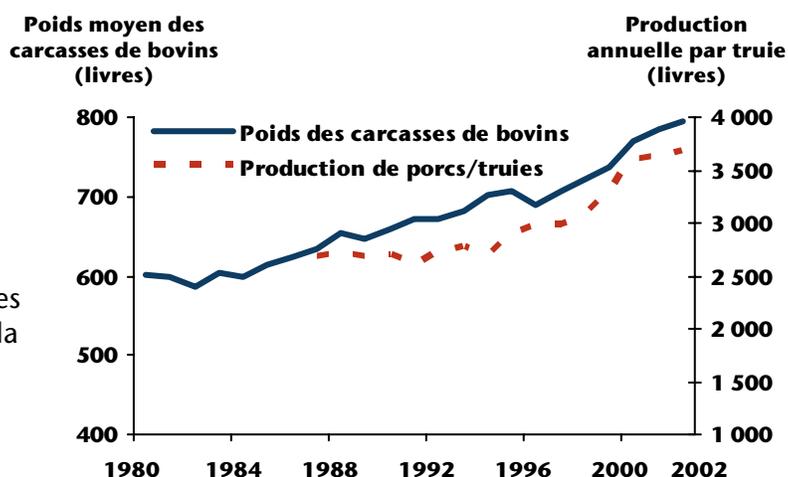
Les changements technologiques et l'amélioration des pratiques de gestion ont permis d'obtenir un meilleur rendement

- **Le rendement du bétail a augmenté grâce à la génétique, à la biotechnologie et aux meilleures pratiques de gestion.**

Au cours des 20 dernières années, le poids des carcasses de bovins a augmenté de 32 %.

Depuis 1990, l'augmentation de la taille des portées a entraîné une hausse de 36 % de la production par truie.

Graphique B4.6
Rendement du bétail, 1980-2002



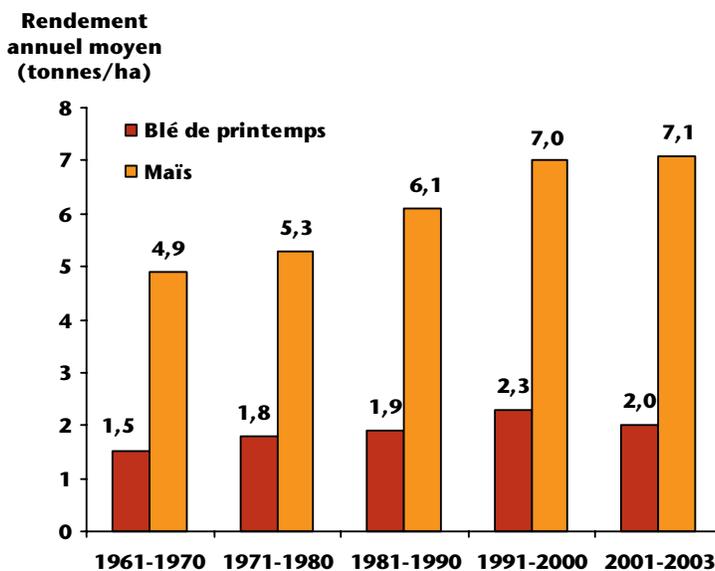
Source : Agence canadienne de classement du bœuf (poids moyen des carcasses de bovins) et Statistique Canada (production annuelle par truie).

Nota : Les données sur la production de porcs débutent en 1987.

- **Le rendement des cultures augmente aussi constamment en raison de l'amélioration des plantes.**

Ces dernières années, toutefois, on a observé un ralentissement de cette croissance en raison de mauvaises conditions, comme des sécheresses et des infestations de sauterelles.

Graphique B4.7
Rendement du blé de printemps et du maïs, 1961-2003



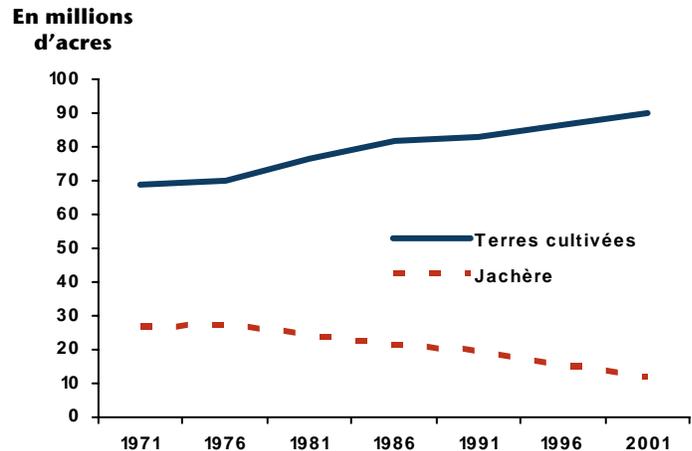
Source : Statistique Canada.

L'amélioration des technologies de gestion réduit les besoins de mise en jachère

- **Au cours des 30 dernières années, la surface en jachère dans les Prairies a fortement diminué, et les terres cultivées ont connu une augmentation correspondante.**

Ce recul des jachères tient à l'adoption de meilleures techniques d'exploitation et de gestion des terres.

Graphique B4.8
Utilisation des terres, 1971-2001



Source : Statistique Canada.

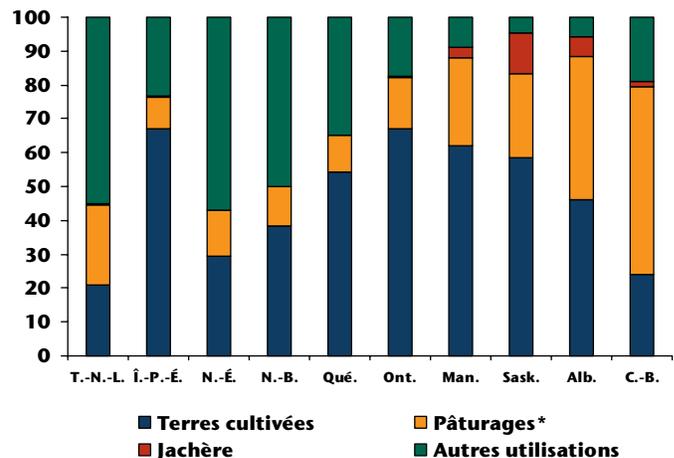
- **En 2001, 90 millions d'acres de terres agricoles étaient cultivées, 12 millions étaient en jachère et 12 millions étaient en prairies artificielles.** Les 53 millions d'acres restants étaient des pâturages marginaux ainsi que des terres à bois, des marécages, des tourbières et des terres ancestrales.

L'Île-du-Prince-Édouard et l'Ontario consacrent la plus forte proportion de leurs terres agricoles totales à la culture. L'Alberta et la Colombie-Britannique y consacrent surtout des prairies naturelles et artificielles, tandis que la Saskatchewan et l'Alberta consacrent la plus grande partie de leurs terres à la jachère.

Le recours à la jachère dans l'est du Canada est très faible; il ne représente que moins de 1 % des terres agricoles.

Graphique B4.9
Utilisation des terres, 2001

Pourcentage des terres consacrées à la production agricole



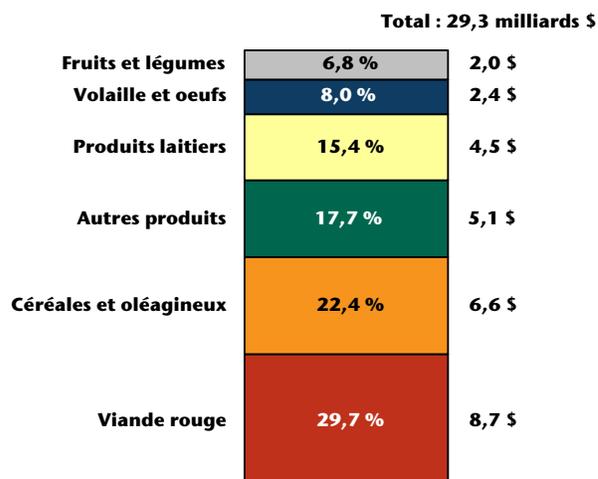
Source : Statistique Canada.

Nota : *Y compris les prairies artificielles (terres cultivées) et les pâturages marginaux (non cultivés).

Le Canada produit un éventail de denrées agricoles; leur importance relative varie selon les régions

- En 2003, la viande rouge, les céréales et oléagineux et les produits laitiers ont été les principaux produits agricoles. Ils ont généré 70 % des recettes totales des marchés agricoles.

Graphique B4.10
Recettes des marchés agricoles par produit, 2003



Source : Statistique Canada.

- L'importance des différentes catégories de produits varie d'une région à l'autre.

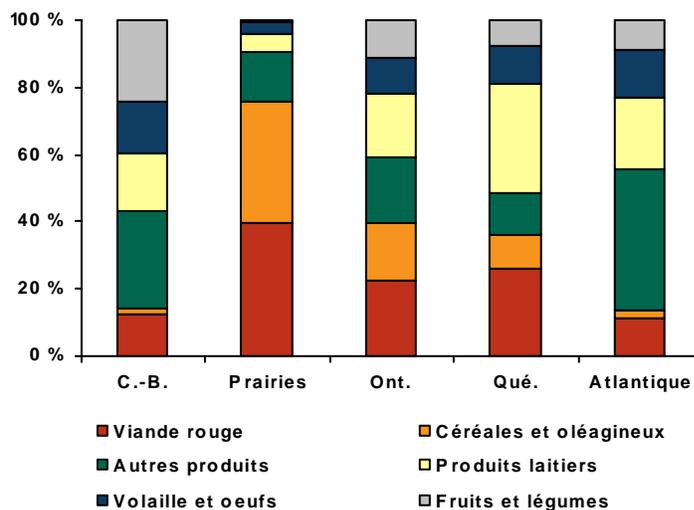
En Colombie-Britannique, les recettes des marchés s'équilibrent d'une catégorie à l'autre, mais les plus importantes sont les fruits et légumes, la floriculture et les pépinières.

Dans les Prairies, la viande rouge et les céréales et oléagineux génèrent habituellement plus de 80 % des recettes commerciales.

En Ontario et au Québec, la viande rouge et les produits laitiers dominent.

Au Canada atlantique, les pommes de terre et les produits laitiers sont les denrées les plus importantes.

Graphique B4.11
Recettes des marchés agricoles régionaux par catégorie de produit, 2003



Source : Statistique Canada.

Les producteurs mettent sur le marché une part importante de leur production agricole par l'entremise de coopératives

- **En 2001, les coopératives ont assuré la mise en marché de plus de 11 milliards de dollars de produits agricoles canadiens.**

Les agriculteurs utilisent les coopératives pour assurer la mise en marché en commun de leurs produits. Il existe au Canada près de 400 coopératives agricoles constituées en sociétés; elles assurent la mise en marché ou le conditionnement des produits. Elles représentent plus de 150 000 membres et comptent plus de 31 000 employés.

Les recettes des activités de mise en marché des coopératives ont diminué ces dernières années à la suite de la disparition de la fonction de transformation des produits laitiers de l'entreprise Agrifoods International et de la démutualisation de la coopérative de manutention de céréales Agricore.

En 2001, les coopératives ont assuré la mise en marché de près de la moitié de la production totale de céréales et d'oléagineux, de produits laitiers, de volaille et d'œufs.

Graphique B4.12
Ventes de produits agricoles par les coopératives, 2001

Classement	Ventes assurées par les coopératives (en millions \$)	Part de marché des coopératives (%)
Céréales et oléagineux	4 217	45
Produits laitiers	3 172	42
Bétail et porcs	1 998	14
Volaille et œufs	1 390	49
Fruits et légumes	197	8
Miel et produits de l'érable	77	28
Total	11 051	

Source : Secrétariat aux coopératives et Statistique Canada.

Nota : La part de marché est calculée à partir du prix à la production.

Certains secteurs sont fortement axés sur les exportations, mais pas tous

- **Les producteurs de céréales et d'oléagineux ont toujours beaucoup dépendu des exportations.**

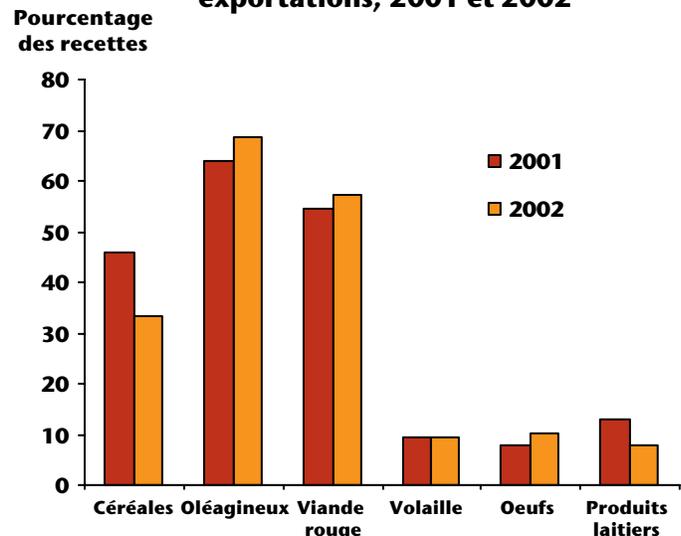
En 2001, les céréaliers ont réalisé environ la moitié de leurs recettes grâce aux exportations, mais cette proportion a chuté à 33 % en 2002. La baisse de la production, due à la sécheresse, explique la diminution de la part des recettes des céréaliers liées aux exportations.

La dépendance des producteurs de viande rouge à l'égard des exportations a presque doublé au cours de la dernière décennie.

Le nouveau règlement de l'OMC sur le lait d'exportation commercial commence à se répercuter sur les exportations de produits laitiers; la part des exportations était de 13 % en 2001, et elle a chuté à 8 % en 2002.

- **Dans l'ensemble, les producteurs agricoles du Canada dépendent beaucoup plus des exportations que leurs homologues des États-Unis et de l'UE 15.**

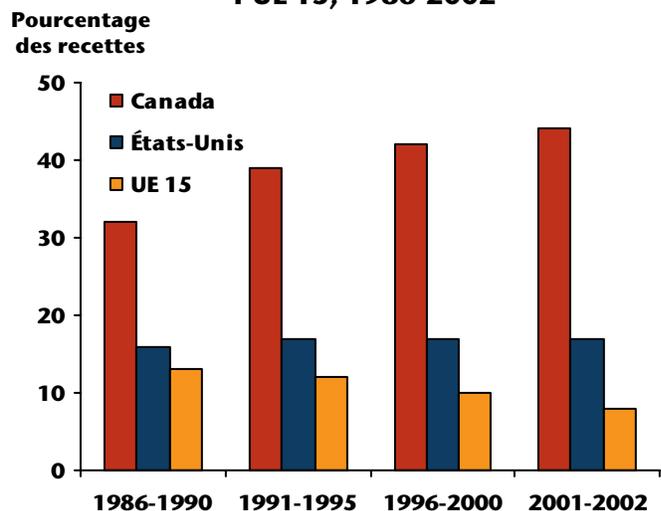
Graphique B4.13
Part des recettes agricoles provenant des exportations, 2001 et 2002



Source : Statistique Canada et AAC.

Nota : On calcule la dépendance aux exportations en fonction des volumes, de façon à annuler la différence entre le prix à l'exportation et le prix à la ferme. La dépendance à l'exportation des producteurs de céréales et d'oléagineux est calculée en fonction de l'année agricole; celle des producteurs laitiers, en fonction de l'année laitière.

Graphique B4.14
Part des recettes agricoles provenant des exportations, pour le Canada, les États-Unis et l'UE 15, 1986-2002



Source : Statistique Canada, OCDE et AAC.

Nota : On calcule la dépendance aux exportations à partir de la valeur de la moyenne pondérée de la production des produits suivants, absorbée sur les marchés d'exportation : blé, céréales secondaires, oléagineux, bœuf, porc, produits laitiers et volaille. Ces denrées représentent environ la moitié de la production agricole totale de l'UE 15, 60 % de celle des États-Unis et 75 % de celle du Canada.

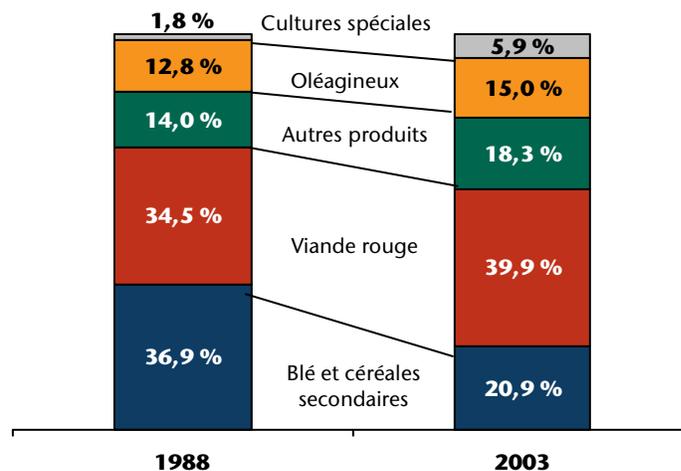
Les exploitants diversifient la composition de leur production

- **Les exploitants diversifient la composition de leur production afin d'augmenter la valeur ajoutée et de répartir le risque.**

Dans les Prairies, la part des recettes commerciales représentée par les céréales a décliné de 37 % en 1988 à environ 21 % en 2003; elle s'accompagne d'une hausse correspondante de la part de la viande rouge et des cultures spéciales.

Entre autres facteurs, cette diversification reflète la baisse des prix des céréales et les réformes nationales, comme l'abolition de la *Loi sur le transport du grain de l'Ouest* en 1995.

Graphique B4.15
Évolution des recettes agricoles dans la région des Prairies par type de produit, 1988 et 2003

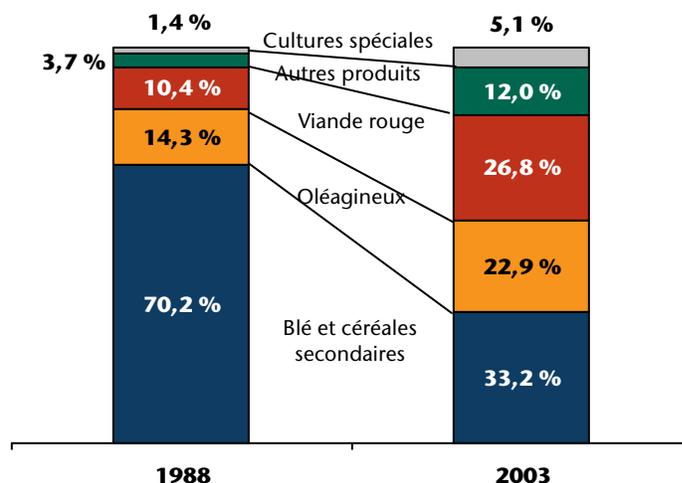


Source : Statistique Canada et AAC.

- **Si l'on examine la part des recettes liées à l'exportation des produits, on constate que, dans les Prairies où la production céréalière est en baisse, la diversification est encore plus radicale.**

L'augmentation de la part réservée à la viande rouge est notable, surtout si l'on tient compte du fait que l'année a été particulièrement difficile pour ce secteur en raison de l'ESB.

Graphique B4.16
Évolution des exportations des Prairies par type de produit, 1988 et 2003



Source : Statistique Canada et AAC.

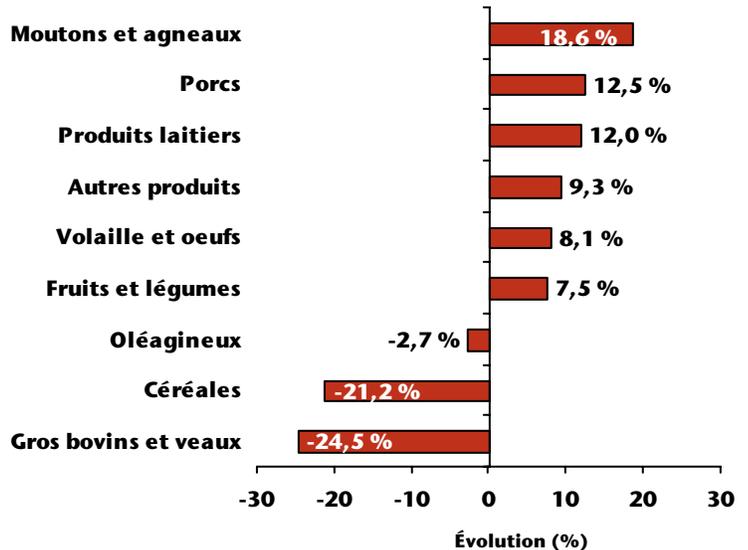
Le revenu agricole commercial a nettement diminué en 2003

- Le revenu agricole commercial pour 2003 a été de 3,2 milliards de dollars inférieur à celui de 2002, mais il reste supérieur au revenu de la fin des années 1990.

La chute marquée du revenu commercial reflète la perte du marché d'exportation des ruminants et de leurs produits de viande (voir les graphiques A2.8 et A2.9), les répercussions de la sécheresse des Prairies sur la mise en marché des céréales et des oléagineux et la force du dollar canadien.

Par rapport à la moyenne des cinq années précédentes, les recettes liées au bétail et aux veaux ont diminué de 25 %, celles des céréales, de 21 %, et celles des oléagineux, de 3 %.

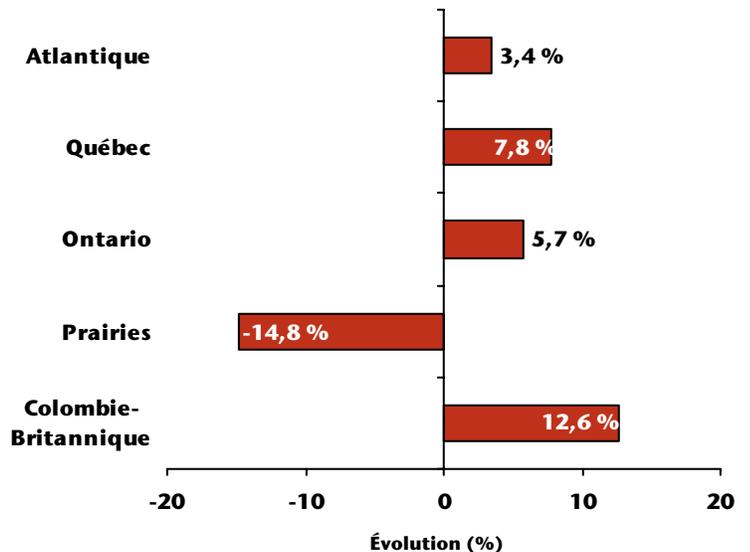
Graphique B4.17
Recettes des marchés agricoles par produit en 2003 par rapport à la moyenne des cinq années précédentes



Source : Statistique Canada.

- Par rapport aux autres régions, ce sont les Prairies qui ont subi le plus dur contrecoup de cette diminution en raison de la composition de leur production : le revenu commercial total est inférieur de 15 % à la moyenne des cinq dernières années.

Graphique B4.18
Recettes des marchés agricoles par région en 2003 par rapport à la moyenne des cinq années précédentes



Source : Statistique Canada.

Les paiements au titre de programmes aident à surmonter les pertes subies sur le marché en 2003

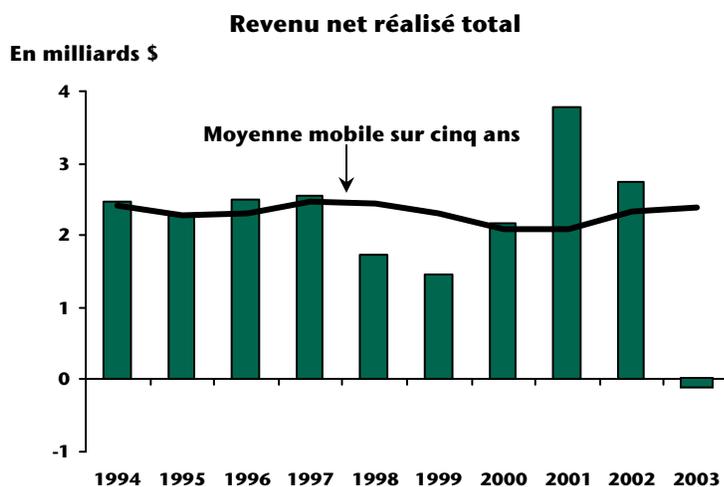
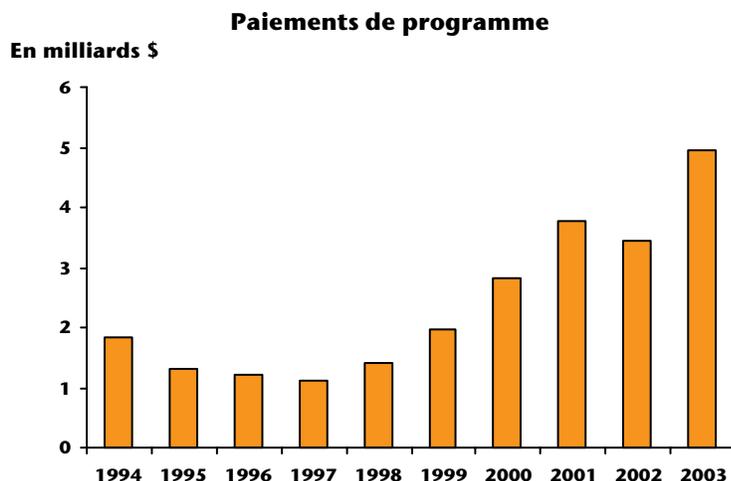
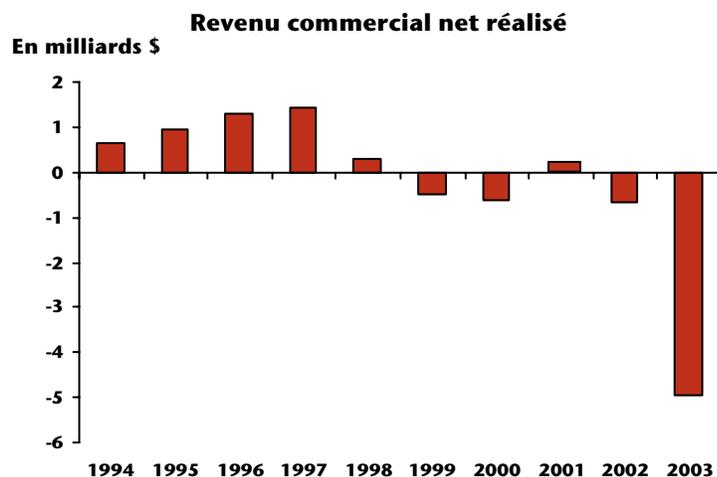
- On s'attend à une chute marquée du **revenu agricole net réalisé en 2003**, ce qui correspondra à la diminution marquée des recettes agricoles en raison des facteurs particuliers dont on a déjà fait mention.

- On prévoit aussi une augmentation des paiements au titre de programmes, qui devrait compenser la plus grande partie de ces pertes. Selon les prévisions, les paiements devraient atteindre un niveau record pour s'établir à 4,9 milliards de dollars en 2003.

- **Le revenu net réalisé total pour l'ensemble de l'agriculture primaire devrait frôler le zéro, cette année.**

Toutefois, en ce qui concerne le revenu, la situation variera d'un producteur à un autre selon la denrée produite, la taille de l'exploitation et la situation financière.

Graphique B4.19
Revenu agricole net réalisé total, 1994-2003



Source : Statistique Canada et AAC.

Le revenu des familles agricoles peut se comparer à celui des familles non agricoles

- **La plupart du temps, le revenu moyen des familles agricoles est comparable au revenu moyen perçu par les familles non agricoles.**

En 2000, le revenu moyen total d'une famille agricole, toutes sources confondues, était de 64 160 \$; celui des familles canadiennes moyennes était de 66 263 \$.

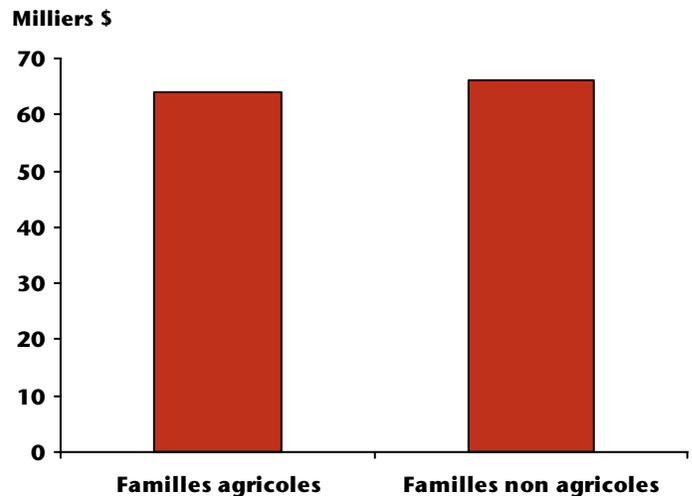
Le revenu tiré d'une petite ou d'une moyenne exploitation agricole est souvent légèrement en dessous de la moyenne du revenu des familles non agricoles; les familles qui ont une grande exploitation ont en général un revenu supérieur à la moyenne.

Le revenu des familles agricoles représente la somme du revenu total de l'exploitation et des membres de la famille. Il comprend les sources de revenu agricoles et autres.

- **En 2000, le revenu moyen des agriculteurs, toutes sources confondues, était de 27 600 \$.**

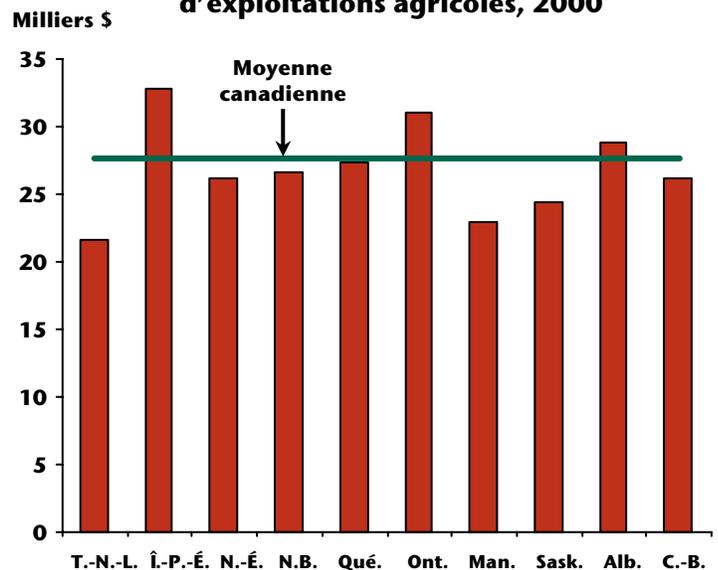
Dans l'ensemble, les exploitants agricoles de l'Île-du-Prince-Édouard, de l'Ontario et de l'Alberta ont gagné un revenu supérieur à cette moyenne.

Graphique B4.20
Revenu familial moyen, 2000



Source : Statistique Canada.

Graphique B4.21
Revenu total, toutes sources confondues, des exploitants agricoles et des gestionnaires d'exploitations agricoles, 2000



Source : Statistique Canada.

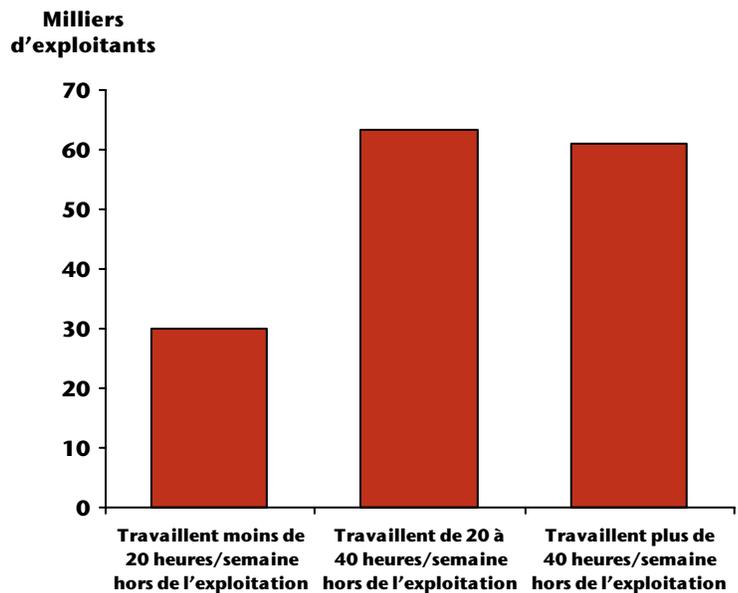
Les revenus tirés d'une activité non agricole représentent une part importante du revenu des familles agricoles

- En 2000, le revenu agricole net équivalait à seulement 0,18 \$, en moyenne, par dollar gagné par l'ensemble de la famille¹⁶.

Les exploitations petites et moyennes n'ont pas l'envergure suffisante pour que le revenu agricole apporte une contribution significative au revenu familial total. Pour ces familles agricoles, le revenu non agricole est encore plus important pour leur niveau de vie, puisqu'il génère la quasi totalité de leur revenu.

Même les exploitants réalisant des ventes supérieures à 1 000 000 \$ tirent environ la moitié du revenu familial d'activités non agricoles.

Graphique B4.22
Nombre d'exploitants agricoles qui tirent un revenu d'activités non agricoles, 2000



Source : Statistique Canada.

- En 2000, près de 45 % des exploitants agricoles tiraient une partie de leur revenu d'un travail non agricole.

C'est en Colombie-Britannique que l'on relève la plus importante proportion d'exploitants agricoles qui travaillent à l'extérieur de l'exploitation : ils forment une tranche de 53 %. Terre-Neuve-et-Labrador arrive au deuxième rang (50 %).

Les agriculteurs du Québec étaient beaucoup moins nombreux que les exploitants des autres provinces à tirer un revenu de sources non agricoles, en 2000.

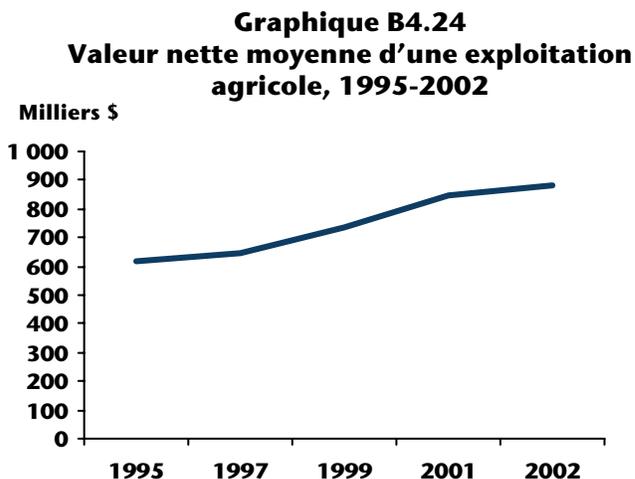
Graphique B4.23
Pourcentage des exploitants agricoles qui tirent un revenu d'activités non agricoles, 2000

Classement	% des exploitants qui travaillent moins de 20 heures/semaine hors de l'exploitation	% des exploitants qui travaillent de 20 à 40 heures/semaine hors de l'exploitation	% des exploitants qui travaillent plus de 40 heures/semaine hors de l'exploitation
T.-N.	9,0	19,9	21,2
Î.-P.-É.	7,9	19,3	15,7
N.-É.	8,9	19,4	20,1
N.-B.	7,1	19,8	21,3
Qué.	5,3	14,3	10,7
Ont.	7,9	17,9	19,6
Man.	10,7	19,0	16,0
Sask.	9,3	17,5	16,5
Alb.	9,7	19,4	20,1
C.-B.	10,4	23,0	19,3

Source : Statistique Canada.

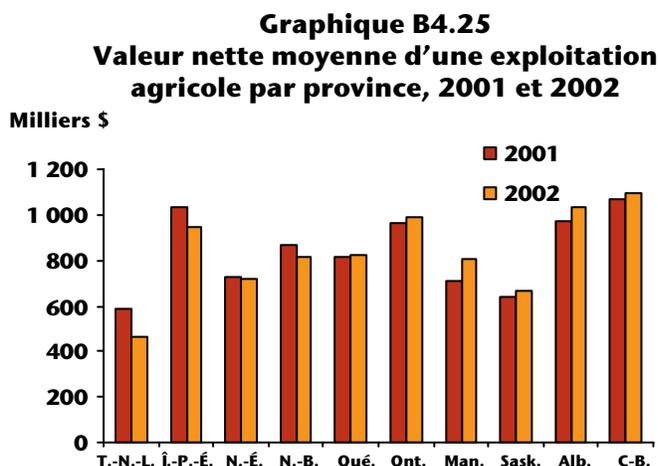
La valeur nette des ménages agricoles est plus élevée que celle des ménages canadiens moyens, et elle augmente au fil du temps

- **La valeur nette moyenne des exploitations agricoles augmente avec le temps.** En 2002, la valeur nette totale d'une exploitation agricole atteignait 882 000 \$, soit 4,5 % de plus qu'en 2001.



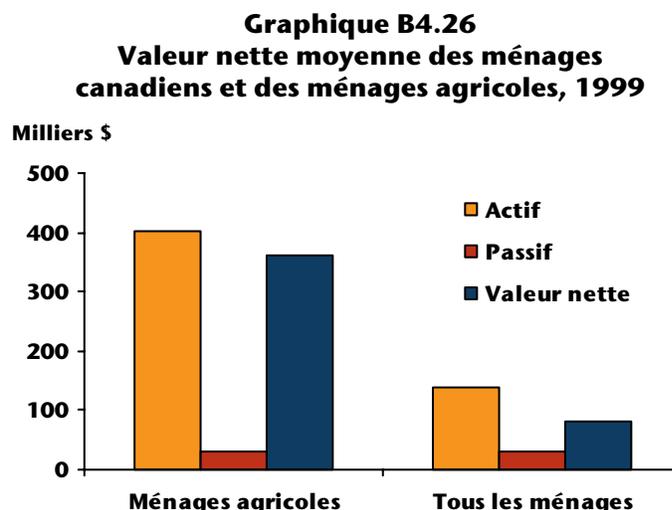
Source : Statistique Canada et AAC.

- Exception faite du Canada atlantique, toutes les provinces ont vu la valeur nette totale moyenne des exploitations agricoles augmenter entre 2001 et 2002.



Source : Statistique Canada et AAC.

- **Les ménages agricoles valent beaucoup plus que la moyenne des ménages canadiens.** Cette situation s'explique par le fait que les familles agricoles réinvestissent une bonne partie de leur revenu dans les actifs agricoles.



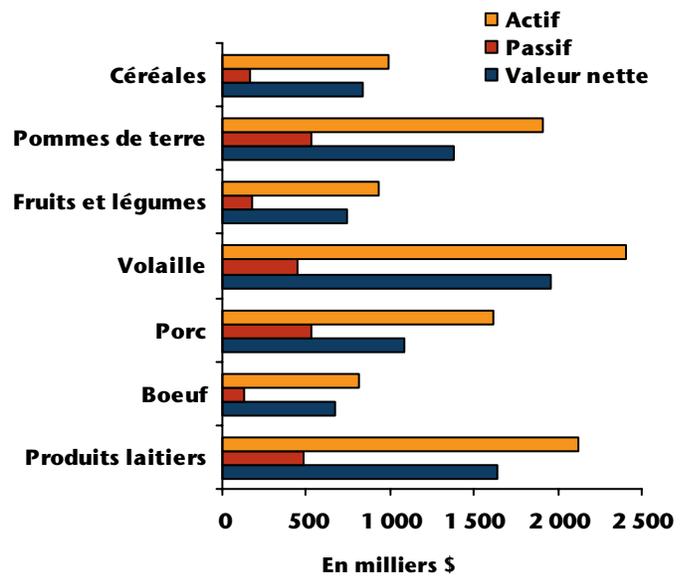
Source : Statistique Canada.

La valeur nette des exploitations varie d'une industrie à l'autre

- **En moyenne, les élevages de volaille et les producteurs de pommes de terre et de produits laitiers enregistrent la valeur nette la plus élevée** (environ 1,6 million de dollars en 2002).

Les exploitations de pommes de terre et porcines sont les plus endettées (environ 530 000 \$ par exploitation), suivies des exploitations avicoles et laitières (environ 460 000 \$ par exploitation).

Graphique B4.27
Moyenne de l'actif, des dettes et de la valeur nette par type d'exploitation, 2002



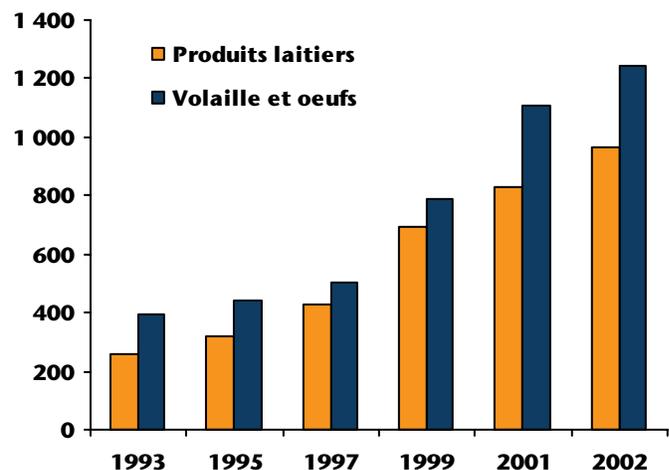
Source : AAC.

- **Les valeurs des contingents dans les industries à offre réglementée ont fortement augmenté ces dernières années.** Elles représentent aujourd'hui une part importante des actifs totaux de ces types d'exploitations.

En 2002, la valeur du contingent de l'exploitation laitière moyenne était d'environ 1 million de dollars, et celle de l'exploitation avicole, d'environ 1,2 million de dollars, ce qui représente 46 % et 52 % de leurs actifs respectifs.

Graphique B4.28
Valeur moyenne des contingents pour les exploitations à offre réglementée, 1993-2002

Valeur moyenne des contingents par exploitation* (en milliers \$)



Source : Statistique Canada et AAC.

Nota : *Valeur marchande.

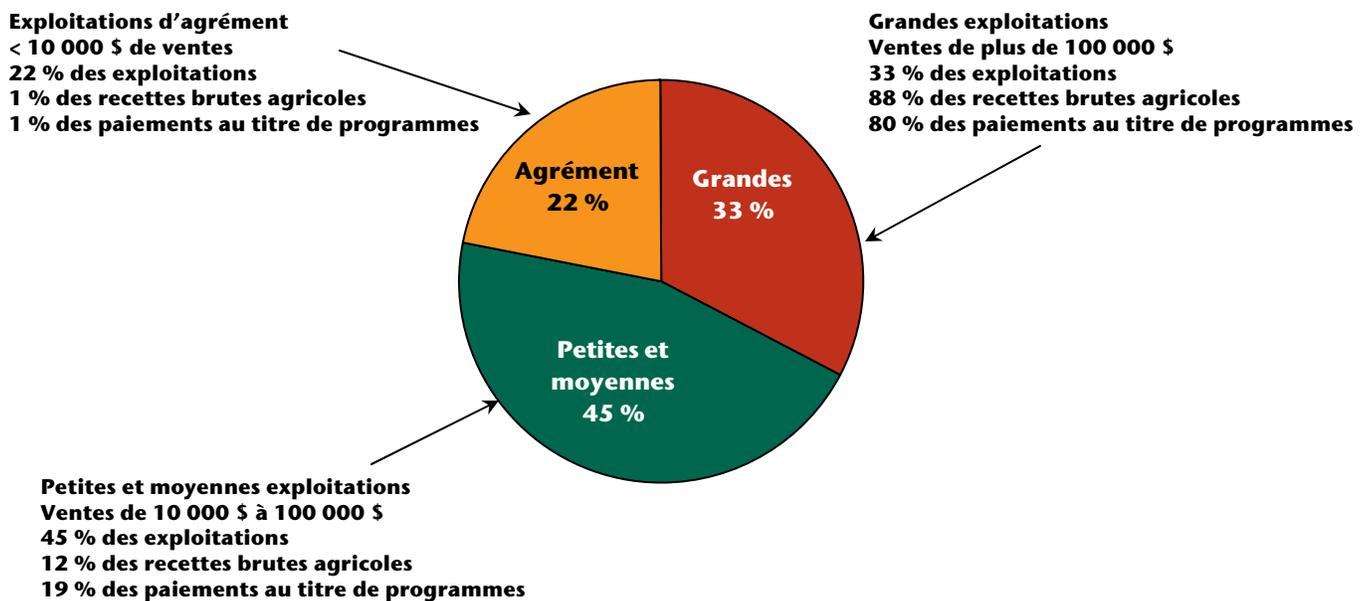
Les grandes exploitations agricoles génèrent la plus grande partie de la production

- **Le tiers seulement des exploitations recensées sont considérées comme grandes, avec des ventes supérieures à 100 000 \$, mais ces exploitations réalisent près de 90 % de la production agricole et perçoivent 80 % des paiements au titre de programmes agricoles.**

Les exploitations petites et moyennes représentent près de la moitié des exploitations au Canada, mais elles génèrent seulement 12 % de la production et perçoivent la quasi totalité des 20 % restants des paiements au titre de programmes.

Les fermes d'agrément représentent le cinquième restant des exploitations. L'exploitation agricole d'agrément est un choix de vie et n'apporte aucune contribution importante au revenu familial. Toutes les exploitations dont les recettes sont inférieures à 10 000 \$ sont considérées comme des fermes d'agrément. On en compte 54 000 au Canada.

Graphique B4.29
Répartition des 247 000 exploitations agricoles canadiennes par revenu brut, 2001



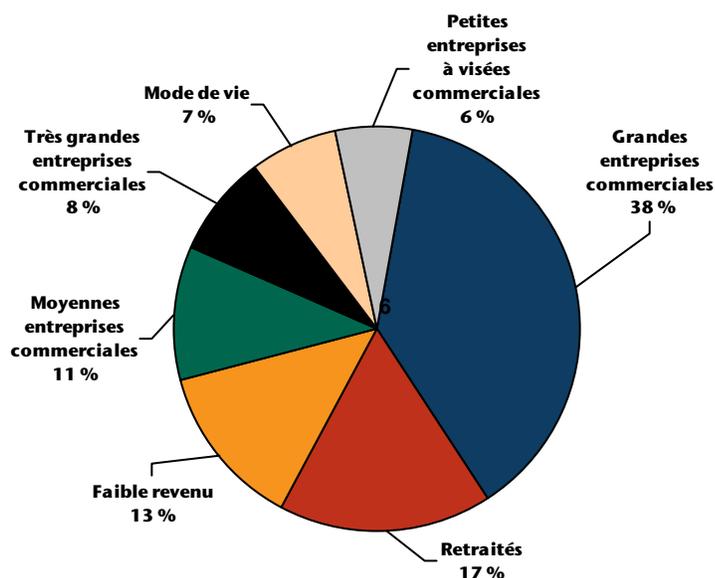
Source : Statistique Canada.

Les exploitants agricoles n'ont pas tous les mêmes motivations

- **Exception faite des exploitations d'agrément, les exploitations agricoles peuvent aussi être classées dans des catégories fondées sur l'âge, la motivation commerciale ou la situation financière de l'exploitant.**

- Le quart des exploitations sont gérées par des retraités ou des personnes en quête d'un mode de vie différent.
- Une autre tranche de 13 % comprend les exploitations qui dégagent un revenu total inférieur à 30 000 \$.
- Toutes les autres exploitations sont des entreprises commerciales et on peut encore une fois les classer en fonction de l'envergure de leurs activités, en allant des petites fermes aux très grandes exploitations.

Graphique B4.30
Répartition des exploitations dont le revenu agricole brut est d'au moins 10 000 \$, par type, 2001



Source : Statistique Canada et AAC.

Nota : Ces données ne tiennent pas compte des exploitations d'agrément.

Types d'exploitations

Retraite - exploitations gérées par une personne âgée de 60 ans et plus

Mode de vie - petites exploitations gérées par des familles dont le revenu non agricole est supérieur à 50 000 \$

Faible revenu - exploitations petites et moyennes gérées par des familles dont le revenu total est inférieur à 30 000 \$

Commerciales - toutes les autres exploitations

Petites - recettes se situant entre 10 000 et 49 999 \$

Moyennes - recettes se situant entre 50 000 et 99 999 \$

Grandes - recettes se situant entre 100 000 et 499 999 \$

Très grandes - recettes de 500 000 \$ et plus

Exploitations non familiales - colonies huttériennes, autres activités commerciales, entreprises non familiales et coopératives

Les résultats des exploitants agricoles sont variables

- **Les résultats financiers varient d'un exploitant à l'autre, même parmi les producteurs ayant une taille d'exploitation et une spécialisation identiques.** Ces différences de résultats sont cohérentes dans le temps.

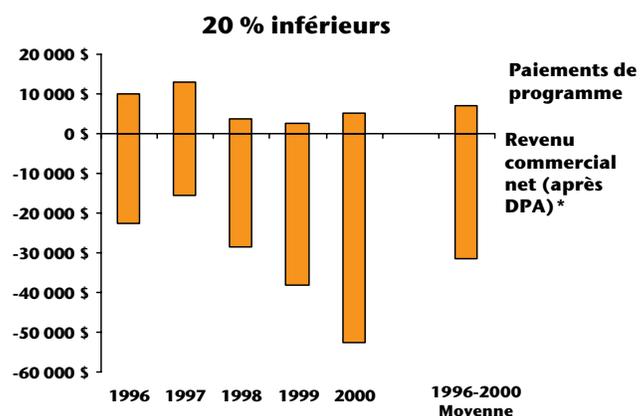
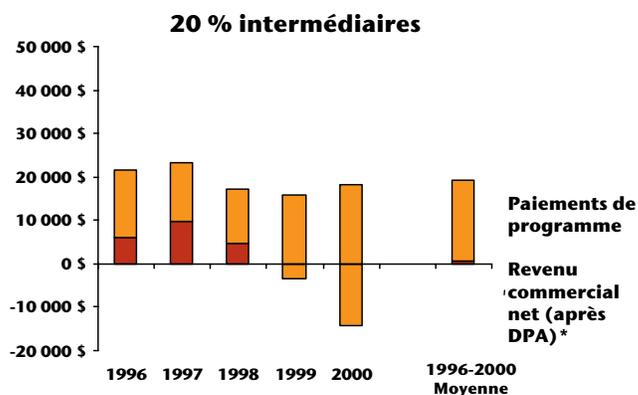
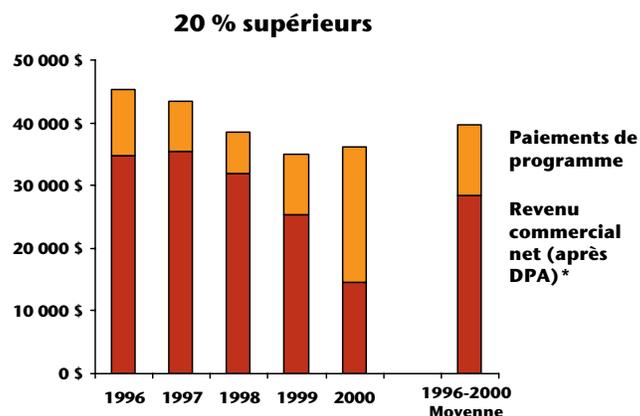
Les tendances sont les suivantes :

Les exploitants qui affichent les meilleurs résultats génèrent toujours des profits, quelles que soient les conditions du marché. Ils tirent la plus grande partie de leur revenu du marché.

Le groupe intermédiaire génère quelquefois des profits, mais, en moyenne, son revenu commercial net est peu élevé.

Les exploitations qui réussissent le moins bien sont toujours déficitaires; les exploitants comptent énormément sur les paiements du gouvernement.

Graphique B4.31
Revenu net des grandes exploitations canadiennes de céréales et d'oléagineux, 1996-2000



Source : Base de données CSRN.

Nota : *DPA – Déduction pour amortissement.

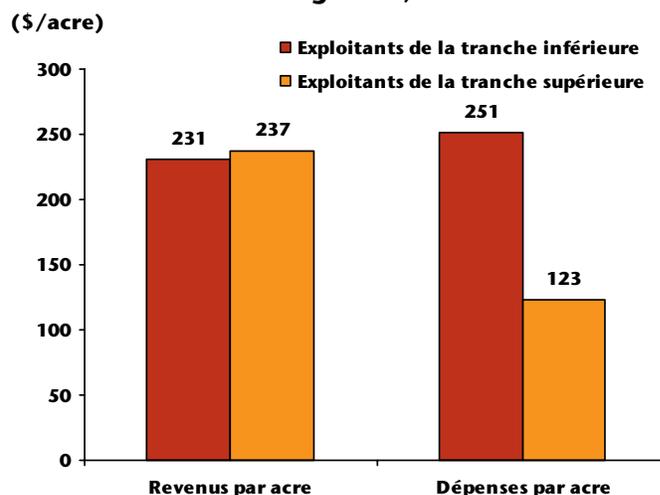
On a classé les exploitations selon leur revenu net moyen des cinq dernières années. Les graphiques visent trois échantillons établis à partir de cette moyenne. On a ensuite recueilli, pour chacune des cinq années, les données relatives aux producteurs de chaque échantillon.

L'efficacité du contrôle des coûts est la principale différence entre les exploitations les plus rentables et les moins rentables

- Les exploitants qui réussissent le mieux exercent un contrôle plus efficace des dépenses principales que ceux qui réussissent moins bien.

Il existe une différence marquée entre les exploitants qui réussissent le mieux et ceux qui réussissent le moins bien au chapitre des dépenses par acre, même si les recettes par acre sont semblables.

Graphique B4.32
Revenus et dépenses des grandes exploitations commerciales de céréales et d'oléagineux, 1999

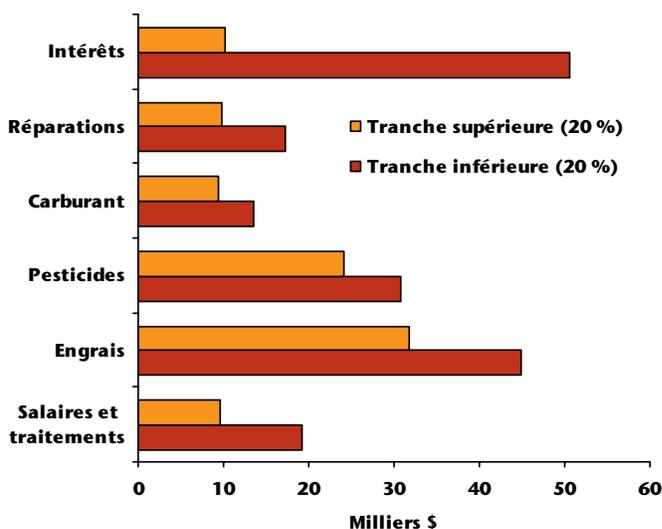


Source : Base de données CSRN et AAC.

Nota : Exploitants qui constituent respectivement la tranche de 20 % supérieure et inférieure.

- Par exemple, dans les grandes exploitations de céréales et d'oléagineux du Manitoba, les exploitants qui réussissent le mieux paient moins d'intérêts et dépensent moins pour les intrants, comme les engrais, les pesticides et le carburant.

Graphique B4.33
Dépenses moyennes de certaines grandes exploitations de céréales et d'oléagineux du Manitoba, 1996-2000



Source : Base de données CSRN et AAC.

Nota : Exploitants qui constituent respectivement la tranche de 20 % supérieure et inférieure.

Les petites exploitations peuvent être aussi rentables que les grandes

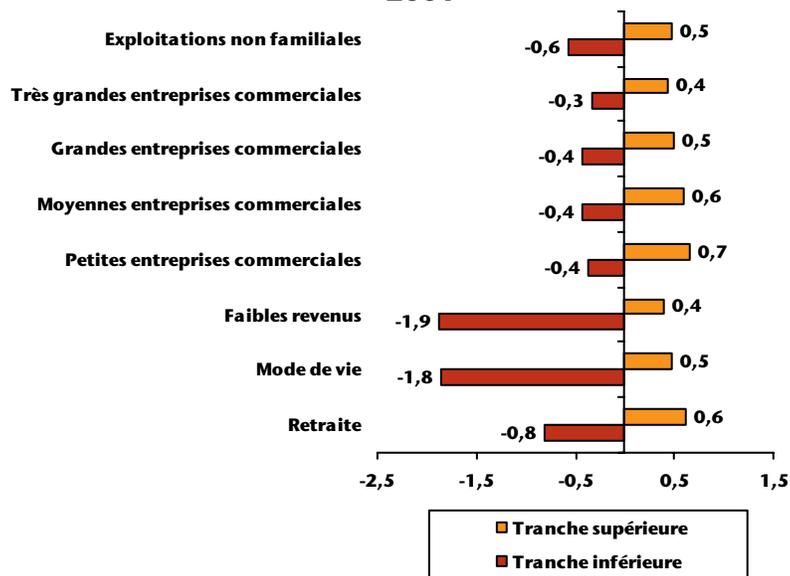
- **Les résultats financiers dépendent d'une combinaison de facteurs, et ces facteurs diffèrent selon la situation particulière de l'exploitation.**

Les facteurs de rendement comprennent les bonnes pratiques de gestion et de production, le contrôle des coûts, la stratégie de commercialisation et l'ouverture à l'apprentissage permanent.

La taille de l'exploitation n'est pas un frein à la rentabilité financière.

Les exploitants qui réussissent le mieux dans une petite exploitation peuvent obtenir un ratio de marge brute comparable à celui des exploitants qui réussissent le mieux dans les grandes exploitations.

Graphique B4.34
Ratios de marge bénéficiaire brute réalisés par les exploitants de la tranche supérieure et de la tranche inférieure, par type d'exploitation, 2001



Source : Statistique Canada et AAC.

- Nota :
- 1) Le ratio de marge bénéficiaire brute exprime le rapport entre la marge brute de l'exploitation et ses recettes commerciales.
 - 2) Les exploitants les plus et les moins performants constituent respectivement la tranche de 20 % supérieure et inférieure.

Fournisseurs d'intrants et de services agricoles

B5

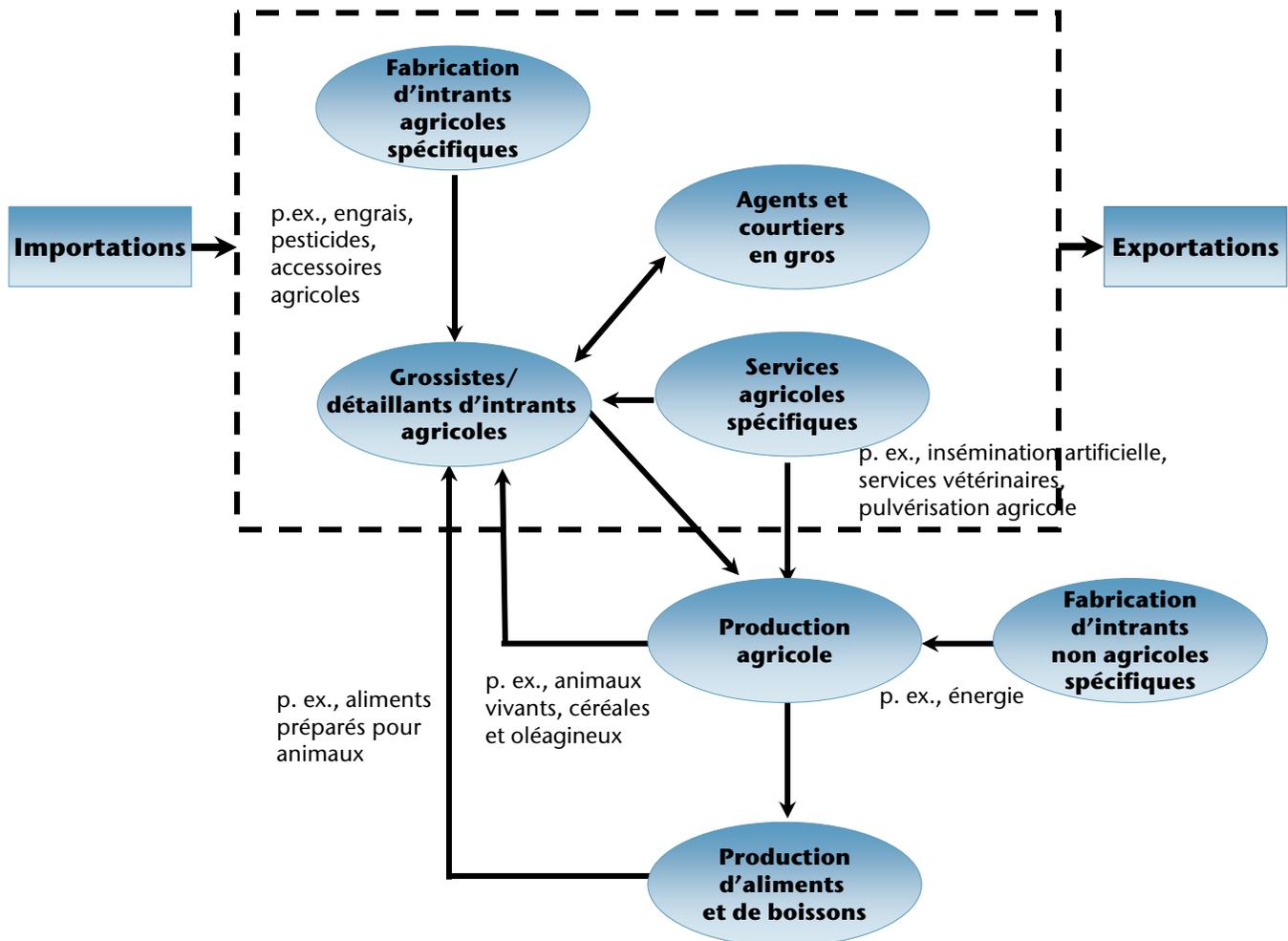


Les fournisseurs d'intrants constituent une chaîne de valeur complète

- Les fournisseurs d'intrants et de services agricoles spécifiques forment une chaîne de valeur complète dans le système agricole et agroalimentaire qui englobe les activités de fabrication, les services et la vente au détail et en gros.** Ils approvisionnent et soutiennent l'agriculture primaire et font également office d'acheteurs pour les industries en aval (p. ex., aliments préparés pour animaux achetés aux moulins à grains et à oléagineux, ou veaux d'engraissement achetés aux élevages de vaches allaitantes).

Les fournisseurs d'intrants et de services agricoles sont hétérogènes, allant d'entreprises multinationales qui fabriquent des machines et des instruments agricoles aux petites entreprises locales qui vendent de la pâture et des pesticides, et de courtiers internationaux en produits aux petits fournisseurs qui travaillent à l'unité.

Graphique B5.1 Chaîne de valeur des fournisseurs d'intrants et de services agricoles spécifiques

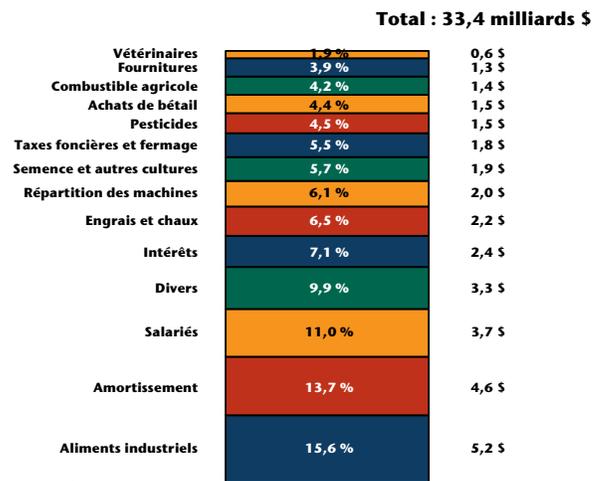


Les coûts des intrants augmentent, ce qui traduit la forte demande d'intrants et les améliorations considérables de leur qualité

- En 2002, les producteurs agricoles ont consacré près de 29 milliards de dollars aux dépenses d'exploitation après remises, et ils ont engagé des dépenses d'amortissement de 4,6 milliards de dollars.

Le premier poste de dépenses concerne les aliments industriels (5,2 milliards de dollars), suivi des salariés (3,7 milliards de dollars).

Graphique B5.2
Dépenses des exploitations agricoles, 2002

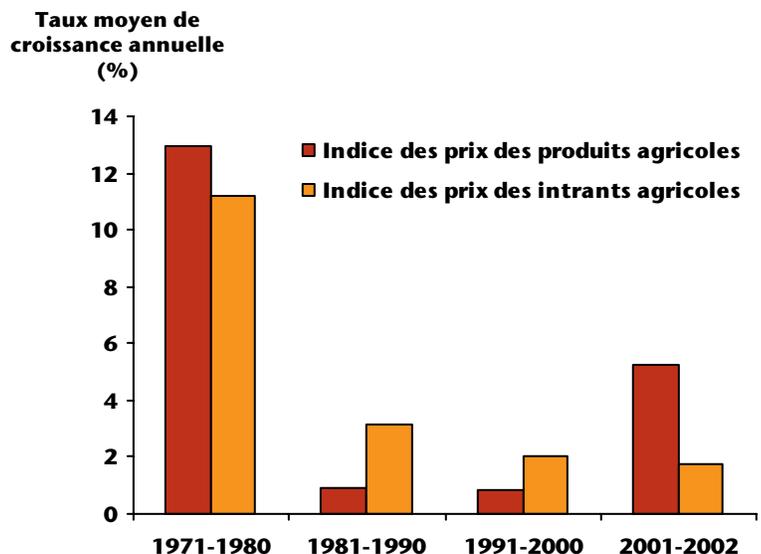


Source : Statistique Canada.

- L'augmentation des quantités d'intrants vendues explique davantage (environ 55 %) les augmentations des dépenses agricoles que les hausses des prix des intrants. De fait, la hausse des prix reflète surtout la forte demande d'intrants.

Les nouvelles technologies (qui supposent un usage intensif des intrants), l'amélioration de la qualité des intrants et les gains de productivité des extrants ont tous contribué à cette demande élevée.

Graphique B5.3
Prix des intrants agricoles et prix des produits agricoles, 1971-2002



Source : Statistique Canada.

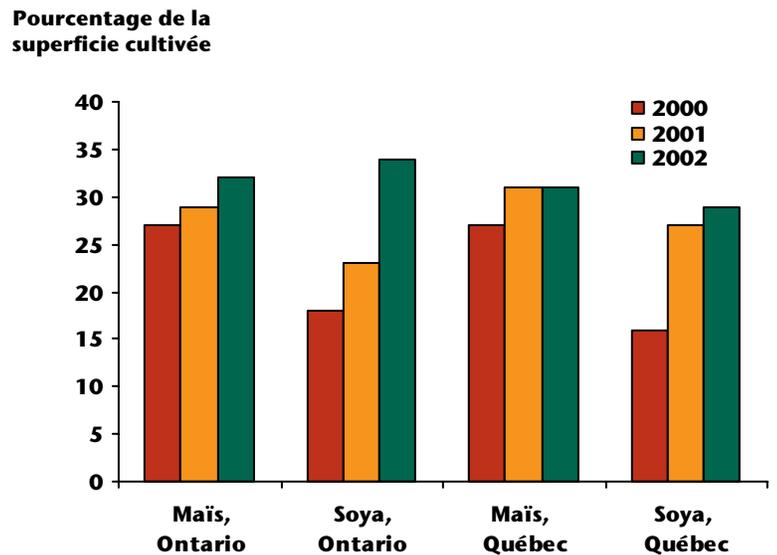
La diversité des pratiques agricoles génère une demande pour différents types d'intrants

- De plus en plus de producteurs agricoles différencient leurs produits en adoptant des pratiques différentes, ce qui génère une demande pour différents types d'intrants.

Par exemple, les semences génétiquement modifiées (GM), avec leurs propriétés de résistance aux ravageurs et de destruction des mauvaises herbes, gagnent du terrain.

En 2002, environ 30 % de la superficie totale plantée de maïs et de soja en Ontario et au Québec était constituée de cultures GM.

Graphique B5.4
Superficie plantée en cultures GM en Ontario et au Québec, 2000-2002



Source : Hategekimana et Beaulieu (2002).

- On observe en même temps une augmentation de la demande de semences biologiques pour combler le marché des produits biologiques.

Au cours des six dernières années, le nombre de producteurs biologiques certifiés a augmenté d'environ 70 %, et la superficie des terres affectées à la production biologique a presque triplé.

Graphique B5.5
Nombre de producteurs biologiques certifiés, 1997-2002

	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Nombre de producteurs certifiés	1 830	1 939	2 321	3 108	3 236	3 120
Nombre d'exploitations en transition	179	229	304	312	>277	>390
Nombre d'acres en production biologique	s.o.	>404 850	>455 800	>839 250	>1 064 000	±1 181 921

Source : Canadian Organic Growers, cité dans *Eco-Farm and Garden Magazine*, différents numéros.

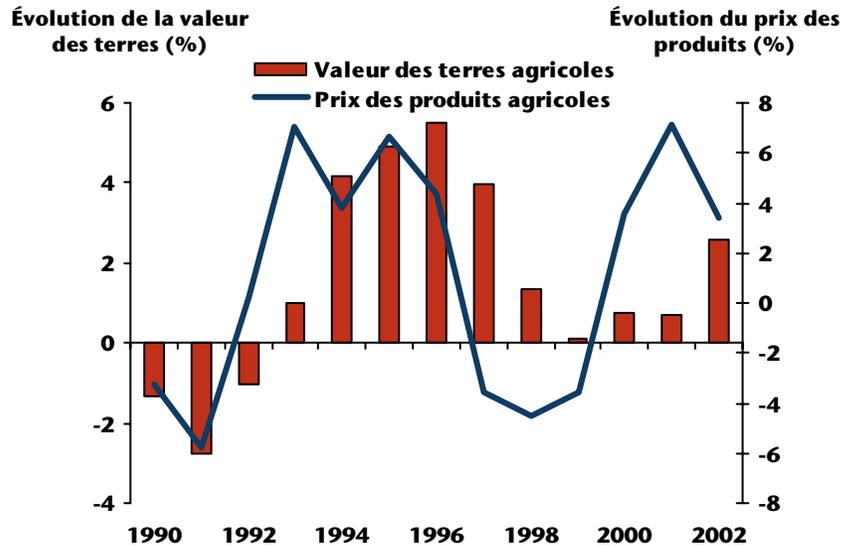
La valeur des terres agricoles reflète l'évolution du prix des denrées

- **L'un des principaux éléments déterminants de la valeur des terres agricoles est la santé générale de l'agriculture.**

Comme la terre est un intrant fixe, les prix des produits et les paiements des programmes publics ont tendance à déterminer la valeur.

D'autres facteurs influent sur la valeur des terres agricoles, notamment la qualité de la terre proprement dite, son éloignement des grands centres urbains et la situation économique générale.

Graphique B5.6
Valeur des terres agricoles et prix des produits agricoles au Canada, 1990-2002



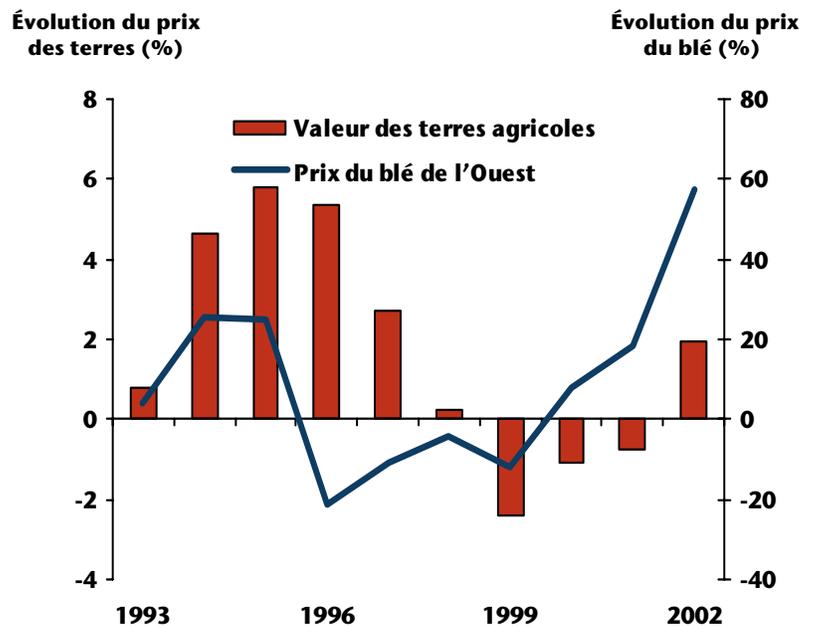
Source : Financement agricole Canada et Statistique Canada.

- **Par exemple, le prix des terres en Saskatchewan suit en général, avec un léger retard, l'évolution du prix du blé.**

La hausse du prix du blé observée depuis 2000 a permis d'éviter la chute du prix des terres et a probablement contribué à son augmentation, en 2002.

Le rétablissement du prix des terres, en Saskatchewan, s'est fait avec un léger retard par rapport au reste du Canada; cela est en partie attribuable à la sécheresse.

Graphique B5.7
Valeur des terres agricoles en Saskatchewan et prix du blé de l'Ouest, 1993-2002



Source : Financement agricole Canada et la Commission canadienne du blé.

Les producteurs achètent une partie importante de leurs intrants auprès de coopératives

- **La part de marché pour les carburants agricoles, engrais et produits chimiques vendus par les coopératives a augmenté depuis 1986**, essentiellement du fait de l'extension des activités dans l'Ouest canadien.

Durant la même période, la part de marché pour la pâture vendue par les coopératives a constamment régressé, à cause du ralentissement de la croissance des ventes des coopératives par rapport à celles de l'industrie. Les semences vendues par les coopératives ont également perdu des parts de marché du fait du recul des ventes dans l'Ouest canadien.

Graphique B5.8
Parts de marché des fournitures agricoles détenues par les coopératives, 1986-2001

	1986	1991	1996	2001
	% du total des dépenses agricoles			
Engrais et produits chimiques	31	36	35	41
Combustible agricole	22	29	27	32
Semences	23	17	17	8
Aliments	26	25	17	15

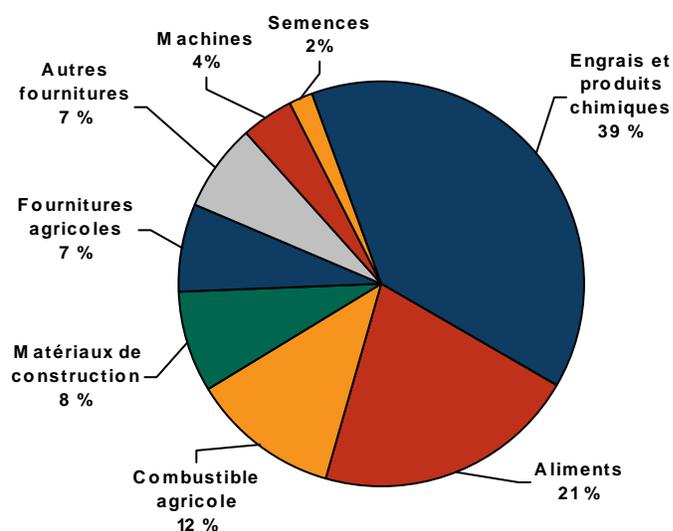
Source : Secrétariat aux coopératives et Statistique Canada.

- **En 2001, les coopératives ont vendu pour 5,5 milliards de dollars de fournitures.**

Les coopératives vendent une large gamme de produits : des engrais et des substances chimiques, de la pâture, des machines et des fournitures agricoles (abreuvoirs et brouettes) et non agricoles (semences pour jardins privés et vêtements de jardin).

Les coopératives de fournitures agricoles sont des entreprises appartenant à des exploitants agricoles qui s'efforcent de fournir aux agriculteurs des produits de grande qualité à prix abordable. Les surplus générés par ces coopératives sont redistribués aux membres, augmentant ainsi le revenu agricole.

Graphique B5.9
Ventes des coopératives, 2001



Source : Secrétariat aux coopératives.

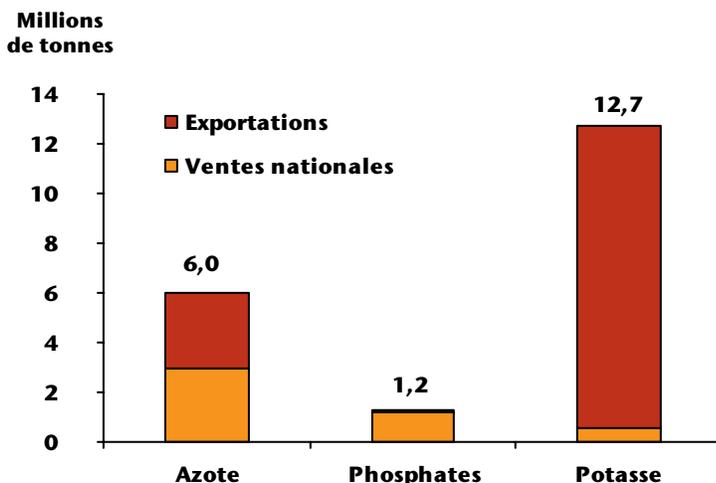
Le Canada est un important producteur d'engrais

- **Le Canada produit environ 30 % de la potasse mondiale et possède l'essentiel des réserves mondiales.**

La production d'engrais se concentre en Alberta (azote et phosphate) et en Saskatchewan (potasse et azote). La seule mine de phosphate du Canada se trouve dans le nord de l'Ontario, mais le phosphate est transformé en Alberta.

Le Canada exporte environ 95 % de sa production de potasse et environ la moitié de ses produits azotés. Les exportations d'engrais sont évaluées à quelque 3,5 milliards de dollars.

Graphique B5.10
Ventes et exportations d'engrais, 2002

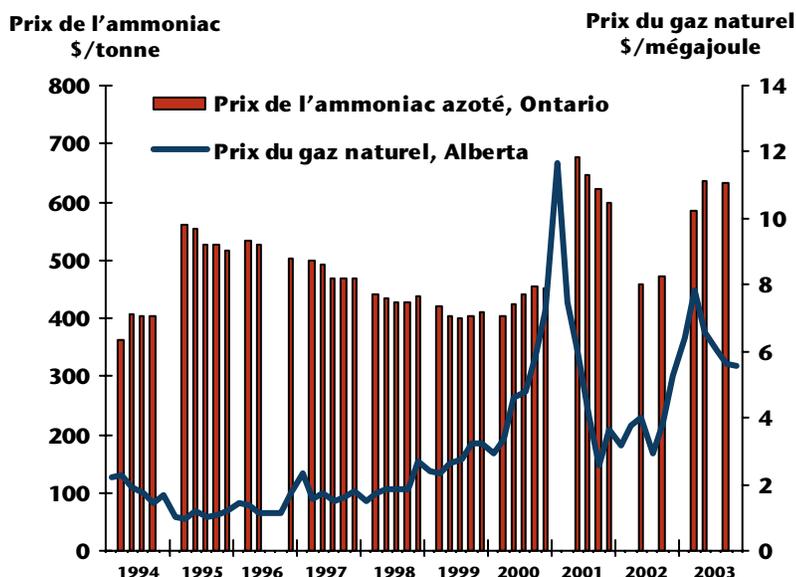


Source : Institut canadien des engrais.

- **Depuis quelques années, le coût des engrais azotés suit celui du gaz naturel.** C'est que le gaz naturel est le principal intrant de la production d'ammoniac et que l'ammoniac, à son tour, est l'élément de base de la fabrication des engrais azotés.

Toutefois, cette relation étroite n'a pas toujours existé. Au milieu des années 1990, la demande soutenue d'engrais, conjuguée à l'utilisation de la quasi-totalité des capacités de production, a maintenu les prix des engrais à un niveau élevé, alors que les prix du gaz naturel étaient bas.

Graphique B5.11
Prix de l'ammoniac azoté et du gaz naturel, 1994-2003, bimestriels



Source : Ressources naturelles Canada et Collège de Ridgeway, Université de Guelph (Ontario).

Section C

***Le gouvernement
et le système agricole
et agroalimentaire***



Le gouvernement a soutenu le secteur agroalimentaire par divers moyens au cours des dix dernières années

- On évalue à **6,7 milliards de dollars les dépenses publiques totales dans ce secteur pendant l'exercice 2002-2003**, ce qui équivaut au niveau record enregistré au début des années 1990. Ce soutien équivaut à peu près à 46 % du PIB agricole.

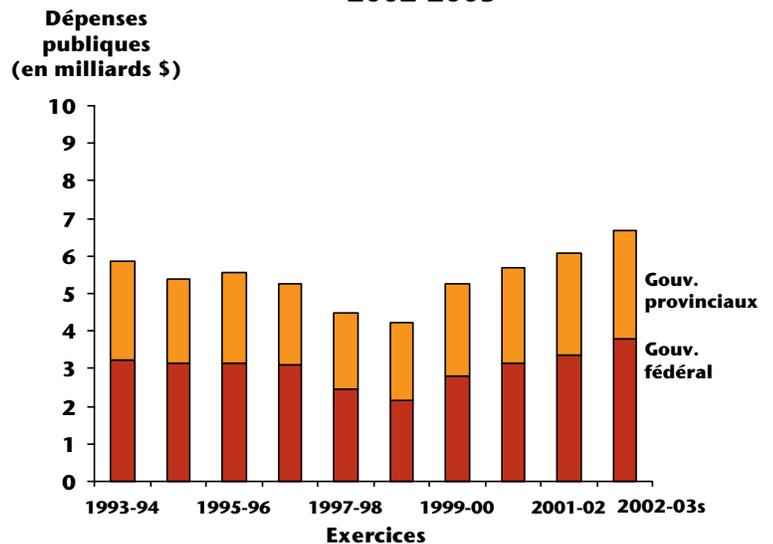
Le soutien total du secteur agroalimentaire a diminué au début des années 1990, par suite de réductions budgétaires et de l'augmentation des prix des denrées agricoles. Le soutien augmente depuis l'exercice 1998-1999.

En 2003-2004, le soutien versé reflétera les nouveaux programmes, par exemple, le programme de redressement à la suite de l'ESB (520 millions de dollars) et le programme des animaux de réforme (120 millions de dollars).

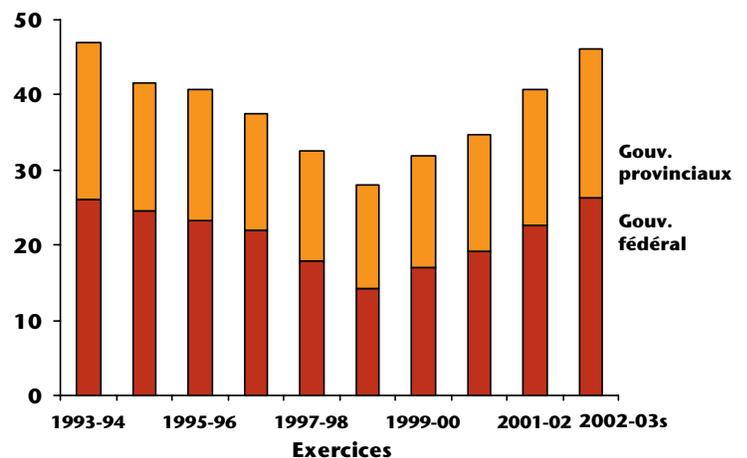
Le soutien vise les dépenses consacrées à la recherche et à l'inspection, à l'administration générale et à la gestion, à la politique, aux services d'information et de statistiques et aux paiements au titre de programmes.

L'exercice du gouvernement commence le 1^{er} avril et se termine le 31 mars.

Graphique C1.1
Dépenses publiques pour le soutien du secteur agroalimentaire, 1993-1994 à 2002-2003



Pourcentage du PIB agricole



Source : AAC.

Nota : Les chiffres de 2002-2003 sont des prévisions.

Le soutien public varie d'une province à une autre

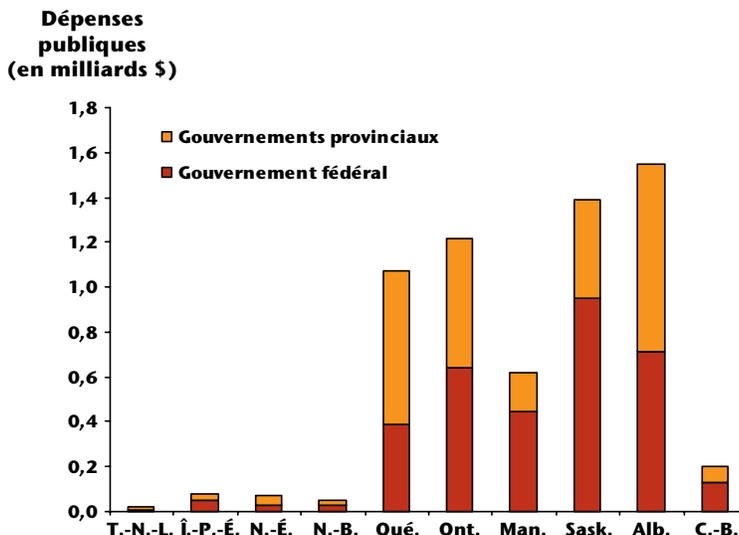
- **Pendant l'exercice 2002–2003, les quatre provinces dont le PIB agricole est le plus élevé – Alberta, Saskatchewan, Ontario et Québec – ont reçu plus de 1 milliard de dollars chacune en soutien gouvernemental.**

L'agriculture est une compétence commune du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux, qui consacrent des ressources considérables pour soutenir le secteur. Ces deux paliers de gouvernement se sont entendus sur la répartition du financement des programmes de gestion du risque. Toutefois, la part respective du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux varie d'une province à une autre en raison des différents programmes offerts par les provinces et des autres types de soutien.

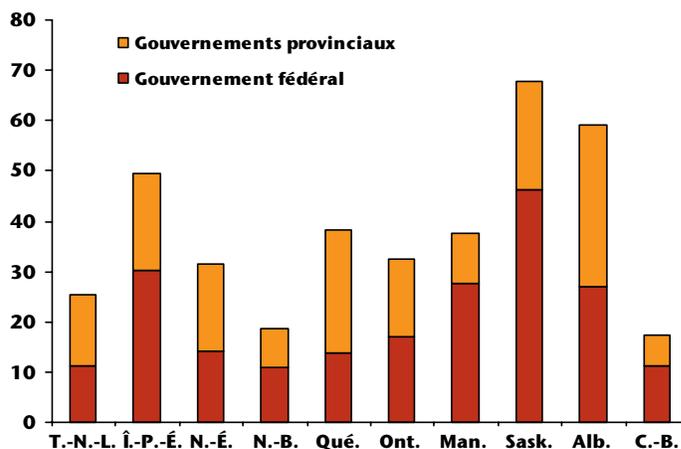
En 2002, le gouvernement fédéral a fourni l'essentiel du soutien public total dans six provinces (Colombie-Britannique, Saskatchewan, Manitoba, Ontario, Nouveau-Brunswick et Île-du-Prince-Édouard).

- **Si on exprime le soutien gouvernemental en fonction du PIB agricole, on observe beaucoup moins d'écart entre les provinces.** Dans cette optique, on peut dire que les exploitants agricoles de l'Alberta, de la Saskatchewan, du Québec et de l'Île-du-Prince-Édouard sont ceux qui reçoivent le plus de soutien gouvernemental.

Graphique C1.2
Dépenses publiques pour soutenir le secteur agroalimentaire, par province, 2002-2003



Pourcentage du PIB agricole



Source : AAC.

Nota : Les chiffres de 2002-2003 sont des prévisions.

Les paiements au titre de programmes constituent une partie importante de l'aide publique

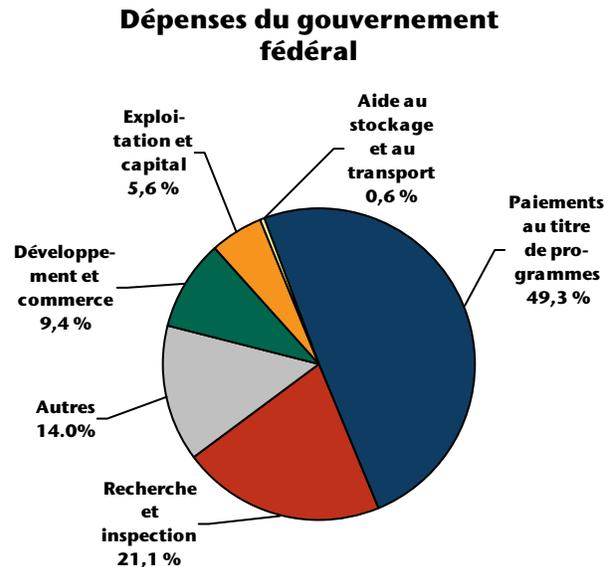
- Les paiements au titre de programmes constituent une partie importante de l'aide publique fédérale (49 %) et provinciale (46 %) totale, et ils étaient estimés à 3,2 milliards de dollars en 2002-2003.

Ils englobent des programmes de soutien et de stabilisation du revenu, des programmes spéciaux et de réduction des coûts, des programmes d'assurance-récolte et des programmes d'aide financière.

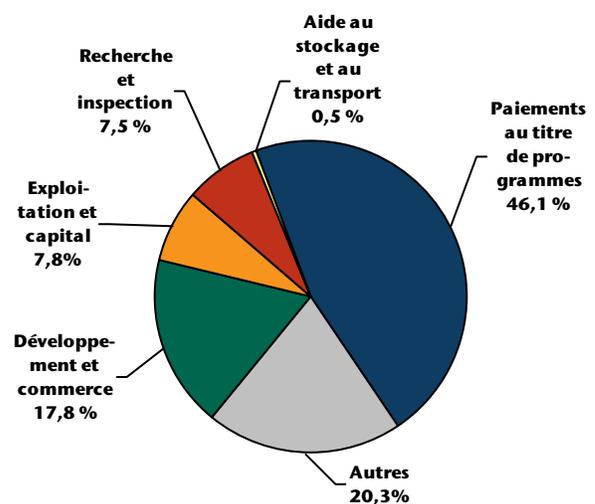
Les activités de recherche et d'inspection constituent le deuxième poste de dépenses publiques et représentent respectivement 21 % et 8 % des dépenses fédérales et provinciales pour soutenir le secteur agroalimentaire.

En moyenne, les gouvernements provinciaux ont accru la part de leurs dépenses budgétaires consacrées aux programmes en faveur du développement, du commerce et de l'environnement de plus de 50 % en 2002-2003, par rapport à 2001-2002.

Graphique C1.3
Dépenses publiques pour soutenir le secteur agroalimentaire, par grande catégorie, 2002-2003



Dépenses des gouvernements provinciaux



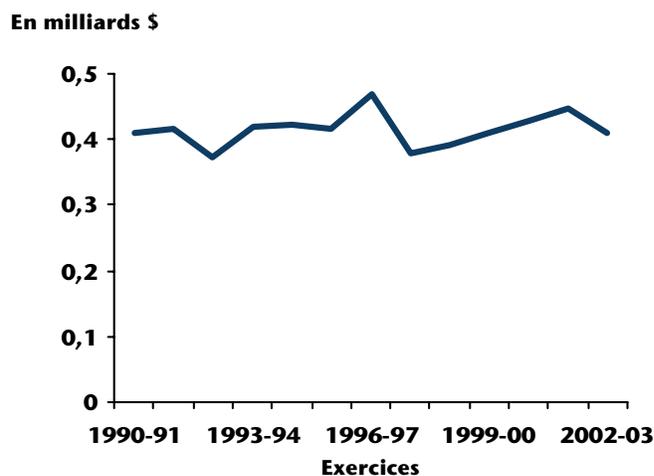
Source : AAC.

Nota : Les chiffres de 2002-2003 sont des prévisions.

Les dépenses consacrées par le Canada à la recherche sur l'agriculture sont inférieures à celles des États-Unis

- **Les dépenses publiques totales consacrées à la recherche sur l'agriculture sont restées relativement stables ces dix dernières années;** elles s'établissent à environ 400 millions de dollars par année.

Graphique C1.4
Dépenses publiques consacrées à la recherche sur l'agriculture, 1990-1991 à 2002-2003



Source : AAC.

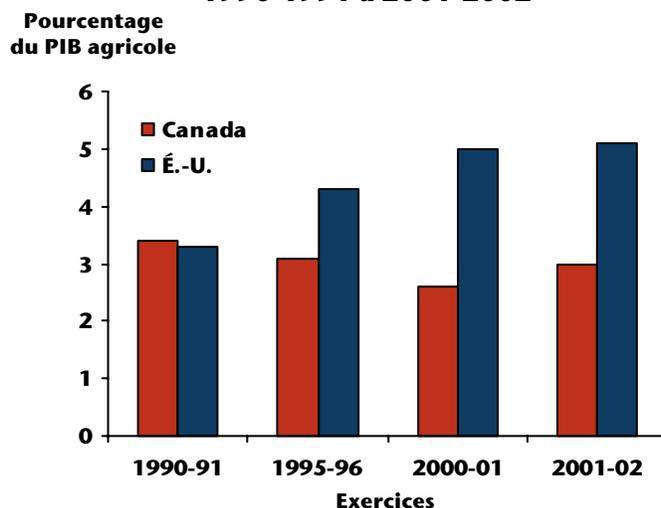
Nota : Les chiffres de 2002 sont des prévisions.

- **La proportion du PIB agricole que représentent les dépenses de recherche est plus petite aujourd'hui que dans les années 1990** (3 % par rapport à 3,4 %).

C'est le contraire qui se passe aux États-Unis : la proportion du PIB agricole augmente; elle s'établit maintenant à environ 5 %.

Au Canada, le gouvernement fédéral finance une bonne partie de la recherche, même s'il accorde des subventions et des contributions au secteur privé pour mener des recherches (voir le graphique A5.5). Aux États-Unis, ce sont les entreprises privées et les universités à vocation agricole qui mènent la plus grande partie des recherches financées par le gouvernement.

Graphique C1.5
Dépenses publiques consacrées à la recherche sur l'agriculture, au Canada et aux États-Unis, 1990-1991 à 2001-2002



Source : Statistique Canada, AAC, département de l'Agriculture des États-Unis, département du Commerce des États-Unis.

Nota : Aux États-Unis, l'exercice commence le 1^{er} octobre et se termine le 30 septembre; au Canada, il commence le 1^{er} avril et se termine le 31 mars.

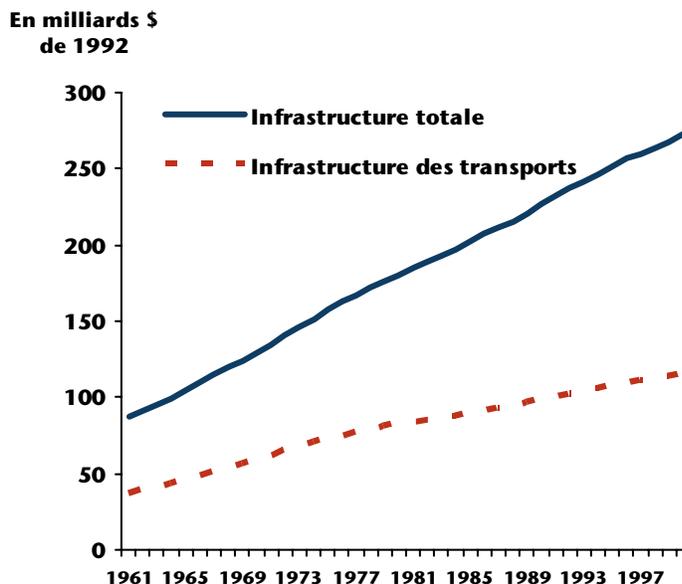
Les investissements dans l'infrastructure publique ont eu un effet bénéfique sur la croissance de la productivité dans le domaine de la transformation alimentaire

- **Le volume total de l'infrastructure publique* augmente chaque année depuis 1961; la croissance a cependant ralenti au fil du temps.** Le taux de croissance annuel est passé d'environ 5 % dans les années 1960 à environ 2 % dans les années 1980, et il n'a pour ainsi dire pas évolué depuis ce temps.

Le déclin du taux de croissance de l'infrastructure des transports** a été plus rapide, ce qui reflète l'expansion moindre des systèmes routiers.

Les recherches révèlent que les investissements dans les infrastructures publiques ont eu un effet bénéfique important sur la croissance de la productivité du secteur de la transformation alimentaire en permettant l'amélioration de l'efficacité de la production et de la distribution¹⁷. Par exemple, la pose d'un nouveau revêtement sur les routes pourrait permettre aux entreprises de transformation d'utiliser leur capital de façon plus efficace, de faire d'autres choix en matière de technologie ou d'intrants et de distribuer leurs produits aux consommateurs à un coût moindre.

Graphique C1.6
Infrastructure publique au Canada, 1961-2000



Source : Bernstein et Cahill, à paraître en 2004.

*** Par infrastructure publique, on entend l'ensemble du capital physique appartenant aux gouvernements provinciaux ou fédéral ou aux administrations municipales du Canada. L'infrastructure comprend des édifices (écoles, bibliothèques, bureaux de poste, etc.), les ouvrages de génie civil (routes, canalisations, etc.) et des machines (véhicules pour l'enlèvement de la neige, ambulances, etc.).**

**** L'infrastructure des transports est une sous-catégorie des ouvrages de génie civil. Elle comprend les autoroutes, les routes, les rues, les pistes, les chemins de fer, les ponts et les tunnels.**

Le soutien public au secteur agroalimentaire prend aussi la forme de remboursements de taxes, d'exemptions fiscales et de diminutions des taux d'imposition

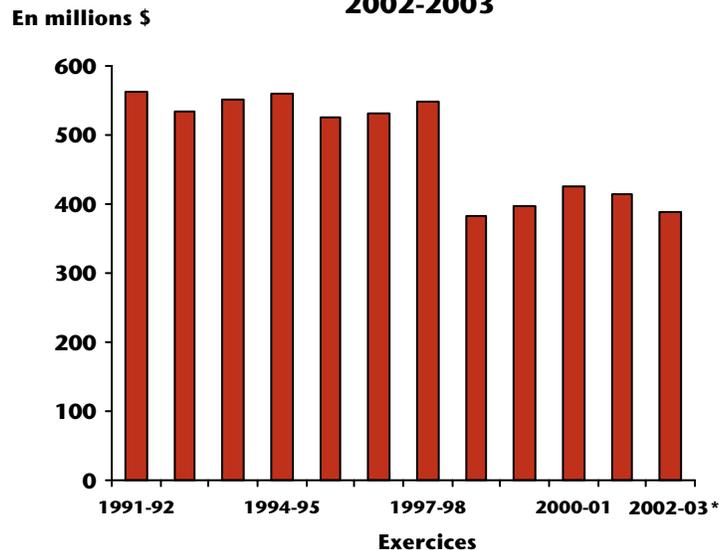
- **Les revenus fiscaux auxquels renonce le gouvernement équivalent à une importante source de soutien public pour le secteur agroalimentaire.**

Pendant l'exercice 2002-2003, les exemptions fiscales et les remboursements de taxes accordés au secteur de l'agriculture primaire ont atteint un montant d'environ 389 millions de dollars. Ce montant n'inclut pas les remboursements des taxes sur les ventes et des impôts sur le revenu.

- **Le taux d'imposition des sociétés du secteur manufacturier est passé de 52 % au début des années 1960 à environ 36 % en 1997.**

Le taux d'imposition des sociétés correspond au taux d'imposition sur le revenu des sociétés du gouvernement fédéral, y compris les surtaxes, moins le taux d'abattement fédéral et le crédit fédéral applicable aux profits au titre de la fabrication et de la transformation, plus la moyenne pondérée du taux d'imposition provincial sur le revenu des sociétés.

Graphique C1.7
Remboursements de taxes et exemptions fiscales visant l'agriculture primaire, 1991-1992 à 2002-2003

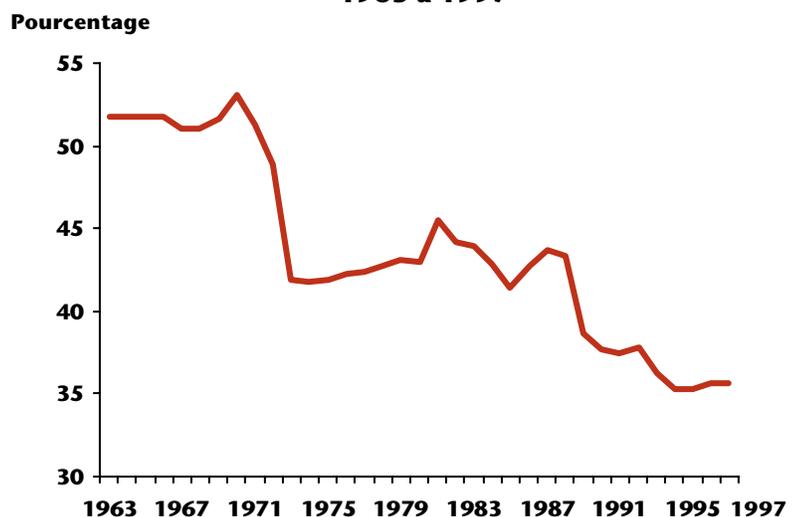


Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Nota : Y compris la ristourne et les exemptions de taxe sur le carburant et la réduction d'impôt foncier, exception faite des remboursements de taxe sur les ventes et d'impôt sur le revenu.

* Les chiffres de 2002 sont des prévisions.

Graphique C1.8
Taux d'imposition sur le revenu des sociétés du Canada, production et transformation, 1963 à 1997

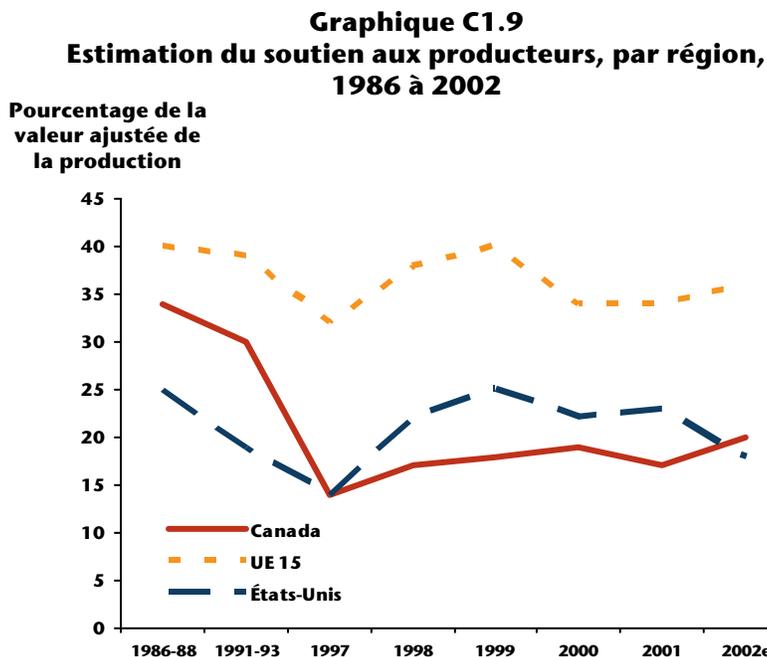


Source : Bernstein et Cahill, à paraître en 2004.

Les producteurs canadiens reçoivent un soutien aussi important que ceux des États-Unis, mais son effet est moins perturbateur

- Dans le secteur de l'agriculture primaire, les producteurs canadiens sont devenus moins dépendants du soutien public, tel que mesuré par l'indice ESP (estimation du soutien aux producteurs).

En 2002, l'ESP du Canada était de 20 % de la valeur ajustée de la production, contre 36 % pour l'UE 15 et 18 % pour les États-Unis.



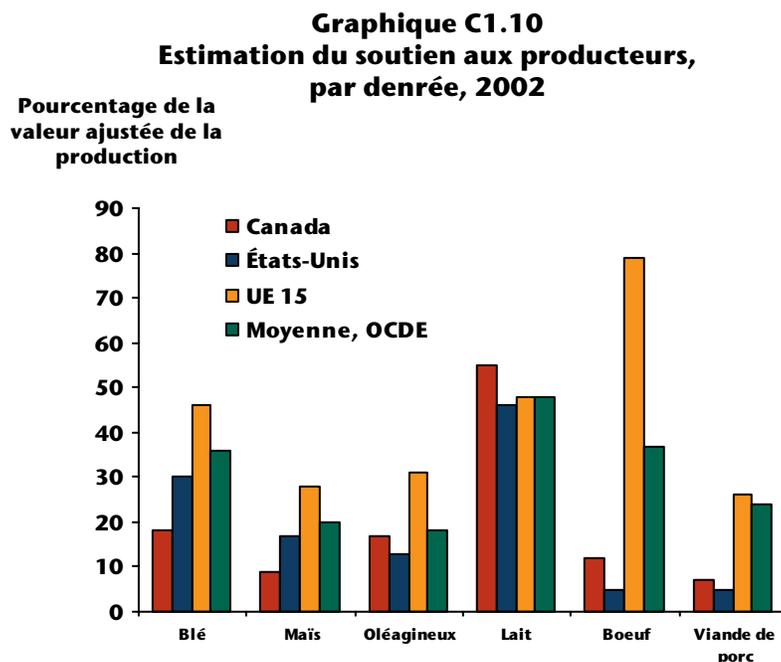
Source : Estimations de l'OCDE et d'AAC.

- Le niveau de soutien varie d'une denrée à l'autre au sein d'un pays.

Le soutien accordé par l'Europe pour les céréales, les oléagineux et la viande rouge est beaucoup plus élevé qu'au Canada. Les États-Unis soutiennent également beaucoup plus les producteurs céréaliers que le Canada.

Exception faite des denrées à offre réglementée, les programmes canadiens sont en général beaucoup moins perturbateurs que les programmes de soutien des États-Unis et des pays de l'Europe.

L'approche « agro-globale » du Canada permet de répartir le soutien de façon plus équitable entre les denrées.



Source : Estimations de l'OCDE et d'AAC.

Sources des données



Sources des données

Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC) www.agr.gc.ca

Bases de données

- Base de données du compte de stabilisation du revenu net (CSRN).

Publications et documents

- Secrétariat aux coopératives, [Secrétariat aux coopératives -- Publications](#), Publications générales : [LES COOPÉRATIVES AU CANADA \(Données de 2001\)](#) et [LES COOPÉRATIVES AU CANADA \(Données de 2000\)](#).
- [Publications de la Politique sur le revenu agricole et l'adaptation](#), Typologie. « [Caractéristiques du secteur agricole diversifié du Canada](#) », janvier 2002.
- [Publications de la Politique sur le revenu agricole et l'adaptation](#), Données sur le revenu agricole, Revenu agricole, situation financière et aide gouvernementale, Recueil de données, divers numéros.
- [Publications de la Politique sur le revenu agricole et l'adaptation](#), Intrants agricoles et questions gouvernementales, [Consommation, livraison et commerce des engrais au Canada](#).
- Bernstein et Cahill, à paraître en 2004.

Agriculture et Agroalimentaire Canada et Statistique Canada

- [Publications de la Politique sur le revenu agricole et l'adaptation](#), Enquête financière sur les exploitations agricoles, ou Statistique Canada, [Produits et services](#), n° de catalogue 21-F0008-XIB.
- [Publications de la Politique sur le revenu agricole et l'adaptation](#), Données sur le déclarant (et les familles agricoles).
- Harper, D. et R. Burroughs, « [Analyse de la rentabilité dans le secteur de la transformation des aliments au Canada](#) », Rapport de recherche, 2003, n° de catalogue 21-601-MIF, n° 059.
- Smith, D. et M. Trant, « [Le rendement du marché dans le secteur de l'alimentation au détail de la chaîne agroalimentaire](#) », Rapport de recherche, 2003, n° de catalogue 21-601-MIF, n° 056.

Agence canadienne de classement du bœuf, www.telusplanet.net/public/cbga

Institut canadien des engrais, www.cfi.ca

- Établissement des prix des engrais au Canada.

Canadian Grocer Magazine, www.bizlink.com/cangrocer.htm

- Jan.-fév. 2001, Étude de marché nationale, Ventes des magasins canadiens d'alimentation, 2000.
- Février 2003.
- Rapport, 2002.

Sources des données (suite)

Canadian Organic Growers www.cog.ca

- Eco-Farm & Garden Magazine, divers numéros.

Association canadienne des restaurateurs et des services alimentaires www.crfa.ca

- Foodservice Facts, 2002 et 2003.

Commission canadienne du blé www.cwb.ca

Conference Board du Canada www.conferenceboard.ca

- Totalisations spéciales de données pour AAC.

Dobson Consulting, *“Buyer Power and Its Impact on Competition in the Food Retail Distribution Sector of the European Union”*, 1999, Royaume-Uni.

Financement agricole Canada www.fcc-fac.ca

- [Rapport sur la valeur des terres agricoles.](#)

Food Engineering Magazine, novembre 2003. www.foodengineeringmag.com

Organisation des Nations-Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

- **FAOSTAT**, Commerce agroalimentaire. <http://faostat.fao.org/default.jsp>

Global Trade Information Services, Inc. www.gtis.com

- [World Trade Atlas.](#)

Globe and Mail www.theglobeandmail.com

GlobeScan Inc. www.globescan.com

- [Food Issues Monitor](#), Toronto (Ontario), janvier 2002.
- [Food Issues Monitor](#), Toronto (Ontario), janvier 2003.
- [Food Issues Monitor, Tables](#), Toronto (Ontario), janvier 2003.
- [Food Issues Monitor, Canada Tables](#), Toronto (Ontario), janvier 2003.

Industrie Canada www.strategis.gc.ca

- [Données en ligne de Strategis sur le commerce.](#)

Macdonald & Associates Limited www.canadavc.com.

Ressources naturelles Canada www.nrcan-rncan.gc.ca

Collège Ridgetown, Université de Guelph (Ontario) www.ridgetown.on.ca

Sources des données (suite)

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

www.oecd.org

- Agricultural Policies in OECD Countries, Monitoring and Evaluation.
- [Source OECD National Accounts Database.](#)

Statistique Canada www.statcan.ca

Bases de données

- **CANSIM.**
- Base de données sur le commerce international canadien de marchandises.

Publications et documents

- [Recensement de l'agriculture 2001, n° de catalogue 95F0301XIF.](#)
- Beaulieu, M., « *Caractéristiques financières des entreprises acquises dans l'industrie alimentaire canadienne* », Statistique Canada, Document de travail sur l'Agriculture et le milieu rural, n° 57.
- L'observateur économique canadien, décembre 2003.
- Le Quotidien, [Le jeudi 18 décembre 2003, Performance de la productivité par industrie.](#)
- [Estimations du personnel affecté à la recherche et au développement au Canada, 1979 à 2000](#), n° de catalogue 88-F0006XIE2003011.
- Dépenses et personnel de l'Administration fédérale en sciences naturelles et sociales, 1993-1994 à 2002-2003, n° de catalogue [88F006XIB2001008](#).
- Hategekimana, B. et M. Beaulieu, « Les cultures génétiquement modifiées : croissance stable en Ontario et au Québec », Statistique Canada, Division de l'agriculture, Vista, décembre 2002, n° de catalogue 21-004-XIF.
- [Aperçu historique de l'agriculture canadienne](#), n° de catalogue 93-358-XPB.
- Statistiques scientifiques, vol. 27, n° 5, n° de catalogue [88-001-XIE](#).

Données spéciales demandées

- Tableaux personnalisés, Recensement de 2001, réf. DO0413.
- Division de l'agriculture, Recensement de l'agriculture, 2001 .
- Division de la balance des paiements.
- Division de l'organisation et des finances de l'industrie, Statistiques financières (trimestrielles) des entreprises.
- Division des entrées-sorties, Tableaux d'entrées-sorties, 1999.
- Division de l'investissement et du stock de capital.

Sources des données (suite)

Statistique Canada (suite)

Données spéciales demandées

- Division de la statistique du travail, Enquête sur la population active (EPA).
- Division des sciences, de l'innovation et de l'information électronique, Enquête sur l'innovation.

Supermarket News www.supermarketnews.com

- SN's Top 75.

Département du Commerce des États-Unis www.bea.gov

- Bureau de l'analyse économique, [Industry Economic Accounts](#).

Département de l'Agriculture des États-Unis (USDA) www.fsis.usda.gov

- Economic Research Service, Special Data Request.

Glossaire



Les composantes du système

Système agricole et agroalimentaire canadien

Le système agricole et agroalimentaire canadien est une chaîne de valeur des industries qui produisent des denrées agricoles et alimentaires. Il comprend les fournisseurs d'intrants et de services agricoles, l'agriculture primaire, les entreprises de transformation de denrées alimentaires, les détaillants et grossistes en alimentation et les établissements de services alimentaires.

Fournisseurs d'intrants et de services agricoles

Les fournisseurs d'intrants et de services agricoles comprennent les industries suivantes telles qu'elles sont définies par le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) :

au niveau des 4 chiffres :

1151	Activités de soutien aux cultures agricoles
1152	Activités de soutien à l'élevage
3253	Fabrication de pesticides, d'engrais et d'autres produits chimiques agricoles
4171	Grossistes-distributeurs de machines et matériel pour l'agriculture, l'entretien des pelouses et le jardinage
4183	Grossistes-distributeurs de fournitures agricoles

au niveau des 5 chiffres :

33311	Fabrication de machines agricoles
-------	-----------------------------------

Secteur agroalimentaire

Le secteur agroalimentaire comprend toutes les industries dont l'activité principale consiste à produire des produits alimentaires et agricoles. Il comprend l'agriculture primaire et les transformateurs d'aliments.

Services d'alimentation commerciaux

Les services d'alimentation commerciaux comprennent les restaurants à service complet, les restaurants à service restreint, les traiteurs et les traiteurs à contrat ainsi que les tavernes.

Les restaurants à service complet comprennent les restaurants chic avec ou sans permis d'alcool, les restaurants de type familial et les restaurants-bars.

Les restaurants à service restreint comprennent les cafétérias, les restaurants-minute, les espaces-restauration, les établissements de mets à emporter et les établissements qui font la livraison.

Les traiteurs assurent les services d'alimentation lors d'événements spéciaux.

Pour définir les étapes du système agricole et agroalimentaire, on a essayé d'être aussi complet que possible en tenant compte de la disponibilité des données. Les omissions reflètent soit un manque de données sur une industrie, soit l'incapacité de séparer les données sur l'industrie d'un groupe de données plus globales qui portent surtout sur la production non agricole.

Pour de plus amples renseignements sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), veuillez consulter le site suivant :
http://www.statcan.ca/francais/Subjects/Standard/naics/2002/naics02-menu_f.htm.

Les composantes du système (suite)

Les traiteurs à contrat fournissent des services d'alimentation aux compagnies aériennes, aux compagnies de chemin de fer, aux organismes et dans les installations récréatives.

Les tavernes sont des établissements dont la principale activité consiste à servir des boissons alcoolisées pour consommation immédiate, par exemple, les brasseries, les bars-salons et les boîtes de nuit.

Secteur de la distribution alimentaire

Le secteur de la distribution alimentaire comprend toutes les industries dont l'activité principale consiste à fournir directement les produits agricoles et alimentaires au consommateur final ainsi qu'à assurer les services y afférents. Il englobe les détaillants et les grossistes en alimentation et les établissements de services alimentaires.

Entreprises de transformation de denrées alimentaires seulement

Les entreprises de transformation de denrées alimentaires seulement sont les fabricants d'aliments au sens le plus étroit de ce terme (c.-à-d. boissons et produits du tabac exclus).

Entreprises de transformation de denrées alimentaires

Les entreprises de transformation de denrées alimentaires comprennent les industries suivantes telles qu'elles sont définies par le SCIAN :

au niveau des 3 chiffres :

311	Fabrication des aliments
312	Fabrication des boissons et des produits du tabac

Détaillants et grossistes en alimentation

Les détaillants et grossistes en alimentation comprennent les industries suivantes telles qu'elles sont définies par le SCIAN :

au niveau des 3 chiffres :

411	Grossistes-distributeur de produits agricoles
413	Grossistes-distributeur de produits alimentaires, de boissons et de tabac
445	Magasins d'alimentation et de boissons

au niveau des 5 chiffres :

41911	Agents et courtiers de produits agricoles
41913	Agents et courtiers de produits alimentaires, de boissons et de tabac
44422	Pépinières et centres de jardinage
49312	Entreposage frigorifique
49313	Entreposage de produits agricoles

Établissements de services alimentaires

Les établissements de services alimentaires comprennent les industries suivantes telles qu'elles sont définies par le SCIAN :

au niveau des 3 chiffres :

722	Services alimentaires et débits de boissons
-----	---

au niveau des 4 chiffres :

4542	Exploitants de distributeurs automatiques
------	---

Les composantes du système (suite)

Transformation non alimentaire

La transformation non alimentaire comprend toutes les utilisations industrielles des produits agricoles autres que la consommation des aliments ou des aliments pour animaux. Ce secteur comprend les fabricants de produits biologiques ainsi que les industries non alimentaires plus traditionnelles, comme les tanneries et les usines de textile.

Services d'alimentation non commerciaux et services d'alimentation divers

Les autres services d'alimentation comprennent la restauration hôtelière, la restauration collective et les autres services d'alimentation.

La restauration hôtelière concerne les services d'alimentation offerts dans les hôtels, les motels et les centres de villégiature.

La restauration collective concerne les services d'alimentation offerts dans les hôpitaux, les établissements de soins, les écoles, les prisons, les usines et les bureaux.

Les services d'alimentation de détail sont offerts dans les grands magasins et les dépanneurs.

Les autres services d'alimentation comprennent les distributeurs automatiques ainsi que les services offerts dans les cinémas, les stades et les autres établissements consacrés aux loisirs ou à des activités saisonnières.

Agriculture primaire

L'agriculture primaire comprend les industries suivantes telles qu'elles sont définies par le SCIAN :

au niveau des 4 chiffres :

- 1111 Culture de plantes oléagineuses et céréalières
- 1112 Culture de légumes et de melons
- 1113 Culture de fruits et de noix
- 1114 Culture en serre, pépinière et floriculture
- 1119 Autres cultures agricoles
- 1121 Élevage de bovins
- 1122 Élevage de porcs
- 1123 Élevage de volailles et production d'œufs
- 1124 Élevage de moutons et de chèvres
- 1125 Aquaculture
- 1129 Autres types d'élevage

Emplois

Emplois dans le secteur de l'agriculture primaire

Les exploitants agricoles et les gestionnaires d'exploitations agricoles

Dirigent les activités et les travaux dans une exploitation agricole. Ils cultivent et récoltent les produits de la terre, élèvent du bétail, de la volaille et d'autres animaux et commercialisent les produits de la ferme.

Les superviseurs d'exploitations agricoles et les ouvriers spécialisés dans l'élevage du bétail

Surveillent le travail de la main-d'œuvre et des ouvriers agricoles et exécutent des tâches agricoles générales. Ils exécutent des programmes d'alimentation, de soins de santé et de reproduction des animaux.

Les ouvriers agricoles

Sèment, cultivent et récoltent les produits agricoles, élèvent des animaux et entretiennent et réparent les bâtiments et les machines agricoles; ils utilisent les machines agricoles.

Les manœuvres agricoles

Aident les autres ouvriers à récolter, à trier et à emballer les produits agricoles.

Les propriétaires-exploitants et les gestionnaires de pépinières et de serres

Planifient, organisent, dirigent et contrôlent les activités des employés de pépinières et de serres qui cultivent et vendent des arbres, des arbustes, des fleurs et des plantes.

Les ouvriers de pépinières et de serres

Plantent, cultivent et récoltent des arbres, des arbustes, des fleurs et des plantes et servent les clients des pépinières et des serres.

Emplois dans le secteur de la transformation alimentaire

Les superviseurs dans la transformation des aliments, des boissons et du tabac

Supervisent et coordonnent les tâches des ouvriers qui font fonctionner des machines utilisées dans la transformation, l'emballage et le classement des aliments, des boissons et du tabac.

Les opérateurs de machines dans la transformation des aliments, des boissons et du tabac et le personnel assimilé

Comprennent les opérateurs de machines multifonctionnelles de procédés industriels; les bouchers industriels et les dépeceurs-découpeurs de viande; les préparateurs de volaille et le personnel assimilé; les travailleurs des usines de conditionnement du poisson; les opérateurs des machines de transformation du tabac; les vérificateurs et les trieurs.

Les manœuvres dans la transformation des aliments, des boissons et du tabac

Effectuent des tâches de manutention de matériel, de nettoyage, d'emballage et d'autres activités se rapportant à la transformation des aliments, des boissons et du tabac ou au conditionnement du poisson.

Pour de plus amples renseignements sur la Classification nationale des professions (CNP), veuillez consulter le site suivant : http://www.statcan.ca/francais/Subjects/Standard/soc/2001/nocs01-menu_f.htm.

Emplois (suite)

Emplois dans le secteur de la distribution alimentaire

Les exploitants d'élevateurs à grains

Achètent le grain des producteurs, établissent le grade, le poids et le pourcentage d'impuretés du grain et tiennent des dossiers pour les producteurs et les compagnies.

Les superviseurs, vente au détail

Supervisent et coordonnent les activités des caissiers, des commis d'épicerie et des autres garnisseurs de tablettes.

Les boulangers-pâtisseries et les bouchers

Les boulangers-pâtisseries font des pains, des petits pains, des muffins, des tartes, des pâtisseries, des gâteaux et des biscuits; ils travaillent dans des boulangeries-pâtisseries, des magasins d'alimentation, des services de traiteur, des hôtels, des restaurants, des centres hospitaliers et d'autres établissements. Les bouchers et les découpeurs de viande préparent des coupes régulières de viande, de volaille, de poisson et de crustacés qui seront vendues par des détaillants ou des grossistes de produits alimentaires.

Les caissiers

Se servent de caisses enregistreuses, de lecteurs optiques des prix, d'ordinateurs et d'autres matériels pour consigner et recevoir les paiements. Ils travaillent dans les magasins et les restaurants.

Les directeurs des services de restauration et des services alimentaires

Planifient, organisent, dirigent, contrôlent et évaluent les activités des restaurants, des bars, des cafétérias et des autres services d'alimentation et de boissons.

Les superviseurs des services alimentaires

Supervisent, dirigent et coordonnent les activités des travailleurs qui préparent, répartissent et servent des aliments. Ils travaillent dans des centres hospitaliers et d'autres établissements de soins de santé et dans des cafétérias, des services de traiteur et d'autres établissements de services alimentaires.

Le personnel du service des aliments et boissons

Comprend les maîtres d'hôtel, les hôtes et hôtesse, les barmans et barmaids et les serveurs et serveuses d'aliments et de boissons.

Les serveurs au comptoir, les aides de cuisine et le personnel assimilé

Comprennent les serveurs au comptoir, les préparateurs d'aliments, les aides de cuisine, les aides de services alimentaires et les plongeurs.

Définitions du commerce

Exportations agricoles et agroalimentaires

Les exportations agricoles et agroalimentaires comprennent l'exportation des produits agricoles, des aliments (à l'exception du poisson et des produits du poisson), des boissons non alcoolisées (y compris les eaux embouteillées), des boissons alcoolisées et des produits du tabac, de la floriculture et des pépinières.

Importations agricoles et agroalimentaires

Les importations agricoles et agroalimentaires comprennent l'importation des produits agricoles, des aliments (à l'exception du poisson et des produits du poisson), des boissons non alcoolisées (y compris les eaux embouteillées), des boissons alcoolisées et des produits du tabac, de la floriculture et des pépinières.

Commerce intrasectoriel

Le commerce intrasectoriel désigne le commerce d'un même produit ou d'une même marchandise entre deux pays.

Commerce interne

Le commerce interne désigne les transactions entre différentes parties d'entreprises multinationales situées dans différents pays. Il comprend également l'affectation par le siège social de produits en exclusivité différents à divers centres de production.

Classification commerciale

Les statistiques commerciales pour le système agricole et agroalimentaire sont classées selon le système de classification BICO, qui sépare les produits en trois différents groupes : vrac, intermédiaires et de consommation.

- **Vrac (B)**

Les produits en vrac sont ceux qui ont fait l'objet d'une transformation minimale ou nulle, comme le blé, les céréales fourragères et les oléagineux.

- **Intermédiaires (I)**

Les produits intermédiaires sont ceux qui ont fait l'objet d'une certaine transformation, mais qui ne sont pas normalement encore prêts à la consommation, par exemple, la farine de blé, les huiles végétales et les animaux de boucherie.

- **De consommation (CO)**

Les produits de consommation nécessitent peu de transformation supplémentaire ou n'en nécessitent pas, et ils sont en général prêts pour la consommation humaine. Il s'agit notamment de produits laitiers, des œufs, du bœuf, des fruits frais, des produits de la floriculture, des soupes en conserve, des repas surgelés, des aliments pour bébés, etc.

Commerce à valeur ajoutée

- Les exportations et importations à valeur ajoutée sont celles qui concernent tous les produits intermédiaires et de consommation.

Catégories de soutien gouvernemental

Dépenses publiques

Les dépenses publiques (à tous les paliers) en matière d'agriculture et de transformation alimentaire au cours d'une année, directes et indirectes, engagées au bénéfice de particuliers, d'organismes ou d'associations.

Directes

Comportent un transfert direct de fonds entre les contribuables et les exploitants agricoles.

Indirectes

Dépenses publiques qui soutiennent le secteur agroalimentaire, mais qui ne sont pas directement destinées aux producteurs.

Principales catégories de dépenses

Dépenses de programme liées au développement, au commerce et à l'environnement

Comprennent les dépenses d'administration et d'immobilisations engagées par le gouvernement pour favoriser le développement régional, le marketing et le commerce et protéger l'environnement, ainsi que les subventions et contributions accordées par le gouvernement pour le travail consacré à ces activités.

Dépenses d'exploitation et d'immobilisations

Comprennent les dépenses publiques consacrées à l'administration générale et à la gestion ainsi qu'aux politiques, aux services d'information et aux statistiques.

Autres dépenses

Comprennent les dépenses publiques consacrées à l'aide alimentaire et à l'aide internationale, à la vulgarisation et à l'éducation, ainsi que les paiements au titre de programmes sociaux.

Paiements au titre de programmes

Comprennent les paiements au titre des programmes de soutien et de stabilisation du revenu, des programmes spéciaux et de réduction des coûts, des programmes d'assurance-récolte et des programmes d'aide financière.

Dépenses liées à la recherche et à l'inspection

Comprennent les dépenses d'administration et d'immobilisations engagées par le gouvernement pour les activités de recherche et d'inspection, ainsi que les subventions et contributions accordées par le gouvernement pour le travail consacré à ces activités.

Dépenses d'aide à l'entreposage et au fret

Paiements au titre de programmes liés à l'entreposage et au fret.

Catégories de soutien gouvernemental (suite)

Estimation du soutien aux producteurs (ESP)

Mesure annuelle du soutien aux producteurs agricoles qui est la somme du soutien des prix du marché et des dépenses budgétaires sous forme de paiements aux producteurs, exprimée en pourcentage de la valeur unitaire du produit ou de sa valeur ajustée de production.

Valeur ajustée de la production (VAP)

La valeur de la production, plus les transferts directs reçus par les producteurs au cours de l'année.

Infrastructure publique

Par infrastructure publique, on entend l'ensemble du capital physique appartenant aux gouvernements provinciaux ou fédéral ou aux administrations municipales du Canada. L'infrastructure comprend des édifices (écoles, bibliothèques, bureaux de poste, etc.), des ouvrages de génie civil et des machines (véhicules pour l'enlèvement de la neige, ambulances, etc.).

Infrastructure des transports

L'infrastructure des transports est une sous-catégorie des ouvrages de génie civil. Elle comprend autoroutes, routes, rues, pistes, chemins de fer, ponts et tunnels.

Termes de nature économique et statistique

Ferme de recensement

Une exploitation agricole ayant un revenu agricole brut supérieur à 2 499 \$ où est produit, dans l'intention de le vendre, au moins un des produits suivants : produits cultivés (grande culture, fruits ou noix, baies ou raisins, légumes, graines), bétail (bovins, porcs, moutons, chevaux, oiseaux exotiques, etc.), produits d'origine animale (lait ou crème, œufs, laine, fourrure, viande) ou autres produits agricoles (produits de serre ou de pépinière, arbres de Noël, champignons, gazon, miel, produits de la sève d'érable).

Ratio de concentration (CR4)

Le ratio de concentration mesure le niveau de concentration d'un secteur d'activité et exprime les ventes d'un nombre fixe d'entreprises parmi les plus importantes de ce secteur d'activité, c'est-à-dire le pourcentage de la valeur des ventes du secteur que totalisent ces entreprises. CR4 est l'acronyme pour le ratio de concentration des quatre principales entreprises du secteur.

Ratio d'endettement

On calcule le ratio d'endettement en additionnant les emprunts, les prêts et les comptes auprès des sociétés affiliées et en divisant ce total par le total de l'avoir.

Revenu commercial agricole

Le revenu commercial agricole désigne le revenu monétaire provenant de la vente de produits agricoles, à l'exception des paiements directs au titre des programmes au bénéfice des producteurs.

Valeur nette agricole

La valeur nette agricole est mesurée comme le total de l'actif de l'exploitation agricole évalué à sa valeur marchande en cours, moins le total du passif.

Investissement étranger direct (IED)

L'investissement étranger direct désigne l'investissement par des non-résidents dans une entreprise où ces non-résidents possèdent 10 % ou plus des actions ordinaires ou des droits de vote lorsqu'il s'agit d'entreprises constituées en sociétés, ou l'équivalent dans le cas d'entreprises non constituées en sociétés .

Produit intérieur brut (PIB)

Le produit intérieur brut d'un pays est la valeur totale nette des produits et des services produits dans ce pays pendant une période donnée.

Revenu agricole brut

Le revenu agricole brut comprend le revenu monétaire provenant de la vente des produits agricoles et les paiements directs au titre de programmes; il est compilé à partir des formulaires de recensement envoyés aux exploitants agricoles tous les cinq ans.

Ratio de marge bénéficiaire brute

Le ratio de marge bénéficiaire brute est le ratio de la marge bénéficiaire brute gagnée par une exploitation agricole par rapport à son revenu commercial

Fermes d'agrément

Fermes de recensement qui déclarent moins de 10 000 \$ de ventes en produits agricoles.

Termes de nature économique et statistique (suite)

Dépenses intramuros consacrées à la R-D

Les dépenses intramuros consacrées à la R-D sont toutes les dépenses liées à la recherche et au développement engagées par un organisme au cours d'une période donnée, y compris le travail financé par des tiers.

Productivité du travail

La productivité du travail est une mesure des extrants de l'industrie par heure de travail.

Productivité multifactorielle

La productivité multifactorielle mesure l'efficacité de l'utilisation de tous les intrants. Sa croissance est calculée comme le taux de croissance des extrants, moins le taux de croissance de tous les intrants.

Ratio de marge bénéficiaire

On calcule le ratio de marge bénéficiaire en divisant les bénéfices d'exploitation par les revenus d'exploitation.

Taux de rendement sur le capital à long terme

Le taux de rendement sur le capital à long terme est le revenu d'exploitation (sans déduire les impôts ni les intérêts payés), divisé par le capital à long terme, celui-ci étant la somme des avoirs des actionnaires et de la dette à long terme.

Revenu agricole net réalisé

Le revenu agricole net réalisé est le revenu commercial net réalisé, plus les paiements au titre de programmes gouvernementaux.

Revenu commercial net réalisé

Le revenu commercial net réalisé est le revenu commercial agricole, plus le revenu en nature, moins les dépenses d'exploitation et l'amortissement.

Ratio du rendement de l'avoir

On calcule le ratio du rendement de l'avoir en multipliant par quatre le bénéfice après impôt et en divisant le produit par le total de l'avoir.

Production à valeur ajoutée

La production à valeur ajoutée désigne les produits qui ont fait l'objet d'une certaine transformation.

Définitions diverses

UE 15

Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni et Suède.

Autres définitions de termes utilisés dans les graphiques

Dépenses agricoles diverses

Les dépenses agricoles diverses comprennent les réparations des bâtiments et des clôtures, l'assurance d'entreprises, le travail sur commande, les primes de stabilisation, les frais juridiques et de comptabilité et d'autres dépenses non répertoriées ailleurs.

Autres sources canadiennes

Comprennent les fonds versés par les compagnies affiliées, les fonds liés aux contrats de R-D accordés à d'autres entreprises ainsi que les subventions et les contrats des gouvernements provinciaux.

Autres produits

Les autres produits agricoles comprennent les betteraves sucrières, les pommes de terre, les produits de la floriculture et de pépinière, le tabac, le ginseng, les graines de moutarde, les graines de tournesol, les lentilles, les graines à canaris, les haricots secs, les pois secs, les graines fourragères et les semences de gazon, le foin et le trèfle, les produits de l'érable, les produits forestiers, les arbres de Noël, les cultures diverses, la laine, le miel, la fourrure et le bétail divers.

Autres aliments

Fabrication des grignotines, du café et du thé, des sirops aromatisants et des concentrés, d'assaisonnements et de sauces et d'autres produits non répertoriés ailleurs.

Autres terres

Les autres terres comprennent la terre sur laquelle sont situés les bâtiments agricoles, les enclos, les passages, les jardins, les serres et champignonnières, les friches, les boisés, les érablières, les arbres brise-vent, les plantations d'arbres de Noël, les tourbières, les marais, les marécages, etc.

Autres dépenses personnelles en biens

Dépenses personnelles consacrées aux médicaments, aux produits pharmaceutiques et aux effets personnels non répertoriés ailleurs.

Autres dépenses personnelles en services

Dépenses personnelles consacrées aux services d'aménagement de locaux, aux soins personnels, à l'entretien du ménage et à la garde d'enfants, à l'éducation et à la culture; dépenses de fonctionnement des organismes sans but lucratif et autres services connexes.

Définitions diverses (suite)

Autres produits des Prairies

Les autres produits des Prairies comprennent les betteraves sucrières, les pommes de terre, les légumes, les fruits, les produits de la floriculture et de pépinière, le tabac, les graines fourragères et les semences de gazon, le foin et le trèfle, les produits de l'érable, les produits forestiers, les arbres de Noël, les cultures diverses, les produits laitiers, la volaille, les œufs, la laine, la fourrure, le miel et le bétail divers.

Prairie artificielle

Prairie qui a été cultivée et ensemencée, irriguée, fertilisée et(ou) désherbée.

Notes

1. À moins d'indication contraire, les catégories du système agricole et agroalimentaire sont définies conformément au Système de classification des industries en Amérique du Nord (SCIAN). Le glossaire renferme une liste détaillée des industries appartenant à chaque catégorie du système.
2. Aliments Maple Leaf Inc. et(ou) Canada Bread Company Limited, 2002, Food Safety, [What We Do: Our Policies and Practices](#), 2002.
3. Wendy's International Inc., [Corporate Initiatives](#), 2003.
4. « [Canadian Grocer Magazine](#) », avril 2002.
5. En ce qui concerne la transformation alimentaire, voir Harper et Burroughs, *Analyse de la rentabilité dans le secteur de la transformation des aliments au Canada*, AAC, collection Rapport sur le rendement, juin 2003. En ce qui concerne la vente au détail dans le secteur de l'alimentation, voir Smith et Trant, *Rendement du secteur du commerce de détail des aliments dans la chaîne agroalimentaire*, AAC, collection Rapport sur le rendement, juin 2003.
6. En ce qui concerne la transformation alimentaire, voir Harper et Burroughs, *Analyse de la rentabilité dans le secteur de la transformation des aliments au Canada*, AAC, collection Rapport sur le rendement, juin 2003. En ce qui concerne la vente au détail dans le secteur de l'alimentation, voir Smith et Trant, *Rendement du secteur du commerce de détail des aliments dans la chaîne agroalimentaire*, AAC, collection Rapport sur le rendement, juin 2003.
7. Statistique Canada, [Le Quotidien](#), 18 décembre 2003.
8. McCain Foods Limited, [McCain Worldwide](#).
9. [Macdonald & Associates Limited](#) www.canadavc.com.
10. Bernstein et Cahill, *Canadian Food and Beverage Industry, Input Efficiency, Productivity Growth, and Infrastructure Capital*, AAC, collection Rapport sur le rendement, à paraître en 2004.
11. Ipsos North America, 2003, Ipsos Reid, « [Canadians and Nutrition](#) », communiqué de presse du 24 mai 2002.
12. [GlobeScan Inc.](#), Food Issues Monitor 2002, janvier 2003.
13. Ipsos North America, 2003, Ipsos Reid, « [Outbreaks: Canadian's Reaction to SARS and Mad Cow Disease](#) », communiqué de presse du 30 mai 2002.
14. Association canadienne des restaurateurs et des services alimentaires, 1998-2004, [Preliminary Foodservice Forecast](#).

Notes (suite)

15. Bernstein et Cahill, *Canadian Food and Beverage Industry, Input Efficiency, Productivity Growth, and Infrastructure Capital*, AAC, collection Rapport sur le rendement, à paraître en 2004.
16. Statistique Canada, [*Recensement de l'agriculture 2001*](#).
17. Bernstein et Cahill, *Canadian Food and Beverage Industry, Input Efficiency, Productivity Growth, and Infrastructure Capital*, AAC, collection Rapport sur le rendement, à paraître en 2004.

Bibliographie

Beaulieu, M., « *Caractéristiques financières des entreprises acquises dans l'industrie alimentaire canadienne* », Statistique Canada. Série de documents de travail sur l'agriculture et le milieu rural; document de travail n° 57, 2002.

Ministère canadien des Affaires étrangères et du Commerce international, « Troisième rapport annuel sur le commerce international du Canada », 2002.

Canadian Grocer, rapport 2002.

Dobson Consulting, « *Buyer Power and Its Impact on Competition in the Food Retail Distribution Sector of the European Union* », Royaume-Uni, 1999.

Drake, J., « *National Market Survey, Canadian Food Stores Sales, 2000* » Canadian Grocer, janvier-février, pp. 22 à 31, 2001.

GlobeScan Inc.

- Food Issues Monitor, Toronto (Ontario), janvier 2002.
- Food Issues Monitor, Toronto (Ontario), janvier 2003.
- Food Issues Monitor, Tables, Toronto (Ontario), janvier 2003.
- Food Issues Monitor, Canada Tables, Toronto (Ontario), janvier 2003.

Hategekimana, B. et M. Beaulieu. « *Les cultures génétiquement modifiées : croissance stable en Ontario et au Québec* », Statistique Canada, Division de l'agriculture. **Vista**, décembre 2002.

Harper, D. et R. Burroughs, « *Analyse de la rentabilité dans le secteur de la transformation des aliments au Canada* », document de travail d'AAC, à paraître, 2003.

Harper, D. et D. Smith, « *Profitability in the Agri-Food System, 1990-1998* », non publié, 2001.

Hobbs, J. et L. Young, « Vertical Linkages in Agri-Food Supply Chains in Canada and the United States », rapport préparé à l'intention d'AAC, juin 2001.

International Fertilizer Development Center, Muscle Shoals, Alabama.

Korol, M., « *Consommation, livraison et commerce des engrais au Canada 2000/2001* », document de travail, avril 2002.

Macdonald & Associates Limited www.canadavc.com.

Bibliographie (suite)

[Organisation de coopération et de développement économiques \(OCDE\), Source OCDE,](#)
« Comptes nationaux des pays de l'OCDE - Tableaux détaillés », volume II.

Smith, D. et M. Trant, « Rendement du secteur du commerce de détail des aliments dans la chaîne agroalimentaire », document de travail d'AAC, à paraître, 2003.

USDA -- Département de l'Agriculture des États-Unis

- [Economic Research Service Briefing Room - Food CPI, Prices and Expenditures](#), extrait le 4 octobre 2002.
- *Effects of NAFTA on Agriculture and the Rural Economy*, « Economic Research Service », rapport WRS-02-1.

Vaughan, O., « Incidence de l'investissement étranger direct sur l'industrie canadienne des aliments et boissons », document de travail d'AAC, n° 2/95, mars 1995.

Zafiriou, M., L. Robbins, D. Karamchandani et P. Ominski, « *Changing Consumer Demand and Its Impact on Canadian Agricultural Policy and Trade* », exposé présenté par AAC dans le cadre de la International Trade Research Consortium Conference, 15 décembre 2002.

Tableaux

